

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMERO : 30 F

BIMESTRIEL N° 54 — NOVEMBRE-DECEMBRE 1990

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 54
NOVEMBRE-DECEMBRE 1990

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
Y. BLAVIER
M. BOULLE
M. LANCELIN
T. MARICOURT
J. PAPP
G. PELLETIER
G. POTVIN
G. RAGACHE

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette revue sont
résumés et indexés dans HISTORICAL
ABSTRACTS and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Maquette et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Avec le 54ème numéro de **Gavroche,** nous clôturons neuf années difficiles certes, mais aussi neuf années de joies et de camaraderie.

Comme vous avez pu le constater, quoique gestionnaires parcimonieux, nous sommes de mauvais commerçants et de mauvais comptables : Le numéro 53 n'est-il pas sorti au prix affiché de 50 francs, au risque d'affoler nos fidèles abonnés ? Qu'on les rassure tout de suite, il ne s'agit que d'une erreur de composition, la revue reste à 30 francs et le restera aussi longtemps que la trésorerie le permettra et les abonnements ne subiront pas les contrecoups du ennième choc pétrolier qui n'influera pas beaucoup sur nos finances. “Tout de même, vous auriez pu faire attention !” nous dira-t-on “c'est pas comme ça que vous vous ferez de la pub !”. Et bien oui, nous l'avouons, la “pub”, “on sait pas faire” comme dit si bien le président d'un célèbre club de football.

Et pourtant, vous constaterez dans ce numéro, que pour la première fois depuis neuf ans nous vous proposons un article publicitaire : une reliure pour relier vous-même les anciens numéros de **Gavroche** que vous n'avez pas manqué de conserver. N'est-ce pas un effort méritoire ?

Dans ce numéro, nos lecteurs découvriront Antoine Court, un des précurseurs du protestantisme, religion longtemps persécutée et dont les adeptes se sont toujours montrés hostiles à toute forme d'oppression, comme le montre l'ouvrage d'Evelyne et Yvan Brès sur les antifascistes allemands pendant la Seconde guerre mondiale. Nous rappelons, dans le cadre du Bicentenaire (curieusement escamoté par les médias), l'histoire des “bons des communes” et les événements tragiques de Pernes. Longtemps accusés de “parisianisme”, nous nous efforçons de “régionaliser” nos articles. C'est ainsi que nous allons des Cévennes en Bretagne puis dans le Nord et que nous apportons notre contribution à l'histoire des pays de l'Est afin de mieux comprendre les changements récents ... et à venir.

Pour 1991, nous avons déjà rassemblé de nombreux articles qui ne manqueront pas de vous intéresser et nous pensons créer de nouvelles rubriques, mais sachez que c'est grâce à votre participation, vos suggestions et votre soutien que **Gavroche** fêtera l'an prochain son dixième anniversaire.

Gavroche

GAVROCHE

une revue indépendante

La revue d'histoire populaire Gavroche est indépendante de tout groupe politique, syndical, confessionnel et financier. Elle ne reçoit aucune subvention ni de l'Etat ni de tout autre organisme privé ou public.

Gavroche ne peut compter que sur la fidélité et le soutien de ses lecteurs. Vous pouvez lui manifester votre attachement en parlant de la revue autour de vous et en souscrivant ou en faisant souscrire des abonnements.

ANTOINE COURT - 1695-1760 : Un des restaurateurs du Protestantisme français au 18ème siècle

Après avoir restreint pendant vingt années l'accès des protestants aux professions qui impliquaient des relations sociales, entravé l'entretien et la reconstruction des temples, Louis XIV, le 18 octobre 1685, par l'édit de Fontainebleau, révoqua l'édit de Nantes. La religion réformée interdite devenait "prétendue réformée" (la R.P.R.). Les pasteurs, sous quinzaine, étaient tenus de se renier ou de s'exiler. La prison, les galères, la mort étaient promises à ceux qui ne se soumettraient pas.

Les bons esprits furent quasi unanimes à applaudir une décision qui paraissait pouvoir extirper le protestantisme du Royaume de France. Pourtant, il n'en fut rien.

La guerre des Cévennes, allumée par les Camisards dix-sept ans plus tard, affirma dans sa révolte sanglante le refus d'obéir. Moins apparente, la reconstruction clandestine des Eglises leur permit de survivre jusqu'à l'édit, dit de tolérance, de 1787 et surtout jusqu'à la déclaration des Droits de l'Homme de 1789. Patiente, méthodique, elle fut l'oeuvre d'une poignée d'hommes venus du petit peuple. Parmi eux, le Vivarois Antoine Court joua un rôle essentiel.

SUR LES PAS D'A.COURT.

Le Vivarais au coeur des conflits religieux

Antoine Court était né en 1695 à Villeneuve-de-Berg, au coeur de ce Vivarais dont la Constituante fit, par la suite, après quelques modifications mineures de limites, le département de l'Ardèche. Passage géographique naturel entre des terres imprégnées de calvinisme, Cévennes et Bas-Languedoc d'une part, Suisse via le Dauphiné de l'autre, ce diocèse civil le plus septentrional de la Province du Languedoc avait été, dès le 16ème siècle l'objet d'âpres luttes entre *papistes* et *parpaillots*. En l'absence de pont sur le Rhône entre Pont-Saint-Esprit et Lyon, sa possession assurait le contrôle des bacs de Baix et du Pouzin, sur l'itinéraire de Nîmes à Genève. La bastide royale de Villeneuve-de-Berg, symbole de l'autorité monarchique avec son Bailliage et sa Maîtrise des Eaux et Forêts, s'était trouvée l'enjeu de sept guerres civiles successives. Les Réformés l'avaient gouvernée de 1560 à 1622, date à laquelle Montmorency l'avait assiégée et prise. Des officiers royaux, des magistrats, des robins et des négociants avaient alors pu céder, une forte minorité bien qu'interdite des affaires publiques s'opiniâtrait, représentant 20% environ d'une population qui pouvait approcher deux mille habitants. Elle disposait d'un *culte de fief* au domaine du Pradel, chez les descendants de l'agronome Olivier de Serres célèbre sous Henri IV.

Début octobre 1685, précédées d'une terrifiante réputation, quatre compagnies de dragons venues du midi par la vallée du Rhône, s'installèrent chez *ceux de la R.P.R.*. Quelques-uns résistèrent jusqu'à l'emprisonnement à Aigues-Mortes ou l'envoi aux galères, mais, en une semaine, près de 200 adultes firent leur soumission. Curé et consuls enregitrèrent les abjurations; sans doute avec satisfaction puisqu'ils demandèrent un an après à l'évêque de Viviers, Monseigneur de Suze, l'autorisation d'en célébrer l'anniversaire par une messe d'action de grâces.

Les années de formation d'un jeune N.C.

Parmi ceux qu'on allait désormais désigner comme des N.C. (Nouveaux Catholiques ou Nouveaux Convertis), on comptait la famille Court, calviniste depuis plus d'un siècle. Le père : mi-négociant, mi-paysan, à la fois marchand d'étoffes, cardeur, éleveur de moutons et vigneron ; la mère : fille d'un potier de terre du village voisin de Saint-Pons-sous-Coiron. Leur boutique dressait ses murs austères à l'ombre de l'église saint Louis où fut baptisé leur troisième enfant, Antoine, né le 26 mars 1695, dix ans après la Révocation. Il ne connut guère son père qui mourut en 1699. C'est la mère, née Marie Gébelin, *n'ayant que trente ans et fort peu accommodée désormais des biens de la fortune* qui va lui faire donner une éducation exigeante (*). Lorsqu'il a sept

(*) - Les citations qui suivent sont tirées des Mémoires de Court. Il y parle de lui tantôt à la première personne ("Je...") tantôt à la troisième ("Notre Court..."),

ans, elle lui choisit un maître d'école réputé sévère, recommandant même d'user du fouet si nécessaire. Trois années suffisent à l'enfant *pour atteindre à la science de son régent : lire, écrire, un peu d'arithmétique et les premiers éléments de la grammaire.* Déjà se manifeste l'insatiable soif de savoir qui l'habitera jusqu'à sa mort. La mère malgré ses lumières peu étendues l'instruit des choses de la religion. Elle est une de ces huguenotes dont l'intendant Basville écrira "qu'elles défont le soir ce que l'école a fait le jour". Elle a choisi des deux régents villeneuvois celui qui ferme les yeux sur les absences d'Antoine au culte catholique dont les édits royaux rendent pourtant la fréquentation obligatoire. L'autre maître étant réputé intransigeant, l'enfant n'apprend pas le latin. On ne l'inscrira pas, bien qu'on le destine au commerce comme ses oncles, au collège d'Aubenas : il est tenu par les Jésuites. Quel lieu pour éviter la messe ! écrit plus tard Court que ses condisciples brocardent du surnom de *Fils aîné de Calvin !.*

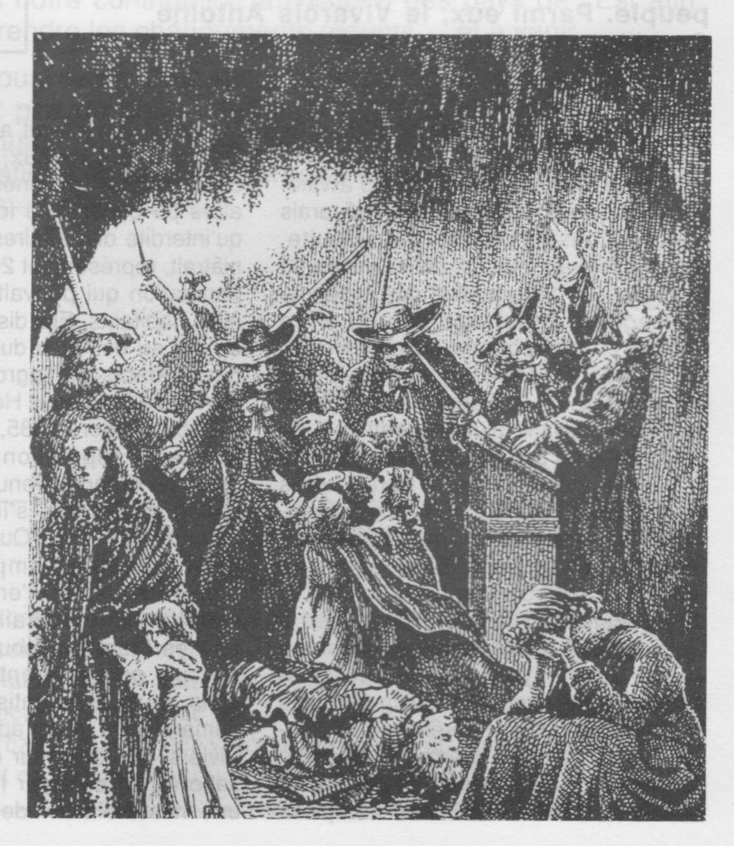
L'adolescent à la rencontre des siens

C'est dans les Assemblées clandestines du Désert, tenues dans les fermes isolées des Grads ou dans les gorges sauvages de la rivière Ibie, que l'enfant va affirmer sa Foi et conforter son appartenance *au petit peuple sous la Croix.* Un soir, en cachette, il y suit sa mère. Découvert, il jure de garder le secret. Il sait déjà qu'on a brûlé des fermes parce qu'on y a trouvé *LE LIVRE*, la Bible. Poids du secret partagé, présence du danger, errances dans la nuit lorsque le lieu de l'Assemblée a été mal indiqué, sentiment d'appartenir à un peuple persécuté et persécuté parce qu'élu, autant de circonstances qui sensibilisent l'âme de l'adolescent à la parole exaltée, fleurie de symboles bibliques, des prédicateurs, ces *Prophètes*, ces *Inspirés*, souvent des femmes.

Ce mouvement paraît être né spontanément, dès 1688, en Dauphiné, dans la forêt de Saou, autour d'une bergère de quinze ans Isabeau Vincent. Il a traversé le Rhône, puis plus lentement a gagné les vallées cévenoles et, vers le sud, les terres de l'Uzège. Les prêches évoquent les souffrances de ceux qui vivent pour Dieu dont le règne va venir lorsque la Bête - le papisme - sera vaincue. Ils exhortent à la Foi, mêlant menaces de châtiments et promesses de béatitudes. Peut-être Court entend-il une nuit Sarra Dalgon de Vallon, à six lieues de Villeneuve, dont le témoignage, recueilli à Londres en 1704 et publié dans le "*Théâtre sacré des Cévennes*", précise : "Diverses personnes des deux sexes et de tout âge, et plus particulièrement des enfants et des jeunes gens, tombèrent dans certains excès comme des convulsions extraordinaires qui n'altéraient pourtant pas leur santé non plus que leur esprit. Elles disaient mille belles choses pour porter ceux qui les écoutaient à la vraie et solide piété, à une sérieuse réformation des moeurs, à l'horreur de l'idolâtrie papiste. Elles menaçaient terriblement les pêcheurs endurcis, promettaient des bénédictions infinies à qui abandonneraient leur mauvais train pour vivre selon Dieu". Sarra Dalgon rapporte encore qu'une fillette de huit à neuf ans, dans ses inspirations "parle toujours bon français ... alors qu'à l'ordinaire elle ne s'exprime pas autrement que dans le patois du pays", la langue d'Oc. Ces phénomènes troublants - et qui le restent - inquiètent les autorités civiles et catholiques. L'évêque de Nîmes, Monseigneur Fléchier, et l'historien Brueys, un protestant qui s'est renié, les expliquent par un complot fomenté de l'étranger. Une école, à Dieulefit (Drôme actuelle), formerait ces simulateurs. En 1689, au Serre de la Palle, près de Gluiras en Vivarais, la répression d'une de ces Assemblées fait plusieurs centaines de morts. Sans effet dissuasif !

Dans les Assemblées, l'adolescent entend raconter les exploits des Camisards. En 1702, des hommes en général jeunes, excédés par la persécution, se sont dressés dans une insurrection armée et sanglante; ils ont attaqué curés et presbytères, défié les maréchaux du Roi Soleil. Pendant l'hiver de 1703, venus des flancs de l'Aigoual et du Lozère derrière leur chef Jean Cavalier, ils sont arrivés sur les bords de la rivière Ardèche, à Salavas et au Pont d'Arc. Un bataillon catholique les y a arrêtés avant qu'ils n'établissent une liaison avec les N.C. des Boutières vivaroises. Ils se sont alors détournés vers la plaine du Chassezac qu'ils ont pillée. Cavalier s'est soumis mais certains de ses compagnons, ayant pu échapper à la répression, se sont faits prédicants. En août 1709, dans une caverne, Court entend Abraham Mazel, un des chefs historiques de cette flambée de violences. Visionnaire inspiré, Mazel, à vingt-cinq ans, a donné le signal de la révolte en participant à Pont de Monvert (Lozère actuelle) au meurtre de l'Abbé du Chayla. Pris, emprisonné à Aigues-Mortes, il s'est évadé, a séjourné en Suisse, en Hollande, à Londres. Il revient en France pour inciter au soulèvement (trahi, il sera tué à Uzès l'année suivante). On imagine la fascination qu'une telle personnalité peut exercer sur l'adolescent âgé de 14 ans, et qui, à la même époque, enrichit son bagage religieux par la lecture d'ouvrages de controverse.

Ces livres *échappés à l'Inquisition* lui ont été donnés; quelques-uns par Marie du Pradel, la descendante d'Olivier de Serres : "La Voix de Dieu" de Richard Baxter, "Les consolations de l'âme fidèle" de Drelincourt, auteur d'un catéchisme répandu, d'autres titres de Jean de Monchy ou de Fauquenberges. Pages austères pour un jeune lecteur dont il fallait que la soif de culture et de religion fût bien grande ! Dans les Assemblées, le jeune homme est devenu lecteur attitré de la Bible. Et alors que ces forces nouvelles - des femmes, des adolescents, des hommes jeunes -



Malgré la prudence observée pendant les Assemblées il y avait de tragiques surprises.

bousculent les structures réformées, traditionnellement autour des Anciens, Court franchit le pas, devient prédicant. Il a dix-huit ans.

Une brève expérience de prédicant et le temps des doutes : 1713-1715

En 1713, le prophète Brunel lui a donné l'occasion de prêcher à Vernoux-en-Vivarais. Avec succès. Un succès qu'il minimise dans ses Mémoires : *Une Assemblée d'environ trente personnes, composée presque toute de femmes assez peu compétentes pour juger de son discours, furent si contentes que peu s'en fallut qu'elles le prissent pour un ange envoyé expressément du ciel pour leur prêcher.* Il revient à Villeneuve obtenir le consentement de sa mère réticente à cause des dangers. Il suit en Uzège deux prophétesses, Claire et Cathon. L'expérience sera brève mais déterminante dans l'évolution de Court. Dans la justification a posteriori que constituent les Mémoires, il s'en explique. *Il y avait peut-être vingt ans que tout ce qu'il y avait de prophètes et de prophétesses dans le Haut et le Bas Vivarais s'étaient accordés à prédire qu'il se tiendrait une Assemblée célèbre dans un pré nommé Lacour proche de Chalancon* (canton actuel de Vernoux en Ardèche). *Claire, plus hardie, en fixa la date pour la Noël 1713. L'Assemblée devait être fameuse. Des Anglais devaient y assister. Un arbre devait naître, croître et fleurir dans la même nuit où l'Assemblée devait se tenir. C'était sous cet arbre, d'une naissance et d'un accroissement si miraculeux que devait se dresser une table où je devais administrer la Sainte Cène... Rien de ce qui devait s'accomplir ce jour-là n'arriva. Le pré fut couvert de neige; aucun Anglais ne parut et personne ne se mit en devoir de se rendre dans ce fameux lieu.* Déjà réticent devant les excès des prophétesses, Court rompt avec les Inspirés, démarche qui annonce quelque misogynie et un certain rationalisme qui accompagneront désormais son action. *Je me déclarai contre tout ce qui s'appelait "Inspiration". Je travaillai à en faire connaître la source et les abus.*

Il suit encore Brunel sur la rive gauche du Rhône, y réunit quelques notables de la R.P.R. à Loriol, puis, saisi par le doute, abandonne les malades à eux-mêmes et rejoint à Marseille ses oncles maternels. *Ils ont pris le parti du commerce et, de peu de choses, sont parvenus à une brillante fortune.* Sa Foi a-t-elle vacillé ? a-t-il renoncé aux siens ? il ne va tarder à les retrouver. Sur les quais phocéens, les galères royales détiennent cent cinquante condamnés pour protestantisme. Court rend visite à ses coréligionnaires, les réconforte : quelques prisonniers de la Foi ont été promus gardiens et il est possible de soudoyer les autres gardes-chiourme.

C'est alors qu'il reçoit une lettre de Pierre Corteiz qui souhaiterait le rencontrer. Corteiz, de douze ans l'aîné du Villeneuvois, est né à Vialas en Lozère; il a participé à la guerre des Camisards, a pu s'échapper en Suisse, est revenu prêcher en Languedoc. Lui aussi est convaincu que le protestantisme, pour survivre, doit refuser à la fois les dérives et les excès des Inspirés et la violence peu conforme à l'esprit des Evangiles, ce qu'avait déjà dit l'avocat Brousson. Au hasard des rencontres clandestines, Brunel lui a parlé des talents de prédicateur de Court qui répond à l'appel de l'ancien Camisard.

Les années clandestines de restauration : 1715-1730

Une première rencontre près de Nîmes est suivie d'une réunion de réflexion dans une maison discrète et retirée au hameau des Montézes, à Monoblet (Gard actuel), réunion qu'on qualifiera, excessivement, de "synode". Neuf hommes, tous de condition modeste, y arrêtent les règles qui vont assurer malgré un siècle de persécution, la survie du protestantisme français. Court, le plus jeune mais vraisemblablement le mieux armé intellectuellement, en est le secrétaire et le modérateur dirigeant les débats. D'autres réunions suivront qui affineront les décisions, les rendront plus efficaces.

Les bases de la restauration : Monoblet 1715

Alors que l'agonie du monarque signataire de la Révocation s'annonce dans les ors de Versailles, l'orientation arrêtée se démarque à la fois des révoltes armées et des inspirations individuelles. *La religion réformée en l'absence de ses pasteurs bannis, est menacée de fanatisme... ce n'est pas en versant le sang, en incendiant les églises qu'on sert le Dieu de paix et d'amour.* Il faut condamner cette violence et imposer silence aux prophètes, plus encore aux prophétesses parce que *ce n'est pas à la robe de porter la main à l'encensoir*, parce qu'il faut éviter d'être source de scandales. Or des brochures discréditent les prédicantes, les accusant de licence, accusations sans doute calomnieuses mais crédibles dès lors que les Réformés refusent le mariage catholique imposé par la loi.

Ce sont les Conseils d'Anciens, rétablis, qui, dans chaque communauté, veilleront à cette discipline intérieure. Ils dirigeront les Assemblées, assureront la sécurité des pasteurs, collecteront pour la solidarité avec les pauvres et les emprisonnés. *Les égarés seront censurés publiquement* (morigénés). Des réunions, par secteurs géographiques plus larges, assureront la liaison et la cohésion entre les Eglises locales dressées.

Les fidèles sont engagés à refuser toute concession aux pratiques catholiques, décision que le synode de 1726 tenu en Vivarais reprend : *Les pasteurs, proposants et anciens exhorteront les fidèles à faire bénir leurs mariages et administrer le Saint Baptême à leurs enfants par les pasteurs par Nous établis ou reconnus et de n'aller plus voir les prêtres de la Commission romaine; cette Commission étant devenue par ses idolâtries et superstitions entièrement antichrétienne... ceux qui dorénavant se porteront à de si criminelles lâchetés seront censurés publiquement et privés de communion.*

Enfin, à Monoblet sont définis les rapports que la communauté protestante doit entretenir avec l'autorité monarchique qui n'est pas contestée en tant que telle, mais seulement lorsqu'elle porte atteinte à la conscience religieuse : "Nous voulons, avec la grâce du Seigneur, rendant à César ce qui est à César, rendre à Dieu ce qui est à Dieu. Nous n'avons point d'armes (dans nos Assemblées). Nous blâmons ceux qui sont sortis de nos rangs pour suivre d'autres maximes que celles de l'Evangile. La Cour peut demander tout ce qu'elle voudra, **la conscience à part**, les protestants sont prêts à sacrifier tout ce qui dépend d'eux" (Lettre de 1719, rendue publique). Afin de forcer le pouvoir à reconnaître l'existence et la vitalité de la communauté réformée, on réunira le plus grand nombre de fidèles dans le plus grand nombre d'Assemblées.

Court n'est pas étranger à ces mesures dont l'Histoire a constaté l'efficacité : il a alors vingt ans.

Il reste à faire passer dans la pratique quotidienne ces résolutions qui ne peuvent que heurter bien des gens. La hiérarchie catholique ne saurait renoncer à son statut de religion unique d'Etat et presse les autorités de sévir; la sévérité croît lorsque les troupes ne sont pas retenues aux frontières. Malgré les affirmations réitérées de loyalisme, l'existence d'une minorité protestante n'est pas acceptable pour un régime qui repose sur l'affirmation "Un Roi, une Loi, une Foi". Les Inspirés conservent leurs partisans. Même dans les pays du Refuge, Suisse, Hollande, Angleterre, des réticences s'expriment : les Assemblées apparaissent comme occasions de désordre, porteuses de rébellion.

Court, Corteiz, que Jacques Roger un pasteur de la vallée de la Drôme a rejoints, vont s'employer sur tous les fronts.

Pour pouvoir donner la Cène : être reconnu pasteur

Le synode de Monoblet a reconnu le rôle éminent des Anciens et des Pasteurs. Encore faut-il disposer de pasteurs officiellement reçus. Seul Jacques

Roger l'a été. Corteiz a déjà séjourné en Suisse en 1712. Il y retourne, reçoit à Zurich le 15 août 1718 l'imposition des mains. Revenu en Cévennes, il consacre à son tour Antoine Court le 21 novembre 1718. Evénement historique devant 60 fidèles : depuis 1685 - 33 ans! - aucun pasteur n'a plus été consacré sur le sol français.

Désormais, aux côtés de Roger en Dauphiné, de Corteiz en Lozère et Hautes Cévennes, de Court en Vivarais, en Cévennes et en Bas Languedoc des *proposants* se forment qui accèderont au ministère; tel Pierre Durand du Bouchet de Pranles près de Privas en 1726;



il est le frère de Marie Durand, la célèbre prisonnière de la Tour de Constance à Aigues-Mortes, où elle gravera dans la pierre le mot "RESISTER".

Les Eglises sont dressées autour des conseils d'Anciens. Dans les Assemblées, on célèbre la Cène, les baptêmes, les mariages. Vers 1721, les pasteurs recommencent à tenir des registres malgré l'interdiction.

Pourtant le Refuge n'apporte pas l'aide qu'on a attendue de lui. En juillet 1720, Court se rend à Genève pour plaider la cause du Désert. Il y reste jusqu'en 1722, plus longtemps qu'il ne l'a prévu. La peste de Marseille a éclaté; on a installé sur le Rhône, à l'entrée des villes et des bourgs, de rigoureux cordons de surveillance qui rendent difficiles les déplacements clandestins. Peut-être aussi le pasteur prend-il son temps : il est en train de compléter sa formation théologique, notamment auprès de Benjamin Pictet. Et sa culture générale : il lit les grands classiques du 17ème, les orateurs célèbres y compris les pères Jésuites; Pierre Bayle aussi qui annonce les philosophes du 18ème et dont il apprécie l'esprit critique.

Il pressent que le sort du protestantisme français dépend du soutien des nations européennes réformées : Hollande, Suisse, Angleterre, principautés allemandes. A cette fin, il noue d'utiles relations. Il les intéresse au sort des prisonniers de la Foi, à l'accueil des exilés, à la fourniture d'ouvrages religieux. Tancé par Corteiz qui lui écrit que s'il faut être prudent, il faut aussi ne pas être couard, il revient en Languedoc. A Uzès, il retrouve Etiennette Pagès qu'il épouse. Il vit depuis quelques temps avec celle qui partage sa Foi et les dangers de sa vie et qui va lui donner cinq enfants dont deux seulement survivront.

Tout en lui représentant les "embarras, soucis et distractions qu'apporte le mariage dans la vie d'un pasteur du Désert", la communauté l'a invité à "quitter de familières amours qui n'étaient pas bien séantes à un ministre et dont les fidèles pouvaient se scandaliser" (*Mémoires* de Corteiz).

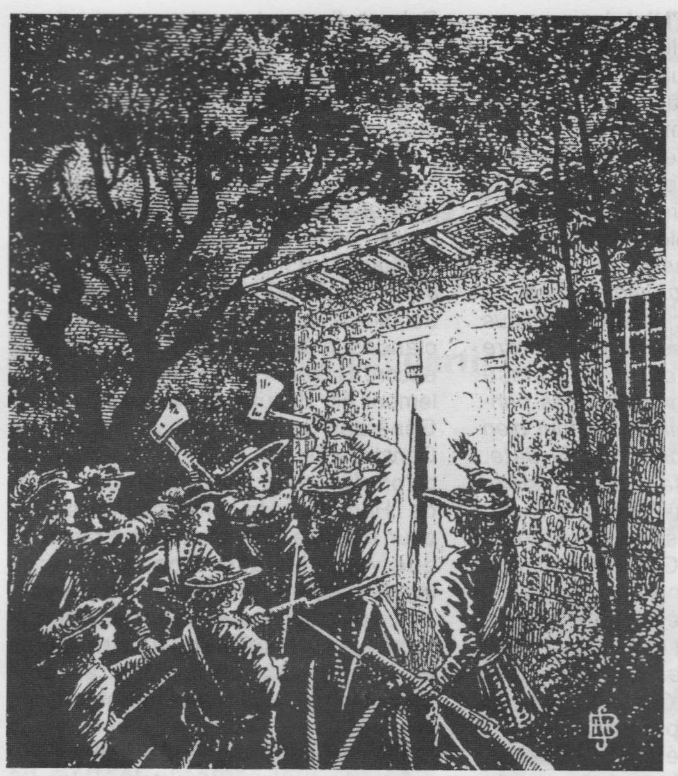
L'efficacité du travail clandestin

Pendant qu'Etiennette s'efforce de séjourner discrètement à Uzès puis à Nîmes, Court, de nuit et de jour, dans la canicule d'août, sous les pluies diluviennes d'octobre ou dans les gels de janvier, arpente les plaines et les coteaux des environs de Nîmes et d'Uzès, gravit les pentes du Lozère ou du Bougès. Des jours durant il lui arrive de souffrir de crises qui semblent de paludisme, contracté peut-être aux abords de la Camargue. Agité de mouvements convulsifs, il se réveille, sous la neige, couvert de sueur.

En 1728, accusé par un de ses compagnons Benjamin Duplan d'Alès (présenté parfois comme son concurrent) de trop rester auprès de sa femme, il énumère dans le détail ses déplacements. Pendant les seuls mois de mai et de juin et, malgré une retraite de dix jours à la Pentecôte lorsque la surveillance se resserre, il parcourt plus de 400 de nos kilomètres, de l'embouchure du Vidourle aux crêtes de l'Aigoual, entre Nîmes, Uzès, Le Vigan, Meyruels, Florac et Genolhac. Il célèbre 15 baptêmes et 15 mariages, donne la Cène dans 32 Assemblées qui regroupent près de 3000 fidèles.

Les Conseils d'Anciens mis en place se réunissent une fois par mois. Chaque prédicant prend en charge un secteur délimité; au bout de six mois il est muté ailleurs, ce qui concourt à l'unité des Eglises. Une correspondance privée les prépare à devenir pasteurs, entretient leur zèle. Souvent codée (les "ballons" sont les arrivages de livres; les "foires générales" les synodes), la correspondance de Court avec Pierre Durand témoigne de l'ascendant qu'il exerce sur son cadet. *Je ne veux point qu'on affronte le danger quand il n'y a plus de nécessité à s'y exposer.* Celui qui s'expose témérairement ne mérite pas qu'on s'apitoie sur lui s'il est pris. *Le ministre de la chaire se doit d'avoir une conduite exemplaire. Que pourrait-on dire s'il exhortait d'une manière touchante et pathétique son auditoire à la vertu et qu'il fût l'esclave du vice ! La fermeté est indispensable à l'encontre du prophétisme qui conduit l'Eglise du Vivarais au naufrage dont elle est depuis longtemps menacée par les moeurs corrompues, le peu d'expérience et les visions fanatiques de ceux qui se sont mêlés de la gouverner (1724).* La prédication par les femmes est radicalement condamnée : *Elle ne convient pas du tout... Saint Paul ne l'a jamais permise...* Mais ce n'est pas pour cela qu'on va prêter la main aux autorités civiles contre les Inspirés : la chari-


Antoine Court prêche dans les fermes cévenoles.



La troupe éventre la porte de la maison d'Antoine Court pour l'y surprendre.



L'école qui porte le nom de Séminaire Protestant à Lausanne.

té chrétienne l'interdit. Il vaut mieux essayer de convaincre et à cette fin s'armer intellectuellement par une connaissance approfondie des Ecritures, *ce grand arsenal d'où l'on tire des armes pour mettre en déroute les ennemis du Salut.* Les théologiens réformés, le "Dictionnaire de l'Académie Française" sont à recommander, de même que les grands orateurs *dont l'imitation est propre à rendre correct et agréable en public.* Au passage, Court souhaite que les proposants puissent un jour aller se former en Suisse. Pense-t-il déjà au séminaire qui occupera son exil ?

Cette action porte ses fruits; on en mesure l'efficacité lors des synodes qui se tiennent régulièrement. En mars 1726, celui du Vivarais au hameau de Craux près de Saint-Pierreville a été qualifié de "national". On recense alors quatre pasteurs, dix prédicants appliquant la discipline. Cent vingt Eglises réorganisées ont réuni dans leurs Assemblées clandestines plus de deux cent mille fidèles.

Cette renaissance a inquiété le Clergé et les intendants. Dès 1723, l'évêque d'Alais s'est plaint que les campagnes huguenotes ne faisaient plus baptiser leurs enfants par les curés, ni célébrer les mariages, qu'il était notoire que des milliers de N.C. se retrouvaient dans les Assemblées interdites. Pourtant la répression n'a pas faibli.

Une répression qui dure

Court a espéré que la Régence, ne serait-ce qu'à cause du relâchement des moeurs qui la caractérise, assouplirait les interdictions. Il n'en a rien été. Les prédicants pris sont punis de mort : Etienne Arnaud à Alès en 1718, Huc et Vesson en 1723, Roussel à Montpellier en 1728. Le signalement de Court est diffusé tel qu'on le rappellera en 1743 lorsqu'il reviendra de Suisse régler un différend interne : *Taille de 5 pieds, 4 pouces. Assez bien fait. A l'ordinaire perruque courte. Boutons d'or et d'argent à ses habits sans galon. Chapeau bordé. Epée au côté et canne...* Plusieurs fois, il échappe de justesse aux soldats parce qu'il connaît la "secrète", la cache qu'une dalle recouvre, parce qu'il se dissimule sous un lit ou, plusieurs heures durant, dans un tas de fumier. Il se mêle aux troupes qui le cherchent. *Il y a moins de danger à rester près d'une maison qui vient d'être fouillée.* Et le lendemain, il prend plaisir à braconner sur les terres mêmes du lieutenant du Roi, appréciant comme son ami Corteiz la saveur des truites cévenoles. Sa tête est mise à prix : 150 livres d'abord, puis 3000 en 1723 et 10.000 en 1729 (5000 pour la garnison qui capturera et 5000 pour le délateur. Somme considérable et bien propre à tenter des hommes qui gagnent alors communément moins d'une livre par jour !).

Après trois nouvelles alertes en 1729, près d'Uzès et à Nîmes, Court passe embrasser sa mère à Villeneuve-de-Berg et gagne la Suisse où Etiennette, enceinte, l'a précédé avec ses enfants dont le troisième, le futur Court de Gébelin, né à Nîmes en 1725.

A-t-il cédé aux instances de sa femme ? A-t-il cherché à éviter une capture qu'il pouvait craindre proche ? Ou a-t-il voulu continuer son oeuvre en lui donnant une dimension accrue ? Le clandestin inlassable va s'affirmer un organisateur.

Un exil actif : 1730-1760

Désormais Court va résider en Suisse, d'abord à Genève, puis à Lausanne. Il reviendra une fois en Languedoc en 1742-43. Séquelle du prophétisme ? rançon inévitable de la démocratie des Consistoires ? l'attitude d'un pasteur, Boyer, fait redouter un schisme dans le Gard. La diplomatie de Court ramènera le dissident à la discipline. Ce voyage est à peine clandestin. Confirmation du choix loyaliste, le Villeneuvois fait même dire une prière publique pour le Roi Louis XV malade. Protégé par sa renommée, il retourne en Suisse sans être inquiété, "chargé de riches et magnifiques présents" selon un rapport de l'intendant Bernage. Ces présents, résultat des collectes, sont destinés à secourir les exilés et à entretenir le séminaire de Lausanne.

Le "séminaire de la mort"

Court n'a pas créé le séminaire de Lausanne en 1725; il en sera seulement un des animateurs actifs, peut-être le plus influent. Au début, on n'y a reçu que trois ou quatre étudiants logés chez leurs professeurs. Après 1744, une douzaine. Au total, entre 1730 et 1809, date à laquelle la signature du Concordat autorise l'ouverture d'une faculté de théologie en France, le séminaire suisse aura instruit 450 ministres du culte. Bientôt il travaille non seulement pour le Languedoc mais encore pour la Provence, le Poitou, la Normandie, le Sud-Ouest où la reconquête est en cours.

On y inculque beaucoup plus que le latin, la logique et les connaissances théologiques. Selon le pasteur Borel, on y forme encore à la controverse sur les thèmes qui séparent catholiques et protestants : la transsubstantation, les indulgences, la papauté, le purgatoire... On y exhorte à la sagesse, à la circonspection, on y habitue à la capacité de progresser seul, qualités qu'exige la clandestinité du Désert. On prépare les futurs pasteurs à l'acceptation du martyre éventuel. Michelet appellera ce séminaire "l'étrange école de la mort qui, sans se lasser, alimente l'échafaud". Le petit nombre d'étudiants qu'on retient après les avoir sévèrement examinés, favorise les liens d'amitié entre maîtres et élèves. Court ne peut donc qu'être profondément affecté lorsqu'il apprend les arrestations puis les exécutions de ceux qu'il a accueillis, guidés, estimés : Pierre Durand pendu à Montpellier en 1732, Fauriel en 1739, Ranc et Roger en 1746. En 1749, Mathieu Majal Désubas, pris à Saint-Agrève (Ardèche actuelle) refuse d'être délivré par une émeute populaire parce *qu'il n'y a déjà que trop de sang répandu et qu'il se résigne aux volontés divines.* Le message refusant la violence, lancé à Monoblet, a été reçu.

L'inlassable lutte pour la reconnaissance

En même temps il est fait appel à la solidarité des nations réformées; elle se manifeste par la fourniture de livres venus de Rotterdam, Leyde ou La Haye, de fonds qui permettent d'accueillir les veuves des martyrs, de secourir les galériens, de payer les pasteurs qui doivent faire vivre leurs familles. En 1743, Court remplace Benjamin Duplan comme *Député général des Eglises.* Il prend l'opinion internationale à témoin de la situation faite aux siens en France. Ses publications se suivent. Une *"Relation Historique"* dénonce *les horribles cruautés qu'on a exercées envers les protestants de France pour avoir assisté à une Assemblée tenue au Désert près de Nîmes en Languedoc.* En 1756, dans sa *"Lettre d'un patriote pour la tolérance civile"*, il argumente : *90% des Réformés réfugiés à l'étranger souhaiteraient revenir en France... Le Royaume gagnerait un million de sujets; on donnerait un statut officiel à 500.000 innocents, fruits malheureux de mariages clandestins.* On voit ici poindre la revendication d'un état-civil laïc qui sera amorcé en 1787 pour aboutir sous la Révolution française. *L'interdiction du protestantisme fait souffrir le Royaume de la ruine des manufactures, de la décadence du commerce, de la faiblesse de nos colonies, de la diminution de nos forces maritimes, de la retraite des riches et du désespoir des pauvres.* Un constat que d'autres reprendront.

La justification par l'Histoire

Afin de légitimer le protestantisme français, Court s'appuie sur l'Histoire : il sait qu'on peut détruire un peuple en détruisant sa mémoire. Il collecte et archive inlassablement documents et témoignages. Correspondant prolifique, il recopie avec une minutie de notaire les lettres qu'il envoie à tous les pasteurs et les réponses qu'il reçoit. *Conservez-moi une mémoire fidèle de toutes les principales choses que vous faites pour l'établissement de l'ordre des Assemblées où il se passe quelque chose de particulier, des principaux événements. Il faut le tout bien circonstancier et conserver la date. Cela me sera nécessaire pour l'histoire de nos Eglises* a-t-il écrit à Pierre Durand dès 1721. Les "Papiers Court" à la Bibliothèque de Genève occupent 116 gros volumes in quarto dont une partie seulement a été publiée. Enfin, Court se fait historien et sa volumineuse *"Histoire des troubles des Cévennes ou de la guerre des Camisards"*, éditée de 1760, continue par son millier de pages à être une référence pour les chercheurs contemporains.

A la fin de sa vie, Court, à qui l'on a pu reprocher d'être tenté par l'esprit des Lumières et d'avoir une Foi trop teintée de rationalisme, paraît avoir fréquenté une société maçonnique. Veuf en 1755, malade en 1759, il est le 12 juin 1760 enseveli au cimetière de Lausanne.

Dans la lignée d'Antoine Court

Il serait excessif d'attribuer au jeune modérateur de Monoblet seul la paternité des décisions successives qui firent accéder la minorité protestante à l'égalité des droits civiques et à la liberté de religion.

Cependant comment ne pas être tenté de souligner quelques correspondances ?

Son fils, en hommage à sa grand-mère maternelle, a pris le nom de Court de Gébelin. Il lui succède dans les fonctions de *Député général des Eglises.* Pasteur, il est aussi passionné de géographie, lié aux Francs-Maçons et aux Encyclopédistes. Auteur d'une oeuvre en 9 volumes, *"Le monde primitif"*, il séjourne à Paris, s'emploie pour que les siens soient reconnus. A sa mort, en 1780, le flambeau passe à Jean-Paul Rabaut-Saint-Etienne né en 1743 et qui saura intéresser à cette cause des esprits éclairés comme Malesherbes, La Fayette, Condorcet. En novembre 1787, Louis XVI accorde le droit à un état-civil, début de tolérance. Les petits neveux d'Antoine Court restés à Villeneuve-de-Berg seront les premiers en Vivarais à faire enregistrer leur état-civil, symbolique hommage à l'attitude de loyauté prônée par le pasteur Court.

Quant à Rabaut-Saint-Etienne, il connaît fort bien la pensée de Court. Son père, le pasteur du Désert Paul Rabaut, figure-phare du protestantisme gardois, en a été l'élève et le disciple préféré. Voulant faire instruire ses enfants selon sa foi et également les protéger d'un enlèvement qui les aurait placés d'office dans une école catholique, Paul Rabaut a, dès qu'ils ont eu sept ans, envoyé ses trois garçons en Suisse où ils ont été pensionnaires, pas toujours faciles, du ménage Court. Jean-Paul, l'aîné des trois, a tenu à accoler à son patronyme son nom de clandestinité "Saint-Etienne". Et c'est encore Rabaut-Saint-Etienne, triomphalement élu député de Nîmes aux Etats Généraux de 1789, qui va présider la Constituante et s'écrier le 23 août alors qu'on discute la Déclaration des Droits de l'Homme : "Je demande, Messieurs, pour tous les protestants de France ce que vous demandez pour vous : la liberté, l'égalité des Droits". *Le pouvoir peut tout demander,* ***la conscience à part,*** avait écrit Court, jeune, soixante ans auparavant.

Parce qu'elle sépare nettement les devoirs envers l'Etat et le respect de la conscience de chacun, parce qu'elle refuse le cycle répression-violence-répression qui se nourrit de lui-même, qu'elle utilise le poids de l'appel à l'opinion publique, qu'elle s'appuie sur des choix définis et sur des hommes intellectuellement et moralement préparés à la vie militante, l'action de Court apparaît d'une réelle modernité qui continue à nous interroger. Bien que d'origine modeste, Court a su à la fois dépasser son époque et en être l'homme : "L'art du possible mais aussi celui des risques calculés, le discernement de l'intérêt collectif, l'habileté politique à nouer des relations et à les entretenir par une correspondance prodigieuse, tous ces dons il les possède et avec eux la Foi qui agit" (Jean Carbonnier, *Revue de Villeneuve* 1984).

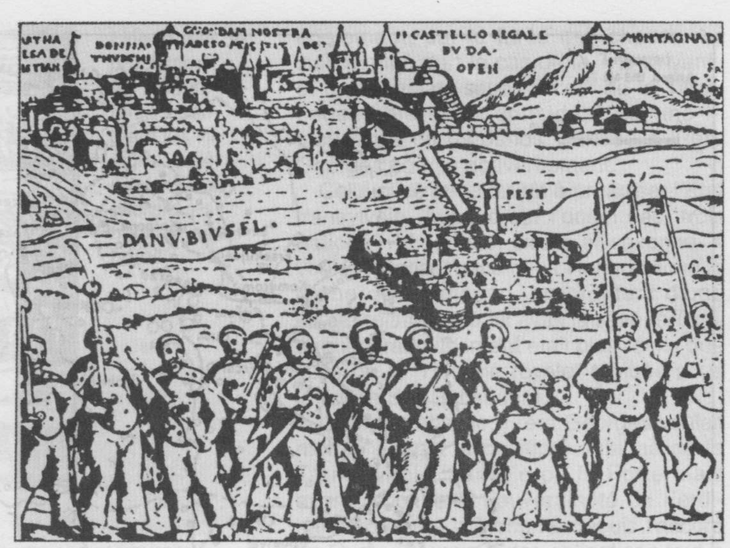
Maurice BOULLE

Bibliographie

- Court Antoine, *Mémoires* (1695-1729), préface d'Edmond Hugues, Toulouse, 1885. En cours de réédition avec une présentation par Philippe Joutard aux Presses du Languedoc, Montpellier.
- Hugues Edmond, *Histoire de la restauration du protestantisme en France,* Lévy, Paris, 1872.
- Borrel pasteur à Nîmes, *Biographie d'Antoine Court,* Toulouse, 1863.
- Corteiz Pierre, *Mémoires et lettres inédites*, présentation de Dombre, Pantel, Roux et Toulze. Société des Lettres, Arts et Sciences, Mende, 1983.
- Boulle Maurice, *Antoine Court guide spirituel de Pierre Durand. Correspondance conservée à la Bibliothèque de Genève. 1721-1728.* Revue de Villeneuve-de-Berg, 1986.
- Bosc Henri, *La guerre des Cévennes, 1702-1710,* Curandera, Presses du Languedoc, Montpellier, 4000 pages en 5 tomes suivies d'un index.

La Hongrie des temps modernes : (*)

LA DISLOCATION DU ROYAUME (1541-1568) (2° partie)



Buda, occupé par les Turcs depuis 1541.

Après l'occupation de Buda par les Turcs (1541), on admet rapidement que la situation issue de la défaite de Mohàcs resterait durable. De part et d'autre, les deux grandes puissances, l'Ottoman et le Habsbourg, s'installent dans une sorte de guerre de position en mettant en place leur système défensif, tandis que se dessinent à la place du royaume médiéval trois grands ensembles, que la paix d'Andrinople va consacrer en 1568.

Les années qui suivirent la chute de Buda augmentèrent la confusion et l'incertitude dans le pays. Frère Georges, se sentant responsable de ce qui était arrivé, fit rapprocher Ferdinand et Isabelle. Un accord fut conclu à Gyalu le 29 décembre 1541, sur la base de la paix de Vàrad : Isabelle et son fils Jean-Sigismond recevaient des compensations, mais toute la Hongrie revenait à Ferdinand, couronne comprise.

Cependant, pour réaliser l'accord, il fallait expulser le Turc et l'on voulait le faire avant qu'il ne s'installât définitivement à Buda.

L'assemblée hongroise de Besztercebànya et la diète impériale de Speyer réunirent les fonds permettant d'équiper plus de 40.000 hommes et 200 bateaux. L'armée, commandée par le prince électeur de Brandenbourg, Joachim, s'ébranla tardivement près de Vienne et mit deux mois et demi (!) pour arriver en Hongrie; son parcours fut agrémenté de chasses et d'autres joyeusetés. Après divers subterfuges, Joachim se retira sans combat, au grand mécontentement des Italiens et des Hongrois, les plus décidés à reprendre la capitale.

En 1543, Soliman revint en Hongrie pour la sixième fois avec ses armées. Les défenseurs des Pécs déguerpirent sans attendre le siège, ceux de Tata et d'Esztergom résistèrent peu. Ferdinand fit emprisonner les responsables. Le commandant de Tata, un Italien, fut exécuté. Le sultan mit ensuite le siège devant Székesfehérvàr, l'ancestrale ville du sacre, aux murs rongés par les siècles, mais que les marécages protégeaient bien. Par une retraite simulée, le Turc fit sortir la cavalerie, et après l'avoir anéantie, construisit une digue, puis imposa aux bourgeois la reddition (voir encadré).

(*) Voir Gavroche 50, 51/52.

Soliman le Magnifique

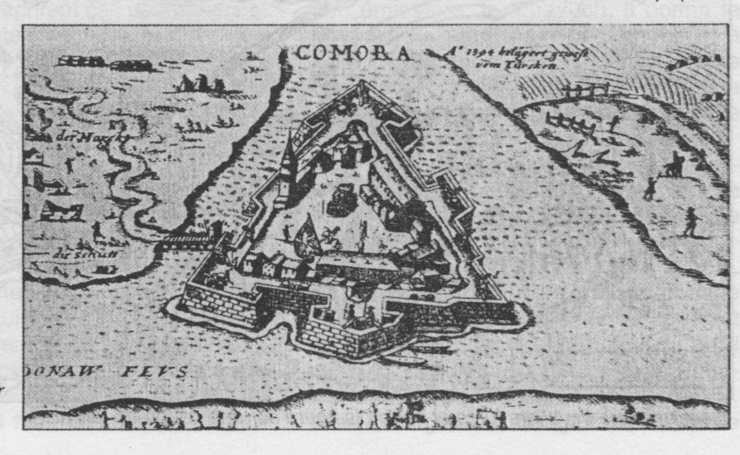
Après cette brève et efficace expédition, Soliman quitta le pays. Son armée était suivie, comme à l'accoutumée, de hordes de tartares qui pillaient et semaient la désolation le long des itinéraires.

La diète prit des mesures désespérées. Si en 1544 on ne revit pas l'armée de Soliman, les garnisons turques pouvaient dorénavant guerroyer dès le début de la belle saison. Ainsi, Mehmed pacha et le beg d'Esztergom réunirent leurs forces pour assiéger Visegràd : après la ville basse, la citadelle, privée d'eau, se rendit à son tour. Malgré leur promesse, les Turcs massacrèrent les défenseurs au moment où ils s'apprêtaient à quitter les lieux. Furent ensuite prises, Nogràd et Hatvan. Avec les conquêtes de 1543, l'occupant mettait ainsi en place un cercle défensif autour de Buda, dont les positions devinrent autant de points d'appui pour des campagnes futures. En 1545, le cercle fut complété en Transdanubie par Ozora, Simontornya et Döbrököz. Entre la Save et la Drave, le pacha de Bosnie réalisa à la même époque de semblables conquêtes, à l'aide des troupes de Buda. Dans ces deux régions, le Turc disposait respectivement de 10 à 12.000 et de 8 à 9000 soldats extrêmement mobiles.

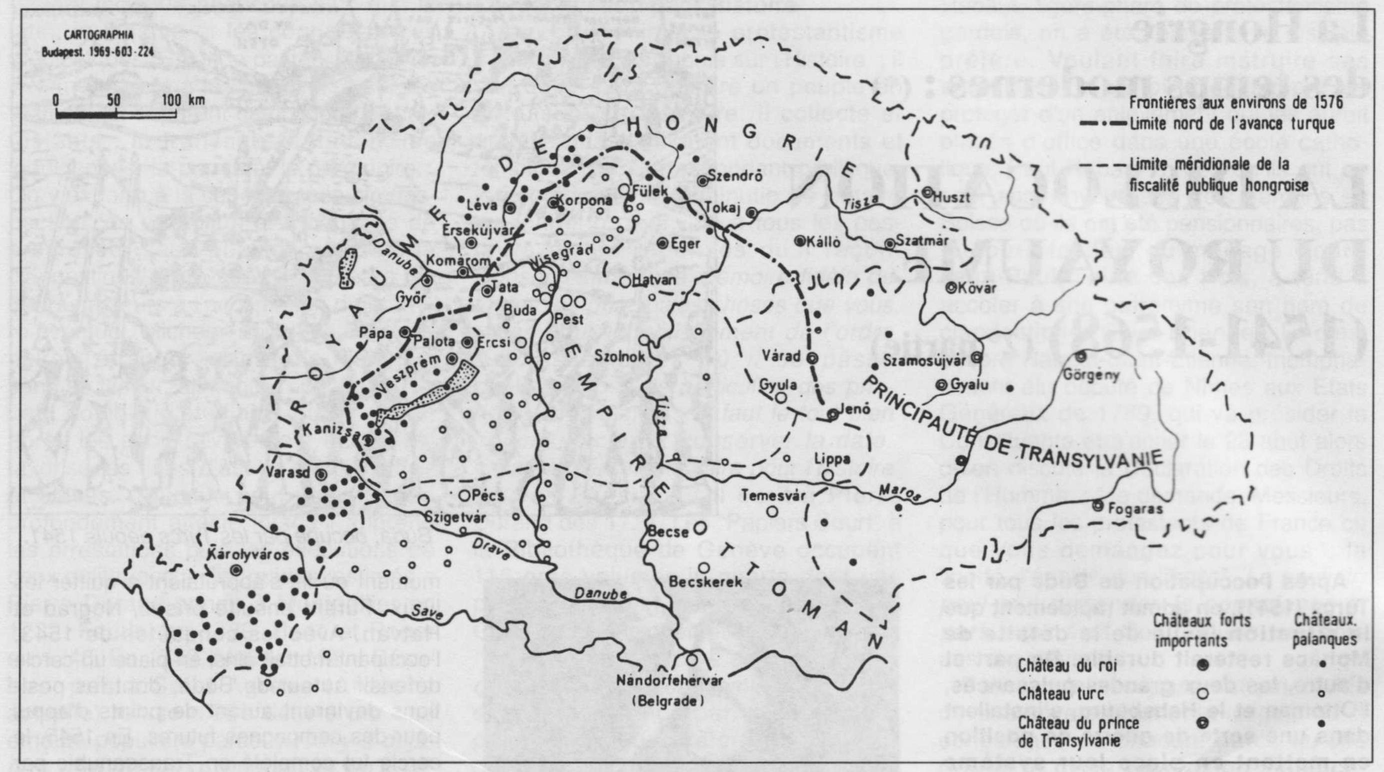
Ici et là, les habitants remportèrent des succès isolés grâce au dévouement de quelques capitaines courageux, et plusieurs assemblées furent tenues pour discuter de la défense. Mais Ferdinand interdit ces réunions informelles. Toutefois, la situation devenait plus claire : la rivalité des deux rois ne divisait plus le camp chrétien et on finissait par admettre que la présence turque resterait durable. Dès lors, l'objectif à long terme serait son expulsion tandis que, dans l'immédiat, il fallait mettre un terme à ses progrès.

La frontière militaire

Les Ordres proposèrent un chapelet de places fortes, qui recevraient 16.000 soldats d'une armée de défense. Pour réaliser un tel projet, il fallait surmonter de nombreuses difficultés, notamment de savoir si le maître d'oeuvre serait Ferdinand ou les Ordres. Souvent, les popula-



Le château fort de Komàrom sur le Danube.



Le système des châteaux forts vers 1576.

tions qui auraient dû assurer l'entretien des garnisons s'étaient enfuies des territoires menacés et les seigneurs de ces régions cherchaient à échanger leurs biens avec le roi contre des domaines situés en des lieux plus sûrs... En général, nombre de propriétaires laïcs et ecclésiastiques estimaient que les travaux et l'équipement des fortifications devaient être à la charge du roi. Ferdinand accepta leurs raisons, bien qu'il n'eût guère les moyens de faire face à toutes les dépenses.

Les châteaux forts existants dataient pour la plupart de plusieurs siècles. Habités ou non, ils occupaient le plus souvent le centre des grands domaines. Afin qu'ils servent le moins possible de cible aux canons de l'ennemi, on démolissait les tours et on réduisait la hauteur des murs, qui furent en même temps élargis pour recevoir des canons. Au besoin, on entoura l'ancien édifice de nouvelles constructions, avec des fossés tout autour. Par nécessité, on fortifia des églises, des monastères ou des manoirs. Il s'agissait parfois de bicoques ou de simples tours de guet. Commandants de place, intendants et régisseurs de domaines se montrèrent finalement les plus efficaces dans l'organisation des travaux, tel Imre Martonfalvi à Pàpa (dont le seigneur Bàlint Török, fait prisonnier en 1541, mourut en captivité à Constantinople).

Sur les chantiers les plus importants, la cour de Vienne fit venir des ingénieurs militaires italiens. La place d'Eger fut par exemple reconstruite selon les plans d'Ottavio Baldigara; plan partiellement exécuté en raison de son coût énorme. En général, la méthode consistait à rendre les forts moins vulnérables aux tirs des canons. Les salles de caserne furent aménagées sous terre, reliées entre elles par des galeries afin de permettre aux défenseurs de se déplacer rapidement vers les positions les plus menacées.

A défaut de pierre, on employait le bois et la terre. Ainsi, à Szigetvàr le mur de palissade comprenait trois rangées de pieux fixant des cloisons en osier, l'ensemble étant colmaté de terre humide bien tassée. L'épaisseur en était de 22 pieds (6m10) dont la résistance valait celle des murs de pierre. Le seul ennui était que le bois pourrissait vite et l'ouvrage nécessitait un entretien permanent.

Dans la foulée, certains édifièrent même des châteaux forts en vue d'entreprises de brigandage, en sorte que la diète dut imposer l'obtention d'une autorisation royale pour toute nouvelle construction.

Dans un mémoire adressé à Maximilien (fils de Ferdinand) au début de 1555, le palatin Tamàs Nàdasdy signale pour la seule Transdanubie 43 places fortes,


Haïdou fantassin vers 1600.

échelonnées en trois lignes défensives. Il classait l'ensemble en trois catégories : 25 forteresses, 13 châteaux et 5 monastères. Telle qu'elle se présente vers le milieu du XVIe siècle, la ligne défensive s'étend sur un millier de kilomètres en dessinant un grand arc de cercle depuis la mer Adriatique vers le N-NE suivant


Combat entre cavaliers turcs et hongrois figuré sur une coupe de verre.



Une armée de prédateurs: les soldats turcs incendient les villages, enlèvent ou massacrent les habitants et le bétail.

l'orientation des Carpates, puis vers le sud jusqu'à Szatmàr, aux portes de la Transylvanie. Elle suit donc les limites de la "Hongrie royale", qui se trouve séparée de la Transylvanie et des comitats situés à l'est de la Tisza par la "Hongrie turque".

Il s'agit dans l'ensemble d'une centaine de places fortes occupées de 15 à 20.000 soldats et articulées en six secteurs, appelés capitaineries générales : Kàrolyvàros, Varasd, Nagykanizsa, Györ, Komàrom, Kassa.

Face à cette frontière militaire, les Turcs mettent en place un dispositif semblable, appuyé sur de grandes forteresses enlevées aux chrétiens : Buda, Eger, Kanizsa, Nagyvàrad, Ersekujvàr, appartenant aux trois vilayet qui se partagent la partie centrale du pays et qu'occuperait en permanence plus de 40.000 soldats, selon la cour de Vienne.

L'entretien des troupes aux confins militaires hongrois est estimé à plus d'un million de florins chaque année, sans compter l'entretien des ouvrages, le renouvellement de l'armement et de l'équipement.

En 1577, par exemple, les dépenses s'élèvent à 2.260.376 florins. Or dans ces années, les recettes du trésor hongrois ne dépassent pas les 400-500 mille florins, qui, même dépensés entièrement à des fins militaires, auraient été tout à fait insuffisants pour couvrir les frais.

A côté des Hongrois, les garnisons comprenaient de nombreux mercenaires étrangers : allemands, italiens, wallons, irlandais... qui étaient payés très irrégulièrement. Il arriva, dans le comitat de Gyömör précisément, que les 250 soldats d'un château fort ne reçurent pas un sou pendant quatre mois. Leur capitaine dut les entretenir à ses propres frais pour empêcher leur dispersion. A Györ, où stationnaient en moyenne 700 à 750 hommes, le mécontentement tourna à plusieurs reprises à la révolte. On imagine donc leurs exactions et, qu'en cette matière, il n'y avait guère de différence entre Chrétien et Infidèle. L'assemblée de 1553 donna lieu à des plaintes. On dénonça les soldats, qui "selon la coutume des Turcs", s'emparaient des denrées et du bétail. Certains officiers et leurs troupes pénétraient loin en zone turque pour récupérer les droits seigneuriaux. Pressurés de toutes parts, les paysans des confins devaient en outre contribuer par la corvée à l'entretien des ouvrages militaires.

Aussi, le dépeuplement eut-il par endroit des ampleurs catastrophiques. "Tant qu'elle fut florissante, la Hongrie était grandement célèbre. Mais voici qu'entre deux empereurs tondus, le turc et l'allemand, elle est restée chauve" écrivait tristement le poète Péter Bornemisza en 1579. De nombreux chants populaires et ballades gardent jusqu'à nos jours le souvenir de ces temps de peur et de souffrance. Une autre forme de poésie traduit au contraire la joie de vivre des "preux", ces cavaliers des confins, mobiles et ingénieux, amoureux de la nature et du combat. Ces ancêtres des hussards se recrutaient parmi les *haïdou* et autres réfugiés, nobles ou paysans, que l'avance turque avait chassés par milliers de leurs foyers. D'autres furent installés comme colons le long des frontières et constituèrent une catégorie spécifique de soldats-paysans, exemptés de la corvée et des droits seigneuriaux en échange du service militaire.

La pause de 1547 et le cas de la Transylvanie

Aux préparatifs de la défense, les circonstances se révélèrent plutôt favorables car on ne revit pas l'armée de Soliman après 1543 et les opérations locales marquèrent aussi une pause. Quant à l'empereur Charles, il était tout préoccupé du conflit religieux et pressait la convocation du concile qui devait le résoudre. Comme on le sait, la réunion des catholiques, à laquelle les protestants refusèrent de participer, allait se prolonger pendant 18 ans à Trente (1545-1563). Avec la Porte, les Habsbourg entreprirent des pourparlers et, malgré des protestations de la diète hongroise, une trève fut conclue pour cinq ans en juin 1547.

Le sultan ne voulant pas renoncer aux fondements de ses droits, conquis "par la force et à la pointe des lances", Ferdinand devait payer chaque année un tribut de 30.000 florins (que le document allemand traduit par "cadeau honnête"...).

Aucun représentant des Ordres hongrois n'avait été invité à participer aux négociations qui furent menées dans le plus grand secret. Ce qui les scandalisa le plus, ce fut l'accord sur l'extradition des réfugiés. Dans la zone frontière, la double imposition des habitants fut maintenue également, par la force des choses. Le sultan mit à part le cas de la Transylvanie et des comitats situés à l'est de la Tisza, l'ensemble étant considéré comme la mouvance du roi Jànos, attribué à Frère Georges pour le gouvernement.

Celui-ci se mit aussitôt à organiser l'Etat transylvain. Appuyé sur l'union des "trois nations" -hongroise, sicule et saxonne- il voulait rétablir l'unité de la Hongrie sous le règne de Ferdinand, en profitant d'une liberté relative que lui avait laissée le Turc, et qui paradoxalement était plus réelle que celle de la "Hongrie royale" tombée sous la coupe des Habsbourg.

Diplomate habile, Frère Georges voulait mettre à profit la position ambiguë de la Transylvanie, vassale de la Porte mais ayant reconnu la souveraineté de Ferdinand sur toute la Hongrie, depuis l'accord de Gyalu. Soumis à des obligations tout à fait opposées dès 1542, où à la fois le sultan et Ferdinand demandèrent l'engagement armé de la Transylvanie, "le Moine" tenait surtout à préserver sa liberté d'action. Il mit en place un véritable réseau de renseignements et, dans le plus grand secret, tenait au courant Ferdinand de tout ce qui ce passait chez le Turc. En même temps, il faisait parvenir chaque année le tribut à celui-ci, avec les protestations les plus énergiques de sa fidélité. Mais il devenait suspect des deux côtés. Au demeurant, Ferdinand ne se sentait pas assez fort pour s'emparer de la Transylvanie et ne souhaitait pas mettre en cause la paix conclue avec le sultan en 1547.

Ce fut la mort du roi de Pologne, père d'Isabelle, qui en soulevant la question de l'héritage, débloqua la situation; la même année, en 1548, le sultan entra en guerre contre les Perses, ce qui permit d'espérer qu'il n'aurait pas assez de forces pour entraver une entreprise éventuelle du Habsbourg en Transylvanie. Après des atermoiements, les délégués de Frère Georges et de Ferdinand se rencontrèrent enfin et l'accord fut conclu en septembre 1549 à Nyirbàtor sur les conditions du transfert de la Transylvanie. Mais Isabelle était indécise, ne sachant pas si elle devait être pour ou contre l'accord avec Ferdinand. Ce qui n'avait pas changé chez elle, c'était son hostilité envers le moine, dont elle voyait l'ascension avec jalousie. Appuyée par Petrovics, un parent de Jànos, elle dénonça subitement à la Porte l'accord de Nyirbàtor.

Le sultan réagit avec promptitude. Par son émissaire, le tchavuch, il donna le pouvoir au jeune Jean-Sigismond et à Petrovics, ordonna l'arrestation de Frère Georges et lança contre sa province le voïvode de la Moldavie-Valachie et le pacha de Buda.

Le Moine se retrouva isolé. Même Ferdinand, auquel il demanda secours, profita de sa détresse pour revendiquer la ville de Kassa...

Cependant, il résista avec acharnement. Pour se disculper, il envoya un homme chez le sultan et convoqua la diète devant laquelle il dénonça la trahison du parti d'Isabelle. Celle-ci s'enferma avec Petrovics et 2000 soldats dans Gyulafechérvàr. Frère Georges l'en délogea mais Isabelle



Jean Sigismond

ne put, malgré sa promesse, renverser le cours des événements. Frère Georges fit porter alors l'épée sanglante dans le pays et rassembla en peu de temps 50.000 hommes qui battirent le voïvode et arrêtèrent l'armée turque.

Cependant, le repentir d'Isabelle et de son parti n'était pas sincère. En secret, ils demandèrent à la Porte que le jeune Jean-Sigismond fût couronné; ce qui aurait recréé la situation d'après Mohàcs, avec la rivalité de deux rois et la guerre civile. L'affaire aurait bien servi les desseins de Soliman. En attendant, il fit augmenter le tribut des Transylvains de 10 à 50.000 florins.

La situation restait extrêmement confuse quand Ferdinand, pressé toujours par Frère Georges, se décida à envoyer une délégation en mars 1551. L'accueil des Transylvains n'était pas amical et leurs antagonismes internes paraissaient irréconciliables aux yeux des émissaires du Habsbourg. La majorité des habitants était pour Frère Georges, mais leur fidélité ne


Mercenaire espagnol

semblait pas être à toute épreuve. Ferdinand accepta finalement une présence militaire de 6 à 7000 soldats, à recrutements divers. Il en donna le commandement au margrave d'origine espagnole, Gianbattista Castaldo, qui avait servi précédemment dans l'armée de Charles Quint. En juin 1551, Castaldo entra en Transylvanie. La résistance du parti d'Isabelle fut de courte durée. On discuta surtout héritages, successions, compensations... mariage : après quelques tergiversations, Ferdinand accepta le voeux d'Isabelle de donner sa fille Jeanne au jeune Sigismond.

Quant à Frère Georges, il fut "absout" de tout ce qu'on aurait pu lui reprocher, il garda tous ses domaines et, s'agissant des revenus du pays dont il avait la charge, on le dispensa d'en justifier les comptes.

Fin juillet 1551, la diète de Kolozsvàr prit connaissance des accords réalisés. Isabelle délia les Ordres de leur fidélité, qui dès lors prêtèrent serment à Ferdinand. Castaldo prit la couronne et l'expédia à Vienne. Isabelle, Jean-Sigismond et tous leurs conseillers se mirent en route pour la ville de Kassa. Frère Georges les accompagna jusqu'à la frontière où, tout en larmes, il prit congé du jeune roi.

En sacrifiant ainsi la dernière volonté de Szapolya pensait-il du moins avoir réussi à prendre en tenaille la conquête turque, qui s'enfonçait comme un coin au milieu du royaume. Il aurait souhaité, lui aussi, quitter la Transylvanie pour s'installer dans la partie occidentale de la Hongrie. Il avait alors près de 70 ans et les épreuves avaient miné sa santé. Mais Ferdinand refusa sa démission en lui imposant le titre de voïvode qu'il venait de rétablir.

La réaction de Soliman et la mort de Frère Georges

N'ayant aucune illusion à l'égard de la Porte, Frère Georges entreprit le renforcement des armées et des châteaux de Transylvanie, en accord avec Castaldo.

Dans ses lettres, le sultan lui ordonna de rester fidèle à Jean-Sigismond et d'apporter son concours pour expulser l'Allemand. Frère Georges louvoyait encore pour gagner du temps, mais aux yeux de Ferdinand les manoeuvres n'avaient plus de sens et, par son ambassadeur à Constantinople, il fit raconter au sultan tout ce qui s'était passé. Soliman jeta l'ambassadeur en prison et donna l'ordre au *beylerbey* Sokollu Mehmed d'attaquer la Transylvanie.

Début août 1551, les Turcs passèrent le Danube. Pour les devancer, Ferdinand envoya Pallavicini dont les forces étaient disparates. Dans la région de Temes, les Serbes refusèrent d'obéir ou passèrent dans le camp turc; une partie notable des soldats allemands était malade et la discorde régnait parmi leurs chefs. Tout cela était d'autant plus inquiétant qu'au nom du sultan le *beylerbey* fit apprendre aux paysans qu'ils deviendraient libres s'ils changeaient de camp. Ce que firent aussitôt bon nombre de Slaves du Sud. Frère Georges reconnut le danger. En septembre, il écrivit à Ferdinand : "Nous


Le Cardinal Georges Martinuzzi dit Frère Georges.

tenons nos paysans dans une telle oppression que nous commettons à leur égard toutes sortes de cruautés, à la seule exception de ne pas enlever leurs femmes et leurs enfants". Il proposa au roi de restituer aux paysans le droit du libre déplacement dont ils avaient été privé en 1514.

En tout cas, la politique du sultan produisit bientôt son effet car les Serbes rendirent au *beylerbey* l'importante place forte de Lippa et l'encouragèrent contre Temesvàr. Mais l'impôt des Transylvains était parti vers Constantinople et la mauvaise saison approchait. Mehmed se retira, Frère Georges en profita pour reprendre aussitôt plusieurs petites places sur le Maros, puis mit le siège devant Lippa, défendue par 1500 soldats du Perse Uleman pacha.

Durant l'opération qui se prolongea pendant plusieurs semaines, son différend avec Castaldo s'envenima. Celui-ci voulait une reddition sans condition tandis que le Moine cherchait à gagner la bienveillance de la Porte en laissant partir Uleman avec son armée. Quand il leur donna effectivement des vivres et une escorte pour leur protection, Castaldo était à peu près sûr que Frère Georges trahissait. En fait, sa suspicion faisait partie de l'opinion des principaux représentants de Ferdinand, surtout Nàdasdy et Castaldo, aux yeux de qui le Moine apparaissait de plus en plus comme la source de tous les maux.

Avant son départ pour la Transylvanie, Castaldo reçut les plus larges pouvoirs en matière militaire, qu'il dépassa bientôt en participant aux différentes négociations. Ferdinand l'avait autorisé d'ailleurs de faire, en cas d'urgence, "ce qui est le plus utile et avantageux à la Majesté Royale, au pays et à ses fidèles sujets", et le 20 juillet 1551 il lui donna mains libres à l'égard de Frère Georges. Cependant, les accords réalisés et le transfert de la Transylvanie apaisèrent les soupçons. Ferdinand alla jusqu'à demander au pape Jules III le cardinalat pour le frère Martinuzzi, en reconnaissance de ses mérites.

Mais l'attitude souple de celui-ci envers

le Turc, la lenteur des opérations firent renaître le doute en Castaldo, homme maladivement méfiant et tremblant en permanence pour sa vie.

D'après une lettre d'origine douteuse, le secrétaire du Moine aurait révélé le 16 octobre, après minuit, que son maître voulait trahir l'armée de Ferdinand pour régner lui-même sur la Transylvanie, après avoir reconnu de nouveau la suzeraineté de la Porte. Ferdinand autorisa alors l'assassinat de Frère Georges, s'il n'y avait pas moyen de le faire changer d'avis.

Toutefois, les événements contredisaient l'accusation et surtout rien ne semblait menacer la vie des mercenaires. Dans une lettre datée du 14 décembre, Ferdinand assura encore le Moine de sa bienveillance royale. Se rendant à Marosvàsàrhely, celui-ci s'arrêta dans son château à Alvinc (Vintul de Jos) pour y passer la nuit. Il congédia ses gens d'armes et autres serviteurs sans remarquer que des mercenaires espagnols venaient occuper le château. Au petit matin du 17 décembre 1551, il faisait sa prière quand le secrétaire Marcantonio Ferrari vint lui montrer une lettre destinée à Ferdinand. Pendant que Frère Georges la lisait, le secrétaire le frappa d'un coup de poignard. Pallavicini et ses complices envahirent alors la chambre et infligèrent au Moine plus de 50 blessures encore. Castaldo ramassa les archives et les trésors et se retira avec sa troupe à Szàszsebes en abandonnant le cadavre de Frère Georges dans le château pillé. Il devait rester là, sans enterrement, pendant 70 jours. Les Ordres apprirent l'événement avec indifférence, seuls les Sicules manifestèrent leur indignation.

Personne ne put prouver la trahison et justifier l' assassinat. Les 116 témoins désignés ne firent que répéter la thèse de Vienne. Ferdinand, qui avait commis là un crime et une faute politique, dut en effet organiser un procès puisqu'il s'agissait de l'assassinat d'un cardinal.

Rome ne fut point convaincu par les témoignages et le procès allait durer jusqu'en février 1555. Sur l'intervention de l'empereur, le pape accorda alors la dispense à Ferdinand, à Castaldo et aux autres assassins.

Pour expliquer l'affaire, il faut encore rappeler que les mercenaires étaient venus en Transylvanie dans l'espoir de butins. Il n'y trouvèrent que pauvreté. Mais les trésors de Frère Georges étaient légendaires et Castaldo quittera la province en homme riche, chargé de 1246 kg d'argent, de mille pièces d'or et de pépites... selon sa propre déclaration.

Les dernières grandes campagnes turques

En 1552, Soliman lança trois armées contre la Hongrie. Ce fut parmi les années les plus mouvementées que le pays connut durant ses affrontements avec l'Ottoman. Avec l'enlèvement d'une série de places fortes, celui-ci réalisa un gain énorme en doublant pratiquement l'étendue des territoires déjà occupés. L'année débuta avec l'épisode de Szeged, ville occupée depuis 1543 et devenue le siège d'un gouvernorat turc (*sandjak*). L'officier espagnol, Bernardo de Aldana, raconte dans ses mémoires qu'au début de janvier 1552 il fut contacté par un homme de Szeged, ancien juge de la ville, nommé Mihàly Toth. Il était recherché par les Turcs et devait vivre caché; "et ce Toth et un de ses amis nommé Ambrus Nagy disent qu'avec les habitants de Szeged ils veulent tuer les 700 Turcs qui occupent le château, et que si Aldana promet de les aider... ils mèneront à coup sûr leur projet à l'exécution". A l'aube du 21 février, ils réussirent en effet à occuper la ville, mais ne purent rien contre la place forte, que les troupes d'Aldana ne tentèrent même pas d'assiéger. Là-dessus, les *haïdou* de Toth se mirent à piller et à boire. Quand l'armée de secours du pacha de Buda arriva sur les lieux elle massacra les haïdou et, pour se venger, elle égorgea aussi une partie de la population. Echappé au massacre, Toth, ancien bourgeois paisible mena ensuite une vie de soldat, remplie d'aventures et d'exploits.

Pour revenir à la campagne turque de 1552, elle débuta avec la belle saison. Deux armées commandées par le Grand Vizir Kara Ahmed pacha devaient prendre Temesvàr, puis opérer sa jonction devant



La forteresse de Eger que Soliman a appelée "porcherie branlante".

Szolnok avec les troupes de Hadim Ali, pacha de Buda, pour se diriger ensemble contre Eger, "porte de la Haute-Hongrie" : le but était visiblement de couper la Transylvanie de la Hongrie royale. Avant la jonction, Hadim Ali enleva Veszprém en Transdanubie puis, après deux semaines de repos, se retourna contre la ligne défensive des villes minières au nord. Seule la petite place de Drégely résista. Elle était défendue par un capitaine d'origine servile, György Szondi et ses 150 hommes, qui refusèrent de se rendre et périrent tous dans les ruines. Les Turcs prirent ensuite sans difficulté Sàg et Gyarmat sur l'Ipoly, puis Szécsény, Hollokö et Bujàk.



Les haïdou. Scène de divertissements.

Pendant ce temps, avec environ 80.000 hommes, Kara Ahmed encercla Temesvàr que défendaient 2300 mercenaires hongrois, allemands, tchèques et espagnols sous le commandement de Istvàn Losonczy. Après quatre semaines de siège et dix assauts, une partie des soldats et les civils pressèrent Losonczy de se rendre. Le Turc promit de leur accorder les honneurs de la guerre, mais trahit son serment et la garnison fut passée au fil de l'épée.

Avec la chute de Temesvàr, la défense de toute la région s'effondra. La voie était ouverte vers la Transylvanie et sur les deux rives de la Tisza jusqu'à Szolnok. Les armées d'Ali et d'Ahmed se rencontrèrent devant cette ville le 22 août. A leur approche, les mercenaires de la place déguerpirent laissant le capitaine Lörinc Nyàri à son sort.

Ce fut ensuite le siège d'Eger. La forteresse occupait le centre d'une seigneurie épiscopale qui comprenait 45 villages et qui depuis quatre ans était en gestion royale permettant de consacrer à la défense les deux tiers de ses revenus.

Considérant l'ampleur des ouvrages, le capitaine Istvàn Dobo aurait souhaité réunir 4 à 5000 hommes, mais l'effectif des défenseurs, parmi lesquels plusieurs centaines de serfs et d'artisans des environs, ne dépassa pas finalement les 2000.

L'armée assiégeante encercla la place le 14 septembre puis, après deux semaines de canonnades incessantes contre les murs, elle livra le premier assaut le 29. Avec acharnement, les défenseurs résistèrent à l'énorme pression des attaques renouvelées et après 38 jours de siège l'armée turque se retira.

Dès 1553, le chroniqueur Sebestyén Tinodi Lantos collecta des témoignages pour composer le récit du siège mémorable. Plus récemment, dans *Etoiles d'Eger*, l'écrivain Géza Gàrdonyi (1863-1922) immortalisa les capitaines talentueux, les femmes héroïques et les autres défenseurs du château fort.

Quant à Ferdinand, bien qu'il disposât de 11.000 soldats, il resta inactif pendant le siège de Temesvàr et d'Eger.

Son fils, Maximilien II (1564-1576) observa la même attitude 14 ans plus tard en 1566, lors du siège de Szgetvàr. Ce fut la dernière grande offensive turque. 80.000 soldats du Habsbourg assistèrent depuis Györ à la lutte à mort des 2500 hommes de Miklos Zrinyi. Le siège dura un mois et les derniers défenseurs de Szigetvàr périrent en se jetant dans la mêlée. L'armée turque perdit quelques 25.000

hommes. Soliman, gravement malade, mourut également sous sa tente le 6 septembre à la veille du combat décisif. Sa mort fut tenue secrète afin de ne pas démoraliser l'armée.

Son successeur renonça à la politique belliqueuse et le rapprochement des deux puissances aboutit en 1568 à la paix d'Andrinople.

La paix d'Andrinople

Depuis 1551, le point de discorde restait la Transylvanie, dont ni Ferdinand ni le sultan ne voulut renoncer. Istvàn Dobo, homme dorénavant célèbre, fut nommé voïvode mais sans avoir les moyens de faire face au Turc et au parti d'Isabelle. La reine, appuyée par la Porte et la diplomatie française, songeait en effet de plus en plus à revenir. Après moult péripéties, Ferdinand annonça dans un lettre du 14 juin 1556, qu'il allait restituer la province à Jean-Sigismond. Mais il s'agissait pour lui de la seule voïvodie historique, sans les comitats à l'est de la Tisza, où la majorité de la noblesse venait d'ailleurs manifester son attachement au cadre transylvain. Dans la province même, le retour de la reine (22 octobre 1556) fit renaître les dissensions. Plusieurs grands seigneurs furent déçus et cherchèrent à éloigner Jean-Sigismond de sa mère, qui s'était entourée de courtisans polonais et dont la volonté de puissance rendait le caractère difficile. Pour les intimider, Isabelle fit assassiner trois opposants de premier plan. Ferdinand, de son côté, toujours prêt à donner sa fille à Jean-Sigismond, demanda à celui-ci qu'il renonçât au titre de *roi élu de Hongrie*. Tout recommença donc comme en juillet 1551. Cependant, le crime qu'elle avait fomenté ébranla l'état de santé de la reine et elle mourut le 15 septembre 1559.

Lieu traditionnel de couronnement et de sépulture des rois de Hongrie au Moyen-Age, Székesfehérvàr tomba entre les mains des Turcs le 3 septembre 1543.

Soliman qui avait commandé en personne l'armée assiégeante ... vint contempler, satisfait, sa plus récente acquisition. Comme la visite tomba -non sans hasard- sur un vendredi, on organisa les cérémonies religieuses en présence du sultan, dans une église chrétienne transformée en djâmi...

Il peut être surprenant de prime abord que l'endroit choisi pour l'acte mémorable fût l'église paroissiale Pierre et Paul ... et non pas le joyau de la ville, la basilique consacrée à la Bienheureuse Vierge et restée en bon état.

Le célèbre chroniqueur turc Djelâlzâde Mustafâ en attribue la raison au caractère répulsif de la basilique :

"Dans tous ses encoignures et recoins, il y avait des figures merveilleuses taillées dans le marbre précieux ou dans la pierre, dont chacune avait été jadis un pâdichâh prétencieux et vantard.

Ici et là, le tombeau d'un idolâtre, ailleurs... la stèle d'un giaour corrompu. Dans chaque coin, gisant dans des cerceuils de pierre, des personnages répugnants, ...qui sont les saints des Impurs, connus à travers le pays, avec des couronnes ornées de pierres précieuses éclatantes sur la tête, des croix d'or et d'argent, des épées et des poignards sur la poitrine et des anneaux d'or de grande valeur sur les doigts, en guise d'ornement... Donc, puisque la vue de tout cela était menaçante et faisait peur on ne pouvait transformer (le lieu) en djâmi; aussi les combattants musulmans nettoyèrent une autre grande et magnifique église de leurs misérables idoles...".

Pàl Fodor, ouvrage cité, p.11.



Turcs et Hongrois. Pendant les périodes de trèves, les soldats des deux camps se livrent à des coups de main et à des duels, qui remettent la paix en cause.

Le conflit qui s'était ravivé depuis son retour allait se prolonger pendant plus de 15 ans. En plein milieu de la crise politique éclata le soulèvement des Sicules. Exaspérés par les charges grandissantes et les confiscations, ils étaient aussi encouragés à la révolte par le parti de Ferdinand, dont les troupes se dirigèrent aussitôt vers la province en sorte que Jean-Sigismond se retrouva entre deux feux. Il fut sauvé par le pacha de Buda qui bloqua le chemin devant le Habsbourg. Jean-Sigismond put alors se retourner contre les Sicules, qu'il écrasa. Leurs chefs furent atrocement torturés puis exécutés, beaucoup d'autres eurent les oreilles et le nez coupés. Enfin, le 20 juin 1562, la Diète de Segesvàr supprima définitivement l'autonomie du pays sicule.

La même année, le Turc conclut la trève avec Vienne, après avoir réalisé encore des progrès. A Vienne, Maximilien, successeur de Ferdinand, voulait respecter l'accord, mais le parti de la guerre l'emporta en raison de la question transylvaine. Ses armes lui permirent d'imposer à Jean-Sigismond des conditions sévères. A cette nouvelle, le sultan se mit en colère, fit emprisonner l'ambassadeur de Maximilien et déclara la guerre pour l'année suivante.

C'est de là qu'il faut donc dater la dernière grande campagne turque qui allait aboutir à la prise de Szigetvàr dont il a déjà été question. En 1567 il y avait encore des combats isolés en Transylvanie, mais ils ne gênaient plus sérieusement les négociations. Celles-ci se poursuivirent pendant sept mois à Constantinople puis ce fut la rédaction du traité et la signature à Andrinople, le 17 février 1558.

Vienne resta tributaire de la Porte : le *cadeau* annuel s'élevait à 30 mille pièces d'or. En règlant la question des frontières - répression mutuelle des incursions, expulsion des marchands d'esclaves turcs, restitution des fugitifs, interdiction des duels, le problème des *serfs communs* etc...-, la paix d'Andrinople entérina les conquêtes turques de 1552 et 1556, et consacra la division de la Hongrie. Les trois unités étaient sensiblement égales et comprenaient donc le Hongrie royale dont le siège administratif était à Pozsony, les territoires turcs autour de Buda et la Transylvanie à l'est avec Gyulafehérvàr comme capitale. Ce fut donc en particulier la date de naissance de la principauté de Transylvanie, qui allait jouer un rôle de premier plan en Europe orientale jusqu'en 1691, en devenant surtout le refuge des *Malcontents* hongrois en révolte contre les Habsbourg. Son souverain portait le titre de prince, dont l'élection devait être confirmée par le sultan auquel il versait un tribut annuel de dix mille florins; il disposait de toutes les prérogatives souveraines, à l'exception de la politique extérieure.

Enfin, dans l'accord de Speyer, conclu le 16 août 1570, Jean-Sigismond reconnut Maximilien comme souverain légitime de la Hongie, il renonça à l'usage du titre royal et admit qu'en cas d'extinction de la Maison de Szapolya, la Transylvanie serait réincorporée dans le royaume de Hongrie.

Julien PAPP

Bibliographie

Ouvrages généraux signalés précédemment, en particulier *Histoire de la Hongrie 1526-1586*, 2 vol.

Jean Bérenger, *Lexique historique de l'Europe danubienne XVIe-XXe siècle*, A. Colin, 1976.

Pàl Fodor, *A török hoditok és a Kiràlysirok - Les conquérants turcs et les tombes royales*, Historia N°3, 1989.

Francesco Gabrieli, *Histoire et civilisation de l'Islam en Europe - Arabes et Turcs en Occident du VIIe au XXe siècle*, Bordas, 1983.

Laszlo Makkai, *Histoire de la Transylvanie*, PUF, 1946.

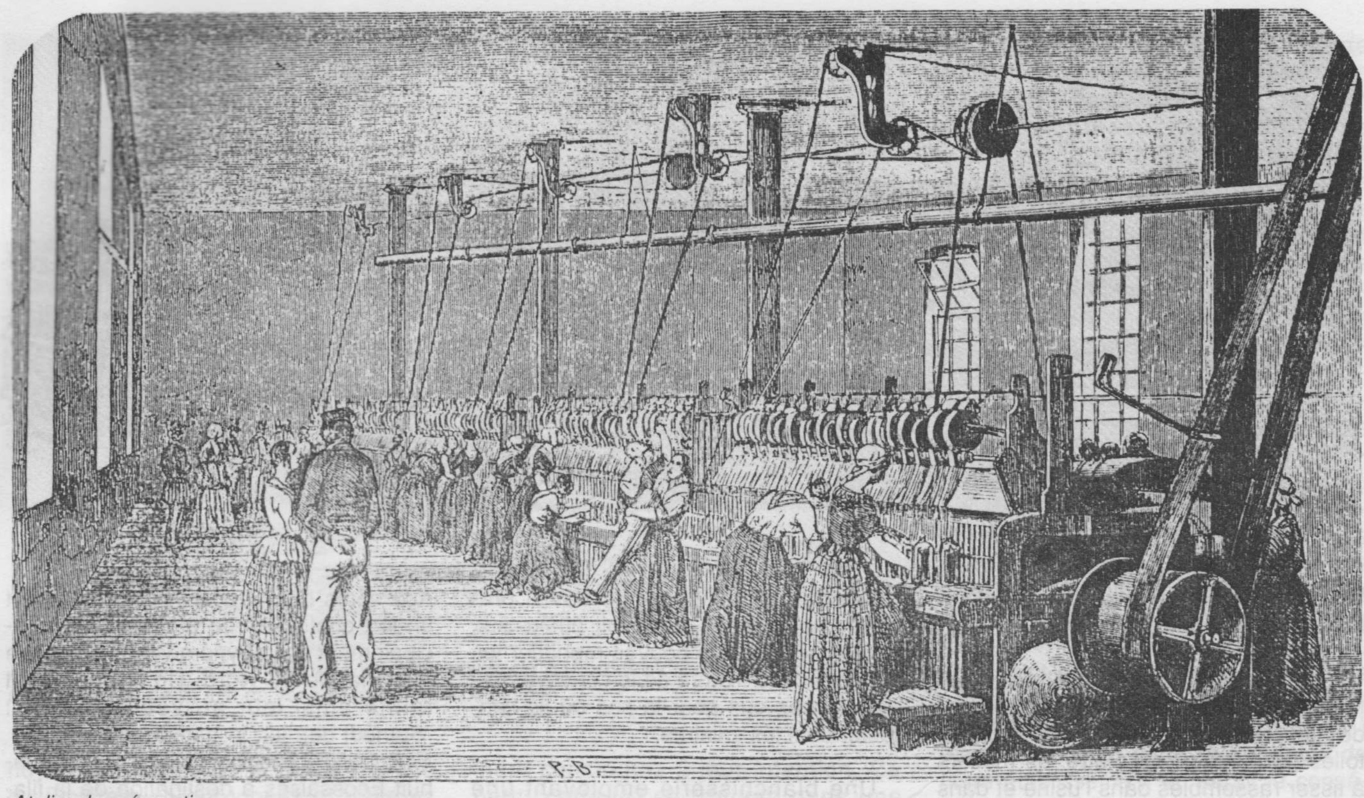
Robert Mantran, *Histoire de l'Europe ottomane*, Fayard, 1989.

Jozsef Molnàr, *Eger török müemlékei - Monuments turcs de Eger*, Budapest, 1961.

Ferenc Szakàly, *-A Két "Magyarorszàg" a 16e szàzadban - Les deux "Hongrie" au XVIe siècle"*, Historia N°2, 1990.

-Egy paraszt-polgàr harcai a török ellen. Toth Mihàly - Les combats d'un paysan-citoyen contre le Turc. Mihàly Toth, Hisoria N°1-2, 1989.

-Hatàrvédelem és tàrsadalom a török korban - Défense des frontières et société à l'époque turque, Historia N°5-6, 1984.



Atelier de préparation.

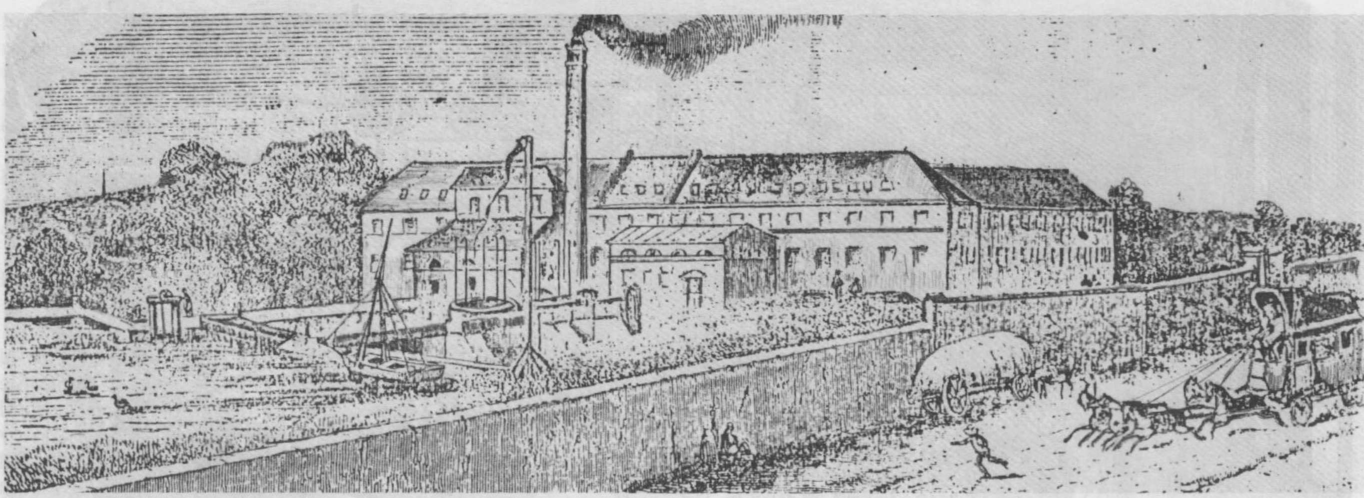
OUVRIERS DU LIN À LANDERNEAU

Si l'industrie du lin est un peu oubliée aujourd'hui, réduite à une activité de luxe, elle avait plus d'importance au 19ème siècle. Le tissage du lin permettait notamment de fabriquer des voiles pour la Marine ou des toiles de ménage. En Bretagne, cette production joua un rôle essentiel dans l'économie locale. Après son apogée sous la Renaissance, le tissage rural déclinera durant les siècles suivants. Son industrie périclita du fait de la fermeture des débouchés vers l'Espagne au début du 19ème siècle et de son retard technique.

Pourtant, quelques négociants et fabricants du Finistère décident de relancer cette activité en créant une filature mécanisée issue des procédés récemment adoptés en Angleterre. Cette filature est établie en 1845 à Landerneau, ville située à environ 20 km de Brest sur la route de Paris et qui était depuis longtemps un centre de négoce des toiles. La Société linière se crée par la concentration d'établissements anciens mais il ne s'agissait pas d'une survivance du passé. Au contraire, les patrons entendaient entrer de plain-pied dans la Révolution industrielle en fondant la plus grande entreprise privée du département. Nous traiterons dans cette étude du sort des ouvriers après en avoir brièvement décrit le travail.

Les premières opérations sur le lin se déroulent en milieu rural. La plante, dont les fortes fibres qui enveloppent sa tige fourniront des fils longs destinés au tissage, est arrachée, battue au fléau puis, une fois égrenée, elle subit le rouissage, traitement qui consiste à faire macérer les tiges mises en bottes dans l'eau d'une rivière. On dissout ainsi la matière gélatineuse ou *pectine* qui est agglutinée sur les fibres. Une fois séché sur l'herbe, le lin est livré par les cultivateurs, le plus souvent en charette, vers les entrepôts de matière première de la filature. Dans le but d'améliorer la qualité des cultures, la Société linière avait fait venir des ouvriers "instructeurs" de la région de Dunkerque, où le lin était réputé être le meilleur de France. Ces "spécialistes" sillonnaient les campagnes, à pied ou à cheval en proposant leurs services au nom de la filature. Les cultivateurs bretons pouvaient ainsi adopter la méthode flamande, réputée pour le soin apporté à la récolte. Le lin dit flamand était plus soyeux, se filant ainsi plus facilement à la main ou à la machine. La production locale ne suffisant pas, la filature de Landerneau acheta aussi du lin dans le Nord de la France et dans les Pays baltes. Après le rouissage décrit plus haut, commençent les opérations manufacturières.

Les premières sont le teillage et le broyage. Le teillage consiste à briser le lin pour le séparer de ses fibres, ce qui donne la filasse. Le teillage doit être soigné : si le lin n'est pas suffisamment traité, la filasse n'est pas belle, s'il l'est trop, la filasse s'use. C'est dans un ancien moulin converti en usine à teiller que travaillaient une cinquantaine d'ouvriers. Autrefois, le broyage se faisait avec les pieds ou avec des roues de charrette. Les ouvriers de la filature se servent, eux, d'une roue hydraulique qui possède des petites roues à ailettes : en passant sur le lin, elles séparent les tiges des fibres. Après cela, le lin quitte l'usine à teiller pour les entrepôts. Ensuite vient le peignage. Les ouvriers peigneurs doivent séparer les brins de lin et les assouplir sans les abîmer. Au début, le peignage se faisait manuellement à la filature. Les ouvriers avaient à leur disposition quatre ou cinq peignes de rechange pour augmenter la finesse du lin. Le travail devait être particulièrement minutieux pour permettre un bon tissage mécanique. Plus tard, la filature se dota de peigneuses mécaniques, les ouvriers n'ayant plus qu'à guider les peignes. Le lin passe ensuite sur une machine à étaler qui les transforme en ruban. Puis, on met le ruban sur des bobines qui les transforment en fil. Les ouvrières (car ce sont surtout des femmes affectées à cette tâche) changent au fur et à mesure les pots de fer blanc contenant le ruban par des bobines. Les métiers à filer achèvent ensuite le travail de préparation du fil.



Filature de lin de Landerneau prise de la route de Brest.

Une petite partie de celui-ci est vendu et le reste est expédié au tissage.

En 1855, la filature utilisait 680 métiers pour la toile à voile et 950 pour des articles plus légers (hamacs, sacs, toiles de pantalon...). Outre les métiers à tisser rassemblés dans l'usine et dans quelques annexes, la filature employait près de 3000 tisserands disséminés dans les campagnes, le plus souvent à la ferme. Cette survivance du tissage rural était rentable pour l'employeur, elle permettait de maintenir un travail précaire, moins payé, et d'avoir affaire aux ouvriers isolés. On pouvait menacer les ouvriers de la filature de les envoyer travailler chez eux pour le cas où ils contesteraient les salaires.

Une blanchisserie employant une soixantaine d'ouvriers complète les activités de l'entreprise. Au total, près de 5000 personnes travaillaient pour la Société linière, un chiffre qui permettait de rivaliser avec les filatures du Nord.

Aux côtés des ouvriers bretons existait un fort contingent de britanniques, principalement des ouvriers venus d'Ecosse et d'Irlande du Nord. Un journal local relate ainsi leur arrivée en 1847 : "Samedi dernier, le bateau à vapeur *le Finistère* a débarqué à Morlaix, trente-huit Ecossaises à destination de la filature de Landerneau qui va être mise en roulement avant la fin de ce mois. *Le Morlaisien* doit en transporter un pareil nombre à son premier voyage. Ces femmes, destinées à former le premier

Misère des femmes, mort des enfants

Le salaire du père et du mari étant insuffisant pour faire vivre la famille, la femme entre à son tour à l'usine. M. Renard, secrétaire-général de la *Fédération de l'Industrie textile de France*, a établi que sur 825.000 travailleurs, cette industrie emploie 339.469 femmes. Ce sont les dévideuses, fileuses au sec et au mouillé, cardeuses, peigneuses etc... Comme les hommes, elles travaillent en atelier et respirent à pleins poumons les poussières de lin, d'étoupes, de coton. Les fileuses au mouillé méritent une mention particulière. C'est à demi-nues, dans l'eau chaude - souvent brûlante et toujours surchargée de matières toxiques - où baigne le lin, la tête plongée dans la vapeur d'eau, les mains rongées par les acides, que travaillent ces femmes dont le salaire s'élève à 0 fr. 20 par heure.

(...)

Les salaires réunis du père et de la mère ne suffisant point encore à nourrir la famille ouvrière, l'enfant suit ses parents à l'usine.

La statistique établit que 103.950 enfants des deux sexes travaillent dans l'industrie textile. Les petits garçons débutent en qualité de *gamins de peignage,* chargés de fournir de lin la machine à peigner. Un brouillard poussiéreux les enveloppe : ainsi s'explique l'énorme proportion de bronchitiques et de tuberculeux jeunes. Ces enfants gagnent généralement 1 fr. 75 par journée de dix heures. Ici se révèle une conséquence inattendue de la diffusion de l'instruction. L'entrée de l'usine n'est permise aux enfants qu'à l'âge de 13 ans. Mais ce minimum est baissé à 12 ans pour les enfants pourvus du certificat d'études primaires.

Si l'on considère que la tuberculose trouve une résistance amoindrie en un être très jeune, en voie de formation, on concluera que le certificat d'études de l'apprenti lui donne un tour de faveur pour la tuberculose.

Ces apprentis, les *bâcleurs* et les *bâcleuses* nettoient les machines, font les courses, trient les balayures et fournissent bien souvent un travail plus long que les adultes. Car leur besogne les astreint à gagner l'atelier avant l'arrivée du personnel et à le quitter après l'heure de la sortie. Ils font en moyenne 66 heures de travail par semaine. Ils occupent une large place dans les statistiques d'accidents.

"Le 14 mars 1894, dit M. Jules Guesde, député du Nord (discours à la Chambre des députés, 15 juin 1896) un petit cadavre était ramassé dans le peignage Alfred Motte et Cie à Roubaix. Le procès-verbal de ce meurtre et c'était le **cinquante-troisième** depuis le 29 juillet 1893 (en moins d'une année) portait : "Alphonse Lieneson, 14 ans et demi". Il avait été dressé par le commissaire de police du 1er arrondissement, en présence des directeurs Geiger et Caille et de l'inspecteur du travail. Sans cependant s'arrêter à cette déclaration, la municipalité de Roubaix eut l'idée d'aller aux sources. Elle envoya prendre à Thielt, en Belgique, un extrait de l'acte de naissance de l'enfant et qu'apprit-elle ? Que né le 6 juillet 1881, Alphonse Lieneson n'avait, le jour où il fut tué, que 12 ans 8 mois moins 8 jours. Or, il travaillait au peignage depuis une année. Il n'avait donc pas 12 ans lors de son entrée dans l'usine, qui devait être son tombeau, cependant que la loi de 1892 exige 13 ans révolus...

L'enfant est entré à l'usine à 11 ans, alors que, même avec le certificat d'études, il n'y aurait dû pénétrer qu'à partir de 12, et c'est lorsque le cadavre est là, qu'on prend peur; pour le cacher, pour le faire disparaître, et se mettre en règle avec la loi : en avant les faux en écritures publiques ! on donne 14 ans et demi à cet enfant qui avait 12 ans quand il est mort !"

Extrait de *La vie tragique des travailleurs* par Léon et Maurice Bonneff, éditions Jules Rouff, 1910.



Egrugeage du lin : deux hommes font alternativement passer dans les dents du peigne de petits paquets de lin afin de séparer les graines de la tige.

noyau d'ouvrières de la Société linière du Finistère seront logées et nourries en commun dans des maisons construites pour cette destination spéciale. Elles sont presque toutes jeunes, très proprement habillées et coiffées de chapeaux à la mode anglaise. Ces femmes qui travaillent dans les manufactures depuis leur enfance, obéissent à la voix, au signe même, avec une précision qui ferait envie à un bataillon de troupe d'élite" (1).

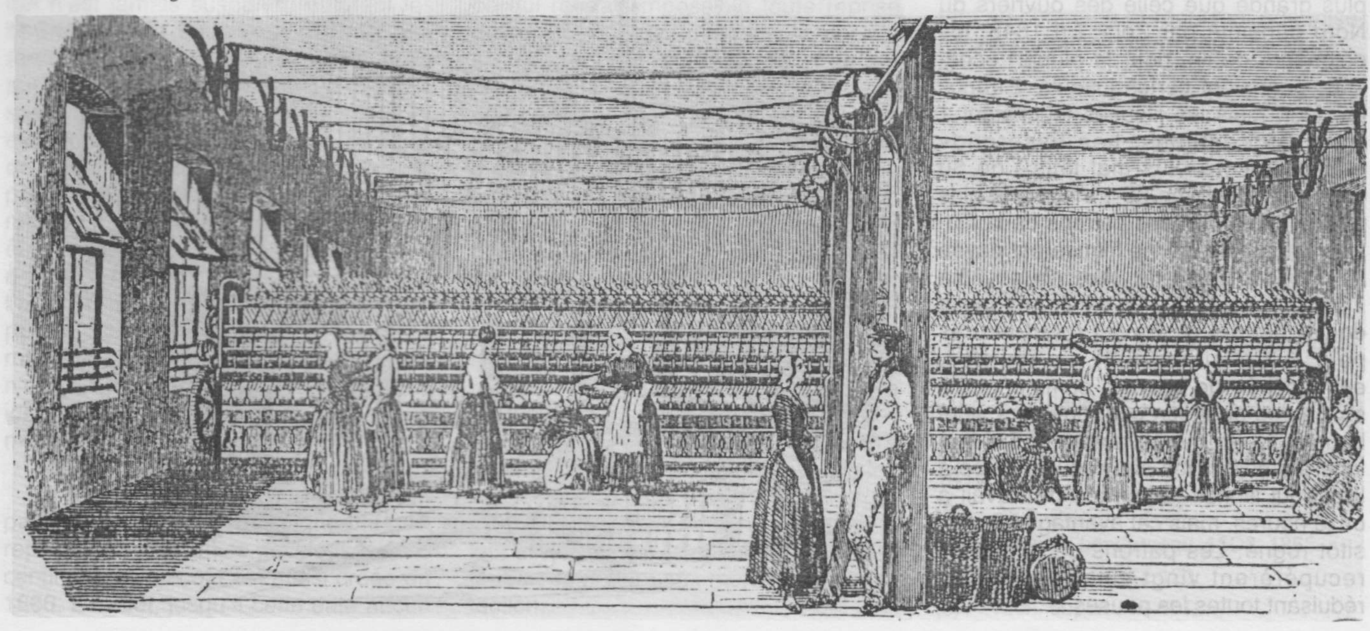
Bientôt d'autres ouvriers suivirent, portant leur nombre à plus de 230. Les célibataires se logeaient en ville, avec une solide réputation de mauvais payeurs ! Il faut dire que ceux qui n'avaient pas trouvé place à la filature repartaient sans payer leur loyer. Les couples venus avec leurs enfants peuvaient habiter des maisons spécialement construites à leur intention. Ce petit "cottage" se trouvait dans une commune à la sortie de Landerneau. Il regroupait une soixantaine d'étrangers bénéficiant d'un confort supérieur à la plupart des logements ouvriers. C'est ainsi qu'en plein pays breton on vit s'établir une petite cité ouvrière dont les habitants avaient le parler d'Aberdeen, de Dundee ou de Belfast. Un prêtre de leur pays vint les rejoindre pour officier selon le culte écossais et servir d'instituteur. Ces ouvrier n'étaient pas venus véritablement pour les salaires qui n'avaient rien d'exceptionnels. Mais dans plusieurs centres industriels comme Dundee en Ecosse, les logements manquaient et le chômage menaçait provoquant cet exode. Nourris et logés à moindre frais en Bretagne, ils pouvaient ainsi améliorer leur niveau de vie.

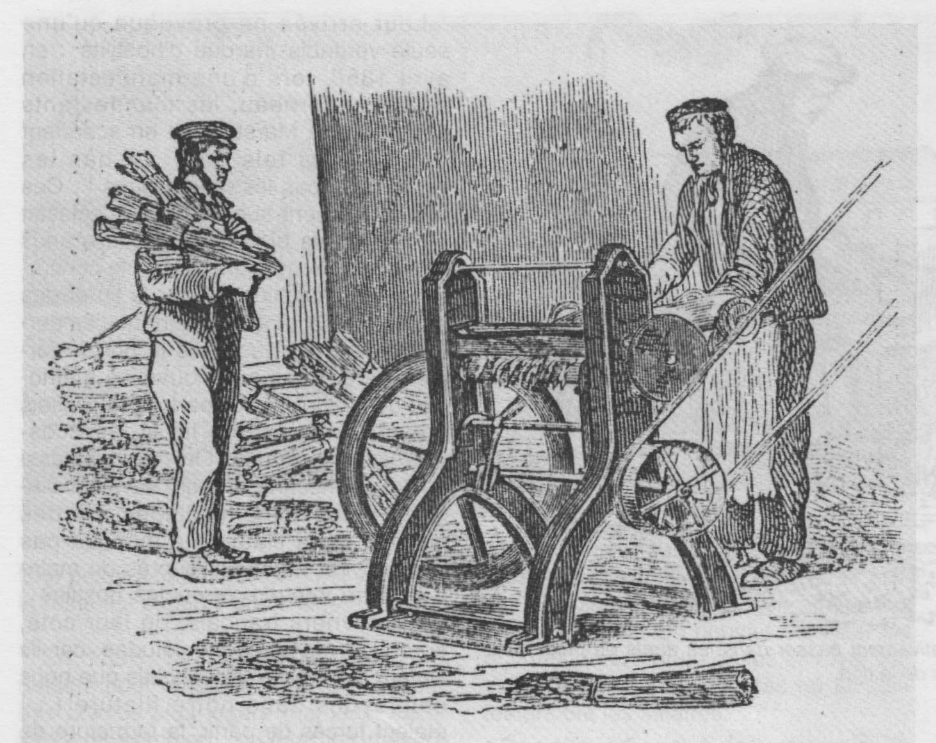
Leur arrivée ne provoqua qu'une seule véritable marque d'hostilité : en avril 1858, lors d'une manifestation dans Landerneau, les manifestants chantaient la Marseillaise en scandant des slogans tels que : "A bas les Anglais ! A bas les mécaniques !". Ces propos laissent suposer qu'il s'agissait de journaliers bretons et de tisserands ruraux qui redoutaient la double concurrence des machines à filer le lin et des ouvriers britanniques. Pourtant, ces derniers étaient venus dans le but de former les Bretons aux nouvelles méthodes de filature. La plupart des Ecossais étaient peigneurs de lin et les Ecossaises, tisserandes. On trouvait aussi quelques mécaniciens qui savaient diriger les nouvelles machines. Un des patrons de la filature ne manqua pas d'utiliser cet argument auprès du maire pour faire interdire les actes hostiles : "Nos ouvriers français, de leur côté, éprouvent de vives inquiétudes, car ils savent bien que si les Anglais que nous employons dans notre filature (...) étaient forcés de partir, la fermeture de notre établissement en serait la conséquence immédiate..." (2).

Cette menace n'eut pas d'exécution puisque la manifestation de 1858 resta isolée. D'ailleurs, selon les rapports de police, les ouvriers bretons et anglais s'entendaient fort bien.

On voyait ainsi travailler côte à côte des ouvriers dans des tenues vestimentaires contrastées : Anglais portant le calot, Anglaises le bonnet, et Bretonnes la coiffe. Certains Bretons portaient même le costume traditionnel masculin. Autre singularité : les britanniques, plus motivés par les luttes sociales, payaient l'un d'entre eux pour lire à haute voix un journal "chartiste" du mouvement ouvrier anglais. Même s'ils ne firent jamais grève à Landerneau, ils conti-

Atelier de dévidage.



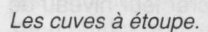


Broyage du lin.

nuaient ainsi à s'informer sur les luttes syndicales dans leur pays.

La fraternisation donnait lieu parfois à des actes de solidarité, par exemple envers les enfants bretons employés par la filature. "La conduite des Ecossaises particulièrement a toujours été admirable, à l'égard des enfants dont elles ont été appelées à diriger l'apprentissage. Loin de les maintenir dans l'ignorance, par des motifs faciles à comprendre, elles se sont non seulement attachées à les instruire, mais leur ont donné souvent d'affectueuses preuves de sympathie. Maintes fois on les a vues partager leur nourriture avec les petites ouvrières dont la misère excitait leur pitié" (3). En effet, la misère des travailleurs bretons était extrême, bien plus grande que celle des ouvriers du Nord dépeinte par Zola. En 1848, les peigneurs de lin, pour la plupart écossais, gagnaient certes jusqu'à 4 francs par jour, mais les fileuses touchaient 1 franc 95 centimes. Les tisserands étaient encore plus mal lotis : de 80 centimes à 1 franc 05 ! Vingt ans plus tard, en 1888, un des patrons de la filature constatera : "Une fileuse est payée 2 à 2,50 francs à Lille, chez nous 1,25 à 1,50 maximum" (4). Ce salaire rétribuait douze heures de travail (neuf heures pour le travail de nuit). La journée, entrecoupée de pauses, commençait à six heures du matin pour finir vers vingt heures. Cette même année 1888, une légère amélioration se produisit grâce à la loi qui limitait la journée de travail à onze heures, mais cet avantage fut aussitôt rogné. Les patrons de la filature recupérèrent vingt-cinq minutes en réduisant toutes les pauses !

Les journaliers, dont le tavail était le plus précaire, gagnaient souvent moins de 80 centimes. Leur statut était proche de l'indigence. Ainsi, en 1851, François Lazennec, 42 ans, journalier à la filature, avait son épouse et ses enfants officiellement répertoriés comme mendiants. Tous n'étaient pas dans ce cas, mais il était impossible de "joindre les deux bouts" sans un double salaire. Un ouvrier ou une ouvrière pouvait difficilement vivre seul, à plus forte raison si un enfant était à charge. En 1866 la journalière Anne Nicolas sollicite des secours pour nourrir son fils naturel sans quoi elle devrait l'abandonner. D'autres filles-mères employées à la filature font la même demande à la municipalité.



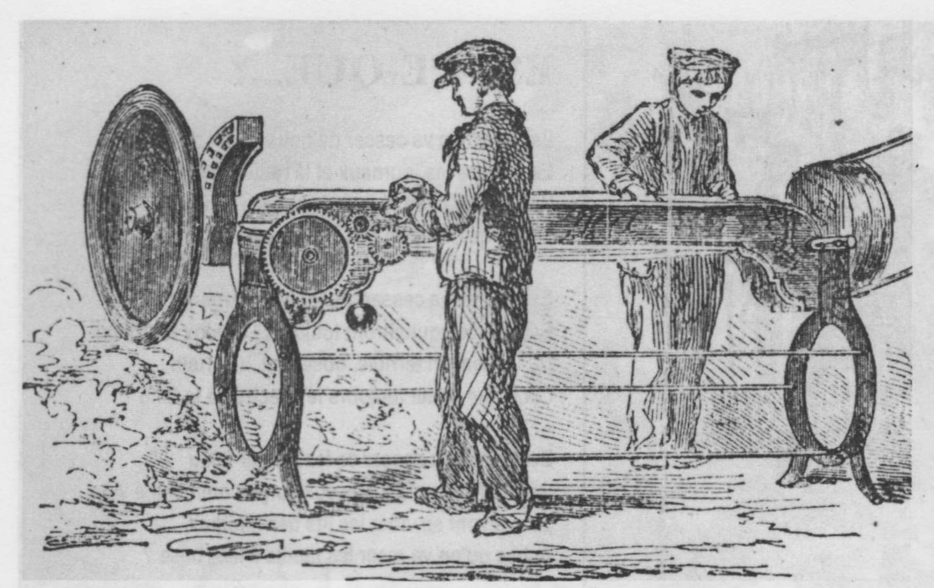
Les cuves à étoupe.



Même le commissaire de police, prend leur défense auprès des autorités : "Il est à regretter que beaucoup d'ouvriers surtout des femmes et des enfants, qui travaillent à la filature ne gagnent pas assez pour vivre et cela par la grande facilité qu'on trouve à se procurer des ouvriers" (5). Si le chômage survenait, il n'y avait alors comme solution que l'exode ou la déchéance. Françoise Péron, journalière, fut renvoyée de la filature en 1855 pour un vol qui n'a pas été prouvé. Peu après la police signale qu'elle se livre à la prostitution et est devenue "un objet de scandale à Landerneau où elle n'a ni domicile fixe ni moyens d'existence" (6). De même, la veuve Kerneis dont le mari était au bagne pour vol, prostitue ses filles depuis qu'elle est au chômage.

Tout autant que le chômage, les ouvriers craignaient les disettes. La hausse des prix qu'elles provoquaient risquait d'entraîner de véritables catastrophes. Pour conserver ses salariés, la direction de la filature prit quelques mesures lors des mauvaises récoltes de 1855. Outre la soupe qui était distribuée à certains ouvriers, on donna des pains de trois à six kilos. La Société linière affréta aussi un navire chargé de pommes de terre qu'on distribua par bons de dix kilos. C'est ainsi que les prix alimentaires qui avaient subi une hausse vertigineuse sur les marchés de la ville se mirent à baisser après ces mesures !

Comme souvent dans le textile, les enfants étaient employés en grand nombre; il y en avait 135 à Landerneau



Machine à couper les fibres avant le filage mécanique.

en 1866. Les ménages ouvriers étaient tenus de les faire travailler pour compléter les ressources de la famille, comme le constate ce rapport du commissaire de police : "Il y a encore à considérer la nature des travaux pour lesquels les familles les proposent, et celles-ci, qui parfois sont dans un dénuement extrême, enverraient mendier l'enfant qu'elles ne peuvent nourrir, ni faire instruire s'il ne gagne rien" (7). La filature avait pris en leur faveur des mesures dictées moins par la générosité que par le désir de conserver des ouvriers et de les former techniquement. Au lieu d'augmenter le salaire des enfants, on leur assura un repas régulier composé à la base d'un potage contenant un morceau de viande. Les parents qui auraient préféré voir le niveau de vie de la famille entière s'élever, protestèrent auprès des patrons, ce dont un auteur local feint de s'étonner : "Il est fâcheux de le dire, le repas quotidien institué en faveur des petites ouvrières de la filature, repas abondant (sic), sain et nutritif, qui n'est jamais suspendu pendant les chômages de l'usine et qui n'a pas tardé à révéler son heureuse influence sur le développement physique et sur la santé de ces enfants, a été dès le principe l'objet de réclamations assez vives de la part d'un assez grand nombre de parents qui eussent préféré une augmentation de salaire en argent, dût-elle être moindre que le prix revenant de la nourriture donnée" (3). On paya l'apprentissage des enfants, surtout pour les initier au travail sur les machines. En Angleterre, ce salaire n'existait pas toujours, mais il s'agissait ici d'empêcher les enfants de devenir mendiants.

En 1850, les petites fileuses sont payées 50 centimes par jour plus un repas et les apprenties devideuses 0,60 centimes. Une école est aussi créée en 1866. En effet, jusqu'à cette date aucun enfant ne savait signer sur les livrets ouvriers (comme la quasi-totalité des ouvriers adultes !). Les jeunes de 12 à 16 ans devaient fréquenter une classe intallée dans l'usine et cela deux fois par jour sous la houlette d'un instituteur breveté.

La classe se composait de 14 garçons et de 38 fillettes (7). Mais cette instruction aboutissait parfois à un résultat différent de l'objectif initial. Beaucoup de jeunes préféraient par la suite devenir domestiques plutôt que de continuer le travail éreintant à la filature. En conséquence, l'argent de l'apprentissage fut réduit en 1850 à 40 centimes pour les fileuses et à 50 centimes pour les devideuses.

En cas d'accident lors du travail, des secours étaient accordés aux ouvriers, mais, les accidents étaient souvent une mutilation, la perte de doigts ou d'une main dans les engrenages par exemple, ce qui rendait impossible toute reprise du travail. Pour les malades, la Société linière proposa une association de secours mutuels. En échange d'une retenue de 2% sur leur salaire, les ouvriers avaient droit à une consultation par un médecin et s'il y avait ordonnance, les médicaments étaient payés ainsi qu'un tiers du salaire pendant trente jours. Encore fallait-il prouver que cette maladie ne provenait pas de "débauche" selon le critère patronal. Cette Association de secours mutuels n'eut aucun succès, les ouvriers ne tenant pas à rogner encore sur leurs maigres salaire pour une assurance maladie entièrement sous le contrôle de leurs employeurs. Mais leur imprévoyance les exposait aux coups du sort. Mieux organisés, les ouvriers britanniques avaient leur propre mutuelle. Ils se protégeaient tout en contrôlant eux-mêmes cette protection.

Malgré la condition très difficile des ouvriers de Landerneau, il n'y eut qu'une seule tentative de grève en octobre 1855. Pour lutter contre les concurrents, la filature avait fait augmenter les cadences tout en alignant les salaires sur ceux, plus bas, d'autres entreprises. Les ouvriers de Landivisiau, une commune située près de Landerneau où la filature possédait une annexe, vinrent en masse se plaindre de leur condition et menacèrent d'arrêter le travail s'ils n'étaient pas augmentés. Les patrons répliquèrent aussitôt par le licenciement des meneurs et menacèrent aussi de renvoyer les autres et de faire appel aux autorités si les ouvriers ne reprenaient pas le travail. Le mouvement retomba immédiatement. La menace de licenciement était efficace : il n'y avait pas d'autre établissement textile dans le département et la seule possibilité était l'embauche dans le tissage rural, encore plus mal payé que celui de l'usine. Cela explique l'apparente passivité des ouvriers du lin. De fait, il n'y eut jamais de conflit réel à Landerneau, du moins dans le secteur du lin. En 1886 il n'y avait pas encore de conseil de prudhommes et le commissaire de police écrit à ce sujet : "Le besoin ne s'en fait guère sentir, quand on voit le peu de contestations qui ont été portées devant la justice de paix" (8).

De toute façon, l'activité de la Société linière était condamnée. Elle subissait la concurrence impitoyable des filatures du Nord ou étrangères, mais surtout, les toiles de coton remplaçaient peu à peu les toiles de lin sur les navires qui adoptèrent bientôt le moteur à vapeur. Moteurs qui équiperont tous les bâtiments de guerre de la Marine française à partir de 1857. Comme la Société linière trouvait les deux tiers de ses débouchés dans la Marine et les colonies, elle n'avait plus qu'à fermer ses portes : la filature ferma en 1891, mettant au chômage et réduisant à la misère des centaines de salariés.

Yves BLAVIER

(1) — *L'impartial du Finistère*, 3 novembre 1847.

(2) — Archives départementales du Finistère, 1Z.

(3) — Annuaire de Brest et du Finistère, 1850, p.153.

(4) — Archives municipales de Landerneau, 1S 86.

(5) — Arch. départ., 1Z 63.

(6) — Arch. de Landerneau, 13D8, 1855.

(7) — Arch. départ., 1Z 120.

(8) — Arch. départ., 10 M 12.



En pays envahi.

Louis RAEMEAKERS

Caricaturiste hollandais né en 1869, mort en 1956 réalisa plus de 100 dessins satiriques sur la première guerre mondiale dont la plupart furent publiés dans De Telegraaf, journal d'Amsterdam.

Les dessins ci-contre sont deux reproductions de cartes postales éditées sous le titre "Dessins d'un neutre" et vendues au profit des orphelins de guerre français. (Œuvre amsterdamoise des orphelins de la guerre).

La guerre au XXe siècle.



EST-CE-QUE...?

Est-ce qu'on va cesser de nous parler de guerre ?
Est-ce que les journaux et la radiophonie
Vont hurler chaque jour la menace à la vie ?
Est-ce qu'on ne va pas laisser chanter la terre ?

Est-ce que va cesser le règne de l'argent
Est-ce que connaîtront toujours l'affreux tourment
Du lendemain terrible, obsédant, incertain,
Ceux que hante toujours le spectre de la faim ?

Est-ce que va cesser ce lent et dur fléau
Des maladies plaquées aux corps comme une vase
Et que vont se vider les lits des hìpitaux,
Est-ce qu'on va raser les taudis à leur base ?

Est-ce que va cesser cette exploitation
Honteuse et dégradante où l'homme épuise l'homme,
Est-ce que vont longtemps trembler les nations ?
Ne sera-ce jamais les bouchers qu'on assomme ?

Est-ce que va cesser de m'appeler l'azur ?
Est-ce que vont cesser les tourments de l'amour ?
Est-ce que le dégoût va vicier l'air pur ?
Est-ce qu'on connaîtra la souffrance, toujours'?

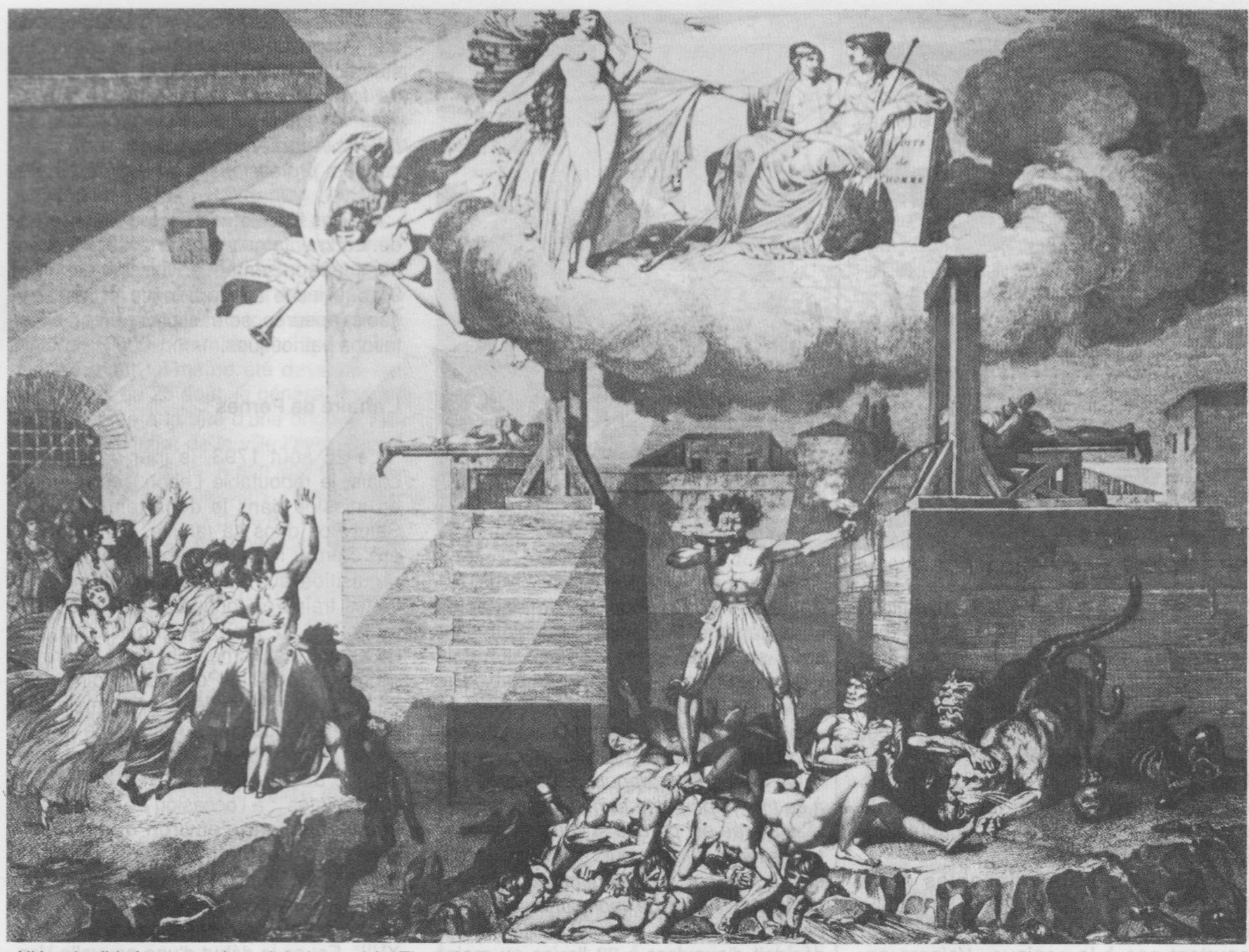
J'avais rêvé d'un ciel sur la planète terre
Où le cœur garderait le feu de la jeunesse,
La douceur de l'enfant et la soif des caresses :
Ce n'est pas impossible, ô crions-le, mes frères !

16 avril 1939,
Paul Bulliard.

Ceux que hante toujours
le spectre de la faim ?



Dessin de Steinlein



Allégorie dirigée contre Joseph Lebon après Thermidor accompagnée du texte suivant :
Cette gravure représente un monstre sous forme humaine, posté entre les deux guillotines d'Arras et de Cambray, tenant deux calices dans lesquels il reçoit d'une main et s'abreuve de l'autre du sang de ses victimes, immolées au-delà de 550 dans les deux communes. Il est monté sur des groupes de cadavres entassés les uns sur les autres, d'un côté deux furies dignes compagnes de ce Cannibale anime des animaux moins féroces qu'elles, à dévorer les restes des malheureuses qu'elles ne peuvent plus tourmenter. De l'autre sont nombre de détenus de l'un et l'autre sexe, avancés sur le bord du précipice, tendant les mains au ciel, où ils aperçoivent la Convention Nationale, à qui la justice dévoile la vérité ...

LA PETITE VENDÉE DU NORD

L'AFFAIRE DE PERNES

Le 21 janvier 1793 Louis XVI était exécuté. La révolution rompait avec l'Ancien Régime... mais aussi avec l'Europe monarchique. Ce fut là le prétexte pour l'Angleterre (1) de rompre avec la France et le 31 janvier 1793 le nombre des ennemis de la République s'accroît de l'Angleterre et de la Hollande. Bientôt se forme la première coalition. A l'Autriche, à l'Angleterre, à la Hollande, à la Prusse, au Royaume de Piémont Sardaigne, s'ajoutent l'Espagne, le royaume de Naples, la Papauté et les Princes italiens, la Diète d'Empire et les Princes allemands. Le 23 mars 1793 la Russie signe avec l'Angleterre une alliance connue sous le nom de *Traité de Londres.* La France, quant à elle, est seule.

Aux ennemis de l'extérieur s'ajoutent bientôt ceux de l'intérieur. En mars 1793, la Vendée s'insurge. Un peu plus tard, suite aux journées parisiennes des 31 mai et 2 juin qui ont éliminés les Girondins, éclate l'insurrection fédéraliste (2). La République semble perdue. Elle parviendra pourtant à se ressaisir et à faire face à tous ses ennemis.

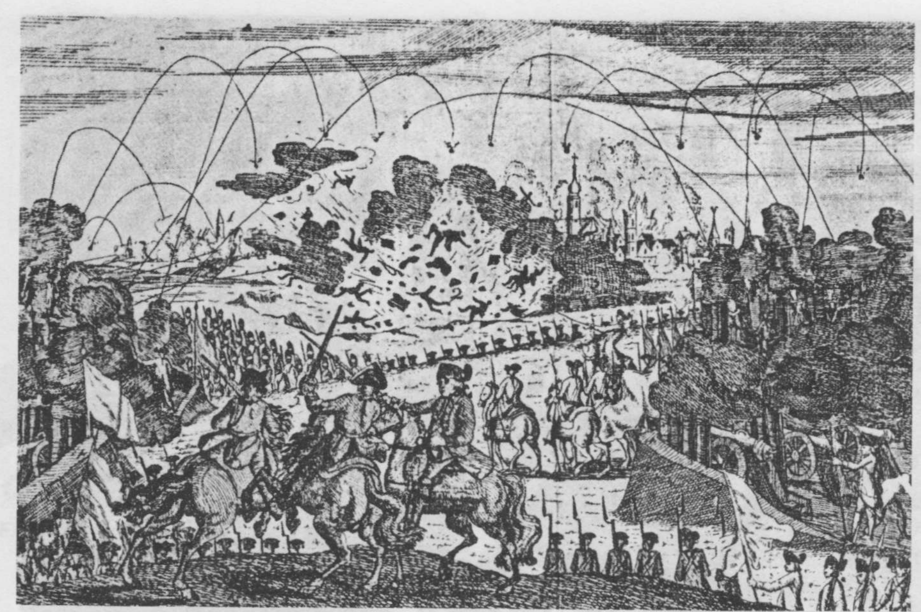
La montée de l'inquiétude - La panique dans le Nord de la France

L'impôt du sang fut rarement populaire en France. Il fut en tout cas la cause immédiate de l'insurrection vendéenne.

Au début de 1793, pour essayer de faire face à ses ennemis de l'extérieur, la Convention décide de lever, d'équiper et d'armer 300.000 hommes. Les nouvelles recrues devaient être tirées au sort parmi les jeunes Français célibataires âgés de 18 à 25 ans.

Le 10 mars 1793, les opérations d'enrôlement ont lieu en Vendée. En de nombreux villages vendéens, les paysans s'y opposent et ils prennent les armes. Les citadins de l'ouest ne réagissent pas autrement et de graves échauffourées ont lieu à Cholet, Saint-Florent, Machecoul. La Guerre de Vendée commençait... En mai 1793, "l'armée royale et catholique" compte 40.000 hommes. En juin 1793, les Vendéens sont maîtres de Cholet, de Thouars, de Saumur. Ils passent la Loire et ils menacent Nantes.

Les Conventionnels réagissent avec vigueur. Ils créent deux armées pour réduire les rebelles : l'armée des côtes de la Rochelle sous le commandement du général Rossignol et l'armée des côtes de Brest, sous le commandement du général Canclaux. En juillet 1793, ils adjoignent à ces forces les troupes qui avaient vaillamment combattu à Mayence, sous le commandement de Kléber.L'insurrection vendéenne n'est pas



Les Autrichiens s'emparent en juillet de Valenciennes.

la seule préoccupation des Conventionnels : les Anglo-Hollandais du Duc d'York se préparent en août à assiéger Dunkerque. Conduits par Cobourg, les Autrichiens s'emparent en juillet de Condé et de Valenciennes. Maîtres de Mayence, les Prussiens s'apprêtent à envahir la Lorraine; Piémontais et Autrichiens menacent le Dauphiné; les Espagnols s'installent en Roussillon; le 29 août Toulon est livré aux Anglais.

Les nouveaux responsables de la République, le comité de Salut Public investi le 27 juillet 1793 (3), ne cèdent pourtant pas à la panique. *Vaincre ou mourir,* telle est la devise qu'ils forgent pour les patriotes. *Le chant des Marseillais* devient l'hymne national. L'ennemi de l'extérieur est vilipendé : ses troupes sont qualifiées de "féroces", ses soldats ne sont que les esclaves des tyrans couronnés; l'ennemi de l'intérieur est plus abhorré encore : il est le "liberticide", l'odieux assassin des patriotes républicains. Parlant des Vendéens, Barère déclare le 1er août 1793 à la Convention *"...les forêts seront abattues; les repaires des bandits seront détruits, les récoltes seront coupées pour être portées sur les derrières de l'armée et les bestiaux seront saisis. Les femmes et les enfants seront conduits vers l'intérieur..."*

Le 23 août, Barère, en réclamant cette fois la levée en masse, déclare que la République n'est plus qu'une grande ville assiégée. La Convention le suit et elle décrète que *"les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés forgeront les armes, les places publiques seront converties en ateliers, le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre"* (4).

Dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, la panique a gagné maints esprits : l'ennemi se fait de plus en plus menaçant; la conspiration semble fleurir partout.

Le 10 juillet, Condé tombe; le 27 juillet, c'est le tour de Valenciennes. Cobourg s'avance vers Cambrai. Kellerman, après un engagement indécis à Marquion le 10 août, se replie et les Anglo-Hollandais s'avancent vers Dunkerque. Est-ce le signal de l'hallali ?

A Lille le 19 août, devant la Société des Jacobins, un citoyen déclare :

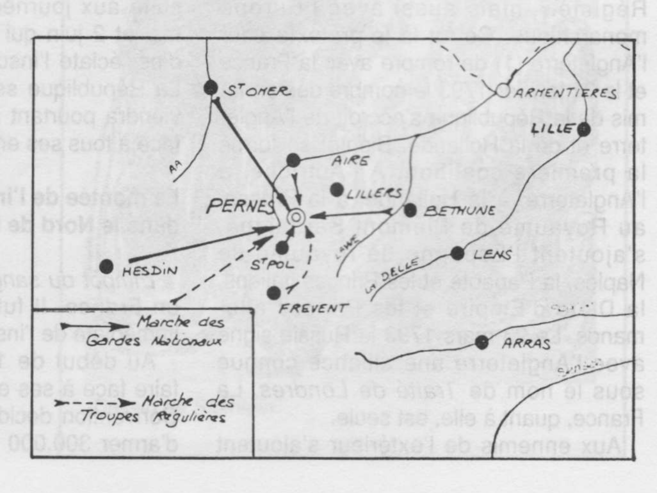
"Je suis officier depuis douze années, à ce titre je puis dire franchement la vérité. L'armée est perdue si vous n'y apportez remède. Quelle que soit votre façon de penser sur mes sentiments, croyez qu'ils sont l'effet de mon amour pour la patrie". Le 9 août, la municipalité de Lille décidait d'expulser à 20 lieues au moins de la ville tous les ci-devant nobles des deux sexes et leurs enfants. C'est qu'en effet, on craint l'insurrection des royalistes, capables de livrer la ville aux ennemis. Ces précautions ne sont peut-être pas inutiles car Valenciennes, le 27 juillet 1793, s'est rendue d'une façon que certains jugent criminelle : les troupes de Cobourg y ont été accueillies par des habitants aux cris de "Vive le Roi". La crainte, et avec elle son cortège de mesures extrêmes, n'est pas moins grande à Saint-Omer : le 9 août *tous les bons citoyens et principalement la société populaire sont invités à dénoncer au département les personnes de toute profession et surtout les fonctionnaires publics qui ne seraient pas dans le sens de la Révolution.* Le 12 août, le Conseil Général de la commune nomme des commissaires pour apposer des scellés chez les ci-devant nobles non fonctionnaires publics et procéder de suite à l'inventaire des papiers et effets.... Le 18 août, on décide que les réunions du Conseil Général de la commune seront désormais *continues et perpétuelles.* Le 22 août, ce même conseil décrète que le comité de surveillance de Saint-Omer sera chargé de faire le recensement des maisons *pour lesquelles il n'existe plus aucuns billets... contenant le nombre de personnes, professions, âges qui les habitent....*

A Arras l'inquiétude est tout aussi grande. La crainte qu'y inspire Joseph Lebon, nommé représentant en mission depuis le 9 août, incite à la prudence et les arrageois, apeurés, se multiplient en manifestations patriotiques.

L'affaire de Pernes

Le 25 août 1793, le jour de la Saint Louis, le redoutable Lebon, représentant en mission dans le département, est à Saint-Pol, dans sa famille. La journée a été calme, l'atmosphère détendue. La réquisition dite des 300.000 hommes a certes traîné en longueur mais elle tire à sa fin : le 22 août, les réquisitionnaires du canton de Pernes ont reçu l'ordre de se rendre à Saint-Pol pour le dimanche 25. Tout semble se dérouler normalement et nul ne s'inquiète. Au milieu de la nuit, Lebon est brusquement tiré de son sommeil : on lui apporte des nouvelles inquiétantes : à l'occasion de la levée, un rassemblement d'environ quatre cents personnes s'est formé dans la région de Pernes, des séditieux coupent les arbres de la liberté, foulent aux pieds les cocardes nationales, crient "Vive Louis XVII". Est-ce le début d'une nouvelle Vendée ?

Lebon part immédiatement pour Arras. Il alerte les responsables du département du Pas-de-Calais, il leur annonce son intention de se rendre immédiatement auprès des représentants en mission à l'armée du Nord afin de prendre avec eux les mesures nécessaires à l'anéantissement des factieux. Le 26 août, les représentants en mission à l'armée du Nord, Collombel et Letourneur, autorisaient Joseph Lebon à *requérir la force armée près des Généraux dont les divisions seront le plus à portée des lieux de rassemblements, ainsi que la Garde Nationale, et à les poursuivre avec la plus grande vigueur, et à employer les*



mesures les plus sévères envers les brigands. Lebon regroupe 600 hommes provenant en grande partie du bataillon de la Somme... Ils arrivèrent "après la bataille". Le responsable de la levée des conscrits du district de Saint-Pol, Darthé, n'était pas resté inactif lui non plus. Il avait fait appel aux Gardes Nationales de Saint-Pol, Saint-Omer, Béthune, Aire, Hesdin; il avait demandé aide et appui au commandant du 3ème chasseurs en cantonnement à Frévent et il arrivait dans les environs de Pernes, avec tout son monde, environ 6.000 hommes, dès le 26 août. Darthé avait lui-même été devancé car, dès le soir du 25 août, le général Ferraud avait marché à la tête d'une brigade vers Pernes. Le maire de la ville l'avait assuré que tout était calme. A son approche toutefois, nombre de paysans s'étaient réfugiés - ou regroupés - dans les bois.

Le 26 août, les hommes de Darthé et de Ferraud firent leur jonction; les bois de Sachin, d'Aumerval et de Nédonchel furent cernés. L'assaut fut rapidement donné. Il y eut 12 morts parmi les "insoumis", aucun parmi les assaillants. L'affaire était terminée sur le plan militaire et le 27 août, dans son rapport à la Convention, Lebon pouvait écrire : *"Tout s'est bien passé; les districts de Saint-Omer, Béthune, Saint-Pol ont rivalisé de zèle; on a arrêté 150 révoltés et, si la nuit n'avait pas empêché la poursuite, un plus grand nombre le serait...".*



Joseph Lebon

Ancien prêtre de l'Oratoire et professeur de réthorique au collège de Beaune, Joseph Lebon fut élu maire d'Arras, dont il était natif, après le 10 août 1792, et député suppléant à la Convention où il siègera le 1er juillet 1793. Envoyé en mission dans le Nord le 26 août pour réprimer un rassemblement contre-révolutionnaire près de Saint-Pol, il est nommé membre du Comité de sûreté générale le 14 septembre. Le 29 octobre, le Comité de salut public le charge d'étouffer les mouvements contre-révolutionnaires qui venaient d'éclater dans le Pas-de-Calais. Il s'y montre intraitable. Il crée à Arras un tribunal révolutionnaire dont les juges et jurés sont membres de sa famille. Son impitoyable sévérité en fera un des hommes les plus décriés de la Révolution.

Arrêté peu après la chute de Robespierre, il sera condamné à mort le 4 octobre 1795, et exécuté.

La répression judiciaire

Arrivé sur place quand tout était fini, Joseph Lebon met immédiatement en place l'appareil répressif judiciaire. De Nédonchel, il convoque pour le 28 août, à 8 heures du matin, à Saint-Pol, en l'église paroissiale, tous les témoins des événements. *"Quiconque, déclare-t-il, se refusera à cette démarche, sera reconnu avoir été instruit des circonstances de la rébellion et sera réputé complice et puni comme tel".* Dès le 28 août, trois inculpés comparaissent; deux -Bins et Grimbert-sont condamnés à mort, 17 autres suspects sont envoyés à Arras pour y être jugés les 1er et 5 septembre. Le jugement de cinq d'entre eux est remis à une date ultérieure pour plus ample information. Un inculpé est acquitté, douze par contre sont condamnés à mort. Il s'agit de :

Rivhard, blanchisseur à Pernes;

Grillet et Destre, charretiers à Pernes;

Payelle, cordonnier à Pernes;

Boistel, manouvrier à Bailleul les Pernes;

Jourdain, domestique, et Cossart, manouvrier à Floringhem (5);

3 membres d'une même famille : les Courtois, de Nédonchel (un charpentier et deux manouvriers);

2 femmes de Pernes : Anasthasie Dewimille, ménagère, et Marie-Joseph Ricard, journalière.

D'autres jugements ont lieu le 4 octobre, à Saint-Omer, en la maison de la conciergerie. Ricard Pierre, blanchisseur de toiles à Pernes s'y entend condamner à mort, et le 6 octobre en l'église paroissiale de Béthune, Bonaventure Dersin, Pierre et Jean Fachaux, Cossart Louis, fermiers à Floringhem, ainsi que Jean-Baptiste Hennebelle qui, sans avoir pris part à l'émeute, avait crié "je suis royaliste, je me fous de la Nation", y sont également condamnés à mort; onze inculpés sont acquittés. Ils seront néanmoins maintenus en état d'arrestation jusqu'au 9 Vendémiaire an 3 (30 septembre 1794). Joseph Lebon, quant à lui, après avoir mis en place le tribunal de Saint-Pol, laisse l'affaire suivre son cours. Le 29 août, Lebon se trouve à Arras et il rejoint Paris et la Convention quelques jours plus tard. Il parvient à tirer gloire d'avoir agi avec vigueur et détermination, d'avoir, grâce à sa fermeté, écrasé la rébellion dans l'oeuf et le 14 septembre, en récompense de ses mérites, il est nommé membre du comité de Sûreté Générale.

Y eut-il véritablement un complot à Pernes ? Les minutes du procès révèlent que des jeunes gens, excités par la boisson, avaient chanté des chants antirépublicains, que certains avaient arboré la cocarde blanche, que d'autres avaient enlevé les piques du corps de garde de Tangry, que nombre d'entre eux enfin avaient à Aumerval crié "Vive le Roi, vive Louis XVII". Il s'agissait évidemment, en cette période tragique, de manifestations publiques d'hostilité à la République et d'allégeance à la royauté. Il semble bien pourtant que les jugements furent démesurément sévères; le 25 août était jour de ducasse à Aumerval. Les jeunes conscrits, convoqués pour le même jour à Saint-Pol, étaient furieux de ne pouvoir y assister. Un grand nombre décida de remettre le départ à quelques jours plus tard. Les conscrits s'attroupèrent, s'excitèrent mutuellement, ils burent et ils firent les bravaches. Les conséquences de leur attitude atteignirent des proportions auxquelles ils n'avaient certes pas songé...

Un doute subsiste cependant. Fin août, la grande bataille pour Dunkerque se prépare. Elle aura lieu 15 jours plus tard, à Hondschoote et Houchard l'emportera le 6 septembre sur les Anglo-Autrichiens de York et de Cobourg. Il était bien tentant pour les royalistes de fomenter des troubles à l'arrière des lignes françaises. La promptitude de la répression et la victoire de Houchard étouffèrent peut-être dans l'oeuf un mouvement qui aurait pu, rapidement, prendre de l'ampleur, comme en Vendée.

Michel LANCELIN

(1) - L'Angleterre était avant tout irritée de la présence des troupes françaises en Belgique. Dès le 31 décembre 1792, Lord Grebville avait déclaré que le gouvernement anglais ne verrait jamais d'un oeil indifférent la France s'ériger, directement ou indirectement en souverain des Pays-Bas.

(2) - Le mouvement fédéraliste n'eut pas l'ampleur du mouvement Chouan. Néanmoins la Normandie, la Bretagne, le Sud-Ouest et le Sud-Est furent touchés. A l'ouest les fédéralistes furent battus à Pacy-sur-Eure le 13 juillet 1793; Marseille résista jusqu'au 25 août, Bordeaux jusqu'au 18 septembre, Lyon jusqu'au 9 octobre. Quant à Toulon, qui avait été livré aux Anglais, il ne sera repris que le 19 décembre 1793.

(3) - Il comprenait Barère, Billaud-Varenne, Jean Bon Saint-André, Carnot, Collot d'Herbois, Couthon, Herault de Séchelles, Robert Lindet, Prieur de la Côte d'Or, Prieur de la Marne, Robespierre, Saint-Just.

(4) - Le salpêtre (nitre, nitrate ou azotate de potassium) ne se trouve pas à l'état pur en France. Il était alors indispensable pour la fabrication des poudres et des explosifs. La guerre en empêchait l'importation. On pouvait toutefois s'en procurer en lavant les murs humides des caves où il se formait sous l'influence de ferments.

(5) - Ils avaient 17 et 18 ans. Ils étaient tous deux cousins de la grand-mère du maréchal Pétain.

A PROPOS D'UN LIVRE

UN MAQUIS D'ANTIFASCISTES ALLEMANDS EN FRANCE (1942-1944)

Ce livre est le récit de la résistance à l'occupant dans les Cévennes, résistance des Français, bien sûr, mais aussi des antifascistes étrangers immigrés : Espagnols, Italiens, Hongrois, Autrichiens, Polonais, Luxembourgeois et, méconnus de l'Histoire de la Résistance, des antifascistes allemands.

Certes, on savait que les Allemands n'étaient pas tous à la botte de leur "Führer", et que nombre d'entre eux grossirent les geôles et les camps de concentration dès les années 30. Ce que beaucoup ignorent, c'est que parmi ceux qui purent quitter le pays, certains trouvèrent asile en France et rejoignirent, les organisations de résistance de notre pays.

Les auteurs, Evelyne et Yvan Brès, décrivent par le détail le dramatique parcours d'une quarantaine de ces exilés allemands. Les multiples témoignages (1) excluent toute version romanesque ou tendancieuse et même si les auteurs se reconnaissent proches du parti communiste, leur ouvrage impartial ne laisse pas ce goût partisan auquel les écrivains du Parti nous avaient habitués.

De plus, cette oeuvre originale, constitue une véritable histoire des mouvements de résistance dans la Lozère et les départements limitrophes, et l'histoire des Résistants, avec leur courage et leurs faiblesses, leurs mésententes et leur solidarité, leur héroïsme et leurs trahisons. Et puis, histoire aussi de la complicité nécessaire et acquise d'une population courageuse et désintéressée.

Il ne faut pas oublier que, dans la haute Lozère, les plus pauvres de ce département pauvre sont pour la plupart d'origine protestante, descendants des camisards, et, dans un souci d'indépendance, acquis à la résistance à l'oppression. Car il fallait une bonne dose de tolérance et de courage pour vivre au contact dangereux des Résistants, dont certains ne parlaient même pas leur langue.

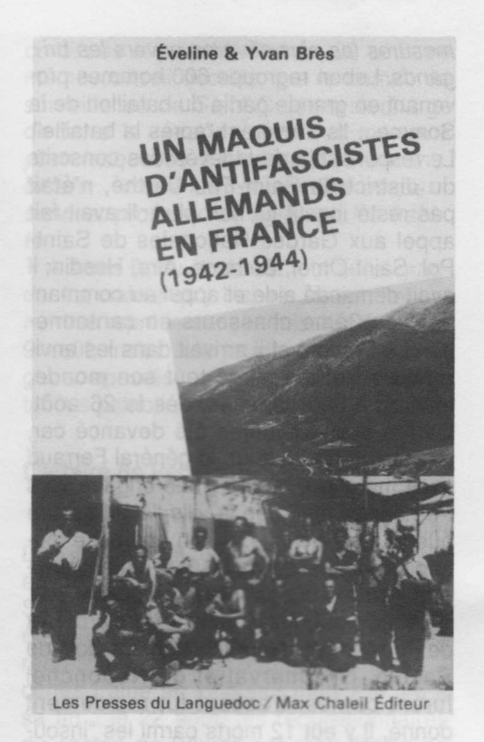
Au lendemain de l'incendie du Reichstag, en mars 1933, les Nationaux-Socialistes allemands arrêtèrent tous les opposants qu'ils enfermèrent dans des prisons ou des camps de concentration. Ceux qui purent échapper à ces raffles furent contraints à l'exil. Un grand nombre d'entre eux trouvèrent asile en France. Leur présence fut contrôlée dès la chute du Front Populaire, puis en Septembre 1939, à la suite du Pacte Germano-Soviétique et à la déclaration de guerre.

(1) Les sources sont d'origines diverses : archives de RDA et de RFA, souvenirs et témoignages oraux des témoins encore vivants, archives de la police française et des diverses polices allemandes, et documents écrits (journaux, tracts...). Ainsi, pour un même fait, les auteurs nous donnent les différentes versions, véritable confrontation des sources.

Quelques "politiques allemands" et notamment des communistes furent internés. Situation curieuse de ces hommes et femmes devenus indésirables en Allemagne et suspects dans leur pays d'accueil. On interna les plus "suspects" dans des camps "spéciaux", celui de Vernet en Ariège et celui de Riencros près de Mende, réservé aux femmes. De ceux qui purent s'échapper lors de l'invasion allemande de 1940, certains s'enfuirent aux USA ou au Portugal, mais la plupart se retrouvèrent en zone non-occupée. Le gouvernement de Vichy ne tarda pas à en parquer dans de nouveaux camps, non sans en avoir livré quelques-uns réclamés par les autorités allemandes. D'autres, pour des questions de main-d'oeuvre, se trouvèrent enrôlés dans des groupes de travailleurs étrangers (GTE).

C'est de ces groupes qu'émanent les hommes qui constitueront les premiers noyaux des Maquis en haute Lozère et dans les Cévennes, avant que les réfractaires aux STO, pour échapper aux raffles, ne viennent grossir leurs rangs. Ils trouvèrent dans cette région accidentée, garnie de fermes abandonnées et de châtaigniers nourriciers, une terre d'asile idéale.

Les réfugiés allemands furent pour les maquisards français de précieux partenaires. En dehors de la connaissance de la langue allemande dont l'utilité s'explique aisément, ces hommes avaient



Les Presses du Languedoc / Max Chaleil Éditeur

la connaissance de la lutte armée, ayant pour beaucoup combattu dans les Brigades internationales aux côtés des Républicains espagnols.

La majorité de ces exilés étaient communistes, ils bénéficièrent du soutien du P.C. clandestin et du Front National : ils furent recrutés au sein de la MOI (Main-d'Oeuvre Immigrée) et des FTP. Faisant suite à la création du Comité National de l'Allemagne libre, en Union Soviétique en Juillet 1943, le mouvement "Allemagne libre" fut créé en France en Août 1944. C'est ce mouvement qui incita les soldats de la Wehrmacht à déserter au moment de la Libération.

En attendant, les antifascistes allemands, comme l'ensemble des maquisards, subirent les expéditions repressives des Waffen SS ou des GMR qui furent le plus souvent meurtrières comme celle de La Borie-La Parade sur le Causse Méjean à la Pentecôte 1944.

Voici un court extrait de ce livre relatant la libération de Nîmes à laquelle participèrent les antifascistes allemands :

La libération de Nîmes

Grâce aux parachutages d'armes qu'ils ont reçus depuis le 31 juillet, les FTP, et notamment les MOI allemands, sont nettement mieux armés lorsque, trois semaines plus tard, ils vont quitter leur coin des Cévennes.

"A cette époque, souligne Paul Hartmann, nous avons pu laisser enfin nos vieux fusils de 98 et les remplacer par de nouvelles carabines allemandes parachutées dans la région par les Alliés qui les avaient prises à l'ennemi. En outre, nous parvinrent de même des fusils mitrailleurs, des mitrailleuses et de petits mortiers d'origine anglaise et canadienne."

Et Max Dankner conclut :

"Lors de l'offensive sur Nîmes et de sa libération, nos unités étaient considérablement mieux armées qu'auparavant en Lozère lors des engagements qu'elles avaient eu à soutenir."

Dans les autres maquis

Les antifascistes allemands ont à leur actif d'autres actions spectaculaires dont celles-ci que nous avons retenues :

- Dans le maquis de Saint-Anthonin (Tarn-et-Garonne), en juin 1944, arrêtent la progression de la division "Das Reich" pendant 15 jours. En juillet libèrent, avec un groupe de FTPF, 46 prisonniers de la prison de Gaillac et participent en août à la libération de Toulouse.

- Dans le maquis de Saint-Jean-du-Gard (Gard) composé de 50 hommes, repoussent une attaque en Avril 44, laissant sur place 82 soldats ennemis.

D'autres antifascistes allemands firent partie du bataillon 21/15 ayant pris part à la bataille des Alpes. On les retrouve également dans les maquis de la Drôme, du Massif Central.

- Enfin il faut rappeler leur action au sein même des troupes d'occupation où ils se livrèrent à la propagande anti-hitlérienne sous forme de tracts et de discussions. Ils alimentèrent également en armes les Résistants français. Certains participeront à la libération de Paris.

D'après le livre de Gaston Laroche : *On les nommait des étrangers (Les éditeurs français réunis 1965)*


GROUPEMENT N° 4 GROUPE N° 304

FICHE D'IDENTITÉ
DE
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Nom : FRANKEL
Prénoms : Ernst
Date et lieu de naissance : 20 - 1 - 1914 Vienne
Nationalité : autrichienne
Profession : aide-boulanger
Personne à prévenir en cas d'urgence :

SIGNALEMENT :
Taille : 1 m 72 Yeux : bruns
Cheveux : noir Nez : rectiligne
Moustache : noir Teint : mat

Timbre du Groupe : Signature du Chef de Groupe :

ÉTAT FRANÇAIS — 304e Groupe de T.E — LE COMMANDANT

N.-B. — L'étranger devra toujours être porteur de cette fiche. S'il est appelé à voyager seulement, il sera porteur d'un ordre de déplacement à ... la Gendarmerie à l'arrivée.

Déserté du 803e le 21/8/42 S.R.

Fiche d'identité de travailleurs étrangers. Ici celle d'Hermann Leipold qui participa à la libération de Nîmes.

Cela permit effectivement aux antifascistes allemands descendus des Cévennes d'être parmi les premiers à pénétrer dans Nîmes et à s'y installer. Grâce à Martin Kalb, Richard Hilgert et Max Dankner, nous savons comment les choses se sont passées :

"Après le débarquement des Alliés sur le littoral de Provence, notre direction militaire décida de prendre la ville de Nîmes par un coup de main. Nîmes avait une valeur stratégique en temps que noeud ferroviaire des lignes partant du sud en direction du nord, et principalement vers Lyon et au-delà vers l'Alsace.

Le 20 août, nous nous sommes embarqués, partie en camions et partie en autobus, et nous avons pris la direction d'Alès. Lorsqu'Alès a été libéré, Martin Kalb a conduit le détachement sur la route de Nîmes.

On avait appris que l'armée allemande voulait, avant son départ, détruire certains secteurs de cette ville et quelques objectifs industriels importants des environs. Afin de l'en empêcher et d'éviter les routes empruntées par les convois de la Wehrmacht, la Résistance, en collaboration avec les cheminots français, mena à bonne fin l'audacieuse entreprise suivante :

C'est dans une gare, entre Alès et Nîmes - à Saint-Hilaire-de-Brethmas -, que ce 23 août, tard dans la soirée, nous sommes montés dans des wagons de marchandises. Il y avait là des maquisards français, polonais, et surtout l'unité des partisans allemands, la 104e compagnie du 5e bataillon, dirigée par Martin Kalb, que l'on appelait "la compagnie allemande" à cause de sa composition. Devant la locomotive on avait placé un wagon plate-forme sur lequel on avait installé une mitrailleuse.

Et c'est ainsi qu'un bataillon de cinq compagnies, enfermé dans les wagons d'un train de marchandises déclaré comme transport de la Wehrmacht, fut dirigé sur Nîmes au nez et à la barbe des postes allemands. Nous jouions notre vie à pile ou face. Les cheminots français avaient indiqué à l'avance quelles étaient, parmi les gares que nous allions traverser, celles qui étaient entre les mains de l'ennemi, mais, en dehors de l'état-major et des chefs de compagnie qui avaient été seuls mis au courant, personne ne savait que nous roulions à travers une région qu'il occupait et contrôlait encore partiellement. Cependant, durant le voyage qui nous parut interminable, nous étions assis dans l'obscurité du wagon, osant à peine prononcer un mot à voix basse : il était absolument interdit de chanter, de parler et de fumer. Chacun était plongé dans ses pensées. La plupart songeaient certainement à leur "chez eux", et à ce qu'il en adviendrait un jour.

Au terme du voyage, dans la nuit, nous nous rassemblâmes aux abords de la ville en vue d'attaquer par surprise et faire prisonnières les troupes d'occupation qui pouvaient encore s'y trouver.

De bon matin, nous sommes entrés dans Nîmes. Il y avait une brume épaisse. Nous ne savions pas si les nazis étaient encore là. Le bruit courait qu'ils s'étaient retranchés dans les arènes. Un jeune camarade polonais a été envoyé en éclaireur, avec sa moto, pour se rendre compte. Et il est revenu dans le brouillard épais, coiffé d'un casque allemand. Un camarade, posté en sentinelle, a cru qu'il s'agissait d'un soldat de la Wehrmacht; il a tiré et le malheureux camarade polonais est aussitôt tombé mort.

L'action se déroula ensuite comme prévu. La 104e compagnie atteignit, la première, dans la matinée, le centre de Nîmes. Nous sommes ainsi arrivés sans voir aucun fasciste, jusqu'à la caserne Montcalm qui n'était plus occupée. Nous avons alors appris que les nazis s'étaient retirés pendant la nuit. Mais la population elle-même avait assez peu pris conscience de la chose.

Nous avons donc établi nos quartiers dans la caserne, et ce fut midi.

Norbert Beisäcker descendit l'emblème à croix gammée qui flottait au fronton surmontant le portail et hissa à sa place le drapeau tricolore. Une centaine de personnes qui s'étaient rassemblées chantèrent la Marseillaise.

Pendant ce temps Richard Hilgert et Hermann Leipold creusaient un trou de protection pour leur mitrailleuse et la mettaient en batterie."

Max Dankner, de son côté, raconte :

"Des Nîmois, nous entendant parler entre nous dans notre langue, furent effrayés et se demandèrent ce qui se passait : les Allemands étaient-ils encore là ou non?

Cependant quelques-uns d'entre eux nous accostèrent et nous demandèrent si nous n'étions pas plutôt des camarades de Thälmann. Comme nous leur avons répondu affirmativement, en précisant que nous étions des anciens combattants d'Espagne, nous avons été fêtés à nouveau tout particulièrement : on nous a versé à boire et on nous a acclamés par des cris d'allégresse.

Sur ces entrefaites, soudain, une colonne motorisée de la Wehrmacht déboucha de la rue d'Uzès. La population se dispersa comme par enchantement et Richard Hilgert et Hermann Leipold tirèrent sur les soldats fascistes à la mitrailleuse.

Martin Kalb, rentré dans la caserne, venait juste de quitter ses chaussures pour la première fois depuis bien des jours et d'enfoncer ses pieds dans un seau d'eau froide pour les rafraîchir, lorsqu'il entendit les premiers crépitements de l'arme. Il glissa ses pieds humides dans ses souliers, et sortit au plus vite devant la caserne.

Les camions du convoi, fortement éprouvés par le tir de la mitrailleuse du poste de garde, obliquèrent dans le boulevard Amiral Courbet. Mais ils devaient être mitraillés encore à deux reprises dans la ville par des camarades polonais et italiens et finalement stoppés. C'étaient des soldats de la marine. Beaucoup avaient été tués et, parmi les prisonniers, la plupart étaient blessés, dont une cinquantaine assez grièvement qui furent hospitalisés.

Cependant cette tentative d'une unité allemande de traverser la cité libérée prouvait qu'il était encore nécessaire de s'organiser militairement et d'assurer la protection de la ville, sans attendre que l'état-major soit sur place. Ce qui fut fait."

Eveline & Yvan Brès

Un maquis d'antifascites allemands en France (1942-1944)
Les Presses du Languedoc/Max Chaleil Editeur. 350 pages ill.hors texte. 140 F.
(Voir librairie de Gavroche)



Le défilé des maquisards dans Nîmes le 4 septembre 1944 auquel participent les antifascistes allemands. Le porte-drapeau est Norbert Beisäcker, celui-là même qui hissa le drapeau français à la libération de Nîmes.

LES BONS DES COMMUNES SOUS LA REVOLUTION



Nous sommes au commencement de l'année 1790, l'Assemblée Nationale vient de décréter la vente de 400 millions de biens du domaine et de l'Eglise. Necker, ministre des finances, voulait trouver le moyen de vendre ces biens pour en tirer le meilleur profit en les offrant à un maximum d'acheteurs. Bailly proposa de les attribuer aux municipalités pour les revendre ensuite, et comme ces municipalités n'avaient pas de fonds, elles prendraient des engagements dans le temps, et l'on paierait les créanciers de l'Etat avec des bons sur les communes qu'elles seraient chargées d'acquitter successivement. Ces bons donnèrent l'idée des assignats. C'est ainsi que malgré une forte opposition, l'Assemblée décréta en avril 1790, l'émission de 400 millions d'assignats ayant cours forcé, productifs d'intérêts.

A cette époque, le numéraire commençait à manquer. Il devint plus rare de jour en jour, jusqu'au point de disparaître complètement. Plusieurs causes à cette disette : tout d'abord, le départ des émigrés qui avaient emmené avec eux le plus gros de leur fortune, ensuite la perte sur les approvisionnements à l'étranger, notamment le blé, enfin, l'incertitude de l'avenir, qui engageait les possesseurs de monnaies d'or et d'argent à constituer leur cagnotte.

C'est ainsi qu'au mois de mai 1790, il ne circulait presque plus d'argent dans l'intérieur du pays. Pour parer à cette disette, des bureaux furent créés dans les grandes villes pour faciliter l'échange des assignats de 200 livres et au dessus moyennant une faible retenue. Plus tard, une loi ordonna la création de semblables bureaux dans chaque chef-lieu de district, mais la rareté du numéraire en rendit l'exécution impossible.

Cette pénurie de petite monnaie désorganisa le commerce et le trafic des objets de première nécessité. Le change des billets devenait ruineux, l'agiotage qui arrivait à coûter 4 à 5% pour les gros sous et 6 à 7% pour les écus, eut pour résultat de déprécier les billets et d'inciter les possesseurs de monnaie métallique à la conserver.

L'Assemblée Nationale consacra ses séances du 5 et 6 mai 1791 à la discussion sur le besoin général en assignats de petite valeur, et créa les caisses patriotiques.

Le 20 mai 1791, M. de Montesquiou proposa un décret dont l'article 3 stipulait :

"L'Assemblée Nationale approuve tous les établissements particuliers qui, sous la surveillance des corps administratifs, se chargeraient de mettre en émission des assignats de cinq livres et de les donner en échange contre des assignats nationaux, à la charge par eux de fournir des cautionnements suffisants pour la sûreté de leur gestion et à la condition expresse d'acheter aux monnaies, la quantité de sous nécessaire pour entretenir l'échange à bureau ouvert des dites fractions d'assignats contre des sous, le tout conformément à une instruction qui sera adressée à tous les corps administratifs."

L'Assemblée chargea son comité des finances de lui faire un rapport et décréta le jour même :

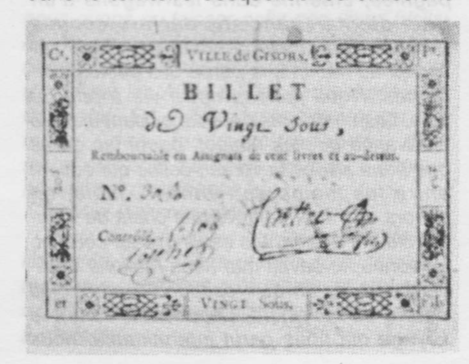
"Que les billets de 25 livres et au-dessous, souscrits par des particuliers et échangeables à vue contre des assignats ou de la monnaie de cuivre, à la volonté des porteurs, seraient exempts du droit de timbre."

Les caisses patriotiques se multipliaient dans les villes, bourgs, villages et jusque dans les hameaux. Des sociétés et de simples particuliers firent des émissions, ces derniers, trop souvent pour se procurer un capital destiné à des spéculations étrangères au bien public, il fut émis des billets de toutes valeurs depuis un liard jusqu'à vingt cinq livres, sous les titres les plus divers : *Bon de confiance, billet d'Association patriotique, bon patriotique, association patriotique* etc...

Les billets de confiance émis en France par un grand nombre de localités, nuira au crédit des assignats. Des débats importants eurent lieu à l'Assemblée Nationale dans les séances des 27 et 28 mars 1792, et le 30, elle rendit un décret qui enjoignait aux municipalités de vérifier la situation des caisses patriotiques, de constater l'existence des fonds représentatifs des valeurs émises et d'empêcher, à l'avenir, toute nouvelle fabrication ou émission, de dresser des procès-verbaux à transmettre aux directoires de départements qui en feraient passer des extraits au ministre de l'Intérieur. Les caisses établies par les municipalités ou autres corps administratifs et sous leur surveillance immédiate, pouvaient continuer à procéder à de nouvelles éditions de bons.

Ces mesures étaient prises pour arrêter les émissions faites par les sociétés et les particuliers, qui se livraient à des spéculations immorales, criminelles et désastreuses. Ce qui amena à considérer ceux qui ne pouvaient remplir leurs engagements lors du remboursement à être déclarés comme faux monnayeurs et poursuivis comme tels.

Le 2 novembre, Cambon fit à la Convention un rapport où il disait que le comité croyait urgent de faire retirer de la circulation tous les billets de confiance émis. Ce projet fut accepté à la séance du 8 novembre. Il s'agissait de cesser le même jour l'émission des billets et de briser les planches qui avaient servi à leur fabrication, de retirer de la circulation tous les billets, les annuler, les brûler en présence de public et dresser procès-verbal de ces opérations. Le déficit éventuel devait être supporté par les communes dans le territoire desquelles les émissions



avaient eu lieu et réparti au marc la livre. Toutes ces opérations devraient être terminées pour le premier janvier 1793.

Cette loi eut un effet désastreux, personne ne voulant plus accepter un papier monnaie qui, deux mois après, n'aurait plus cours. Les plus pauvres furent les plus frappés, le papier étant la seule monnaie qu'ils possédaient. Le numéraire, malgré une grande activité déployée dans les ateliers monétaires, ne pouvait être suffisant pour faire face aux remboursements de ces émissions.

De nombreuses plaintes affluèrent à la Convention, et le 19 decembre, sur le rapport de son comité des finances, elle décréta que le délai serait prorogé. Les esprits rassurés, les bons de confiance reprirent leur cours normal et le calme se rétablit.

Une difficulté subsistait toutefois : celle de rassembler les billets répartis dans toute la France afin de les faire rembourser par les sociétés émissionnaires. Certaines caisses procédèrent à des échanges pour éviter aux pauvres citoyens de se déplacer. Cette initiative fut encouragée par la Convention qui décréta, le 21 février 1793, l'élargissement de cette méthode.

Chaque semaine les billets de confiance ainsi récupérés étaient vérifiés, annulés, comptés et enfin brûlés sur la place publique de la commune émissionnaire en présence du peuple et de la municipalité chargée par la loi d'en dresser procès-verbal.

Afin que les billets non rentrés ne constituent pas pour les caisses émissionnaires un bénéfice, la Convention décréta le 11 ventôse an II que le montant de ces sommes devait être versé dans la décade dans les caisses des receveurs du district, lesquels seront chargés des remboursements restants.

Le nombre des billets de confiance différents émis en France est considérable. Rien qu'en Normandie, 151 villes mirent en circulation 661 billets connus.

Malgré les louables intentions qui animèrent la création des caisses d'émission des billets de confiance, les vicissitudes par où elles passèrent eurent des conséquences néfastes qui se répercutèrent sur les moins fortunés et alimentèrent les arguments contre-révolutionnaires.

J.L.

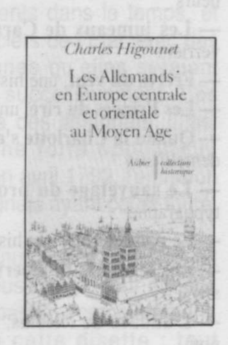


Histoires d'Allemagne...

La réunification de l'Allemagne constituera certainement un des événements politiques majeurs de cette fin de XXe siècle. Une superpuissance économique, politique, culturelle (et peut-être demain militaire...) prend naissance sous nos yeux. Sans bruits de bottes cette fois!

L'Europe orientale va ressentir directement les effets du réveil de ce géant, car il s'agit d'un réveil plus que d'une naissance. En effet l'Allemagne n'est pas une nation artificielle créée ex-nihilo par des diplomates en mal de frontières,





c'est une nation parmi les plus anciennes, qui prend racine dans le passé médiéval.

Le livre de Charles Higounet intitulé *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen-Age* nous permet opportunément de faire le point.

Au fil des pages on y découvre comment, dès l'époque des croisades, des Allemands de toute condition ont entrepris de s'installer à l'Est de l'Europe. Comment ces Allemands sont entrés en contact (pacifique ou violent) avec les peuples slaves qui eux "glissaient" en sens inverse, de l'Est vers l'Ouest... Vieille affaire donc que le face à face entre Slaves et Germains, mais vieille affaire d'une brûlante actualité. On retrouve dans ce livre des noms de provinces ou de régions (Silésie, Poméranie, Courlande...) dont on parle à nouveau beaucoup, et des noms de nations elles aussi en plein réveil (Lituanie, Estonie, Lettonie...).

Comme souvent l'Histoire (même lointaine) et l'actualité se percutent.

Pourtant le travail de Charles Higounet ne doit rien à l'actualité, ni à la mode, car c'est un travail universitaire entrepris il y a plus de 40 ans, à l'occasion d'un séjour forcé (comme prisonnier) en Silésie.

Très dense, bourré de références, ce gros et bon livre est destiné à des historiens ou des étudiants. Sa lecture intéressera tous ceux qui se penchent sur le passé de l'Allemagne pour mieux en saisir le présent.

Dans le même esprit, et dans la même collection, Francis Rapp a publié *Les origines médiévales de l'Allemagne moderne.* Il complète parfaitement le premier en couvrant la période qui s'étend du règne de Charles IV à Charles Quint (1346-1519).

Deux livres d'un abord parfois austère mais très scientifiquement faits et animés d'un souci permanent d'objectivité.

G. Ragache

Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen-Age de Charles HIGOUNET, chez Aubier, collection historique, 456 pages, photos hors texte, 195 F.

Les origines médiévales de l'Allemagne moderne (de Charles IV à Charles Quint - 1346/1519) de Francis RAPP, chez Aubier, coll. historique, 438 pages, 172 F.

L'opinion française sous Vichy
par Pierre Laborie

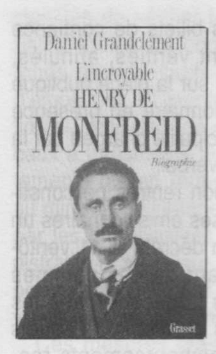
L'originalité du travail de Pierre Laborie, universitaire à Toulouse, consiste à rechercher systématiquement les racines des idées vichystes **avant** Vichy. Ainsi l'auteur analyse-t-il la "crise d'identité nationale" qui touche durement la France au cours des années 30 afin de mieux comprendre la politique nationaliste menée de 40 à 42.

Des chapitres sont consacrés à la montée du pacifisme, à la crise scolaire, à la production cinématographique, au problème des réfugiés espagnols... ou encore à l'échec de la grève générale de novembre 1938 qui montre que la gauche française avait perdu une partie de ses troupes et une partie de ses repères idéologiques **avant** la défaite de 1940. Puis la deuxième partie du livre analyse les mouvements d'opinion de 1940 à 44, en nuançant des jugements parfois abrupts que l'on a trop souvent lus sur cette période. L'auteur fait appel aux rapports des préfets, mais aussi à des sondages et beaucoup à la presse et aux tracts politiques pour tenter de saisir "une"(?) opinion française fluctuante, hésitante mais traversée par des tendances lourdes et durables. Tendances qui dans une certaine mesure survivront à l'arrivée des armées alliées en 1944...

Un livre souvent technique, qui réclame de bonnes connaissances de base pour l'apprécier, mais qui fourmille d'informations utiles à l'étudiant et au chercheur.

Editions du Seuil, 420 pages, 140F.

G.R.



L'incroyable Henry de Monfreid
par Daniel Grandclément

Henry de Monfreid fut à la fois aventurier, écrivain, négociant, homme d'action... Il fréquente tout aussi bien les trafiquants des côtes de la Mer Rouge que des intellectuels comme Joseph Kessel ou le père Teilhard de Chardin. Homme controversé, aimé des uns, détesté des autres, comme tous ceux qui agissent dans plusieurs domaines, Montfreid ne peut laisser indifférent.

La biographie établie par Daniel Grandclément comble un vide de manière agréable car il n'existait encore pas d'ouvrage d'ensemble sur celui qui fut l'auteur de plus de 70 romans d'aventures. D'une lecture facile, ce livre, en suivant pas à pas les traces d'Henry de Monfreid au cours d'une vie longue et agitée, permet de mieux comprendre le monde clos et mystérieux que constituait la Mer Rouge au début de notre siècle. Un monde peuplé de marins yéménites, de nomades Dankalis, de femmes ethiopiennes... Un monde à l'odeur d'encens qui fascine encore et toujours.

Editions Grasset, 416 pages, 135 F.

G.R.

Le sexe apprivoisé : Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances
par Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin

On aura peine à croire, espérons-le, que des militants ont été emprisonnés pour avoir préconisé l'éducation sexuelle ou le contrôle des naissances. Les méthodes contraceptives sont entrées dans les moeurs, ce qui semble tout à fait normal, et l'on aimerait penser qu'il n'en fut jamais autrement. Pourtant, de longs combats furent nécessaires pour en arriver là. Dans *Le sexe apprivoisé*, Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin nous les relatent, en particulier ceux menés, à la suite de Paul Robin, par Jeanne et Eugène Humbert.

En France, l'un des premier à reprendre certaines idées de Thomas Robert Malthus (1766-1834) fut Paul Robin. Pasteur anglican, théoricien des sciences économiques et sociales, Malthus n'avait rien d'un révolutionnaire. S'il publie, en 1798, un *Essai sur le principe de population...*, c'est surtout pour combattre les utopies socialistes, qui commençaient alors à se propager, et enrayer la multiplication des indigents. Que les pauvres se reproduisent en trop grand nombre et courent les rues, ne lui parraissait pas être de bon augure. Pourtant, incompris, Malthus causa un beau scandale. Les bourgeois, l'Eglise, qu'il voulait prévenir du danger, le mirent à l'index.

Paul Robin

Evacuant l'aspect réactionnaire de l'oeuvre de Malthus, Paul Robin n'en conserva que ce qui lui semblait de nature à transformer radicalement le monde. Le contrôle des naissances, appliqué sur une grande échelle, pouvait permettre, pensait-il, d'une part d'endiguer le flot des malheureux, et d'autre part, surtout, de provoquer une véritable révolution sociale. Moins d'enfants (c'est-à-dire uniquement des enfants désirés) cela signifiait, à terme, moins de bras pour l'industrie, l'agriculture, donc moins de chômage, de meilleures conditions de travail, un salaire conséquent pour tous, la disparition progressive de la misère et des inégalités. Cela signifiait également une responsabilisation des individus, des familles, enfin capables de choisir leur vie et non plus simplement de la subir. Un profond bouleversement de la société pouvait ainsi résulter des pratiques contraceptives, songeait, peut-être avec un peu trop de naïveté, Paul Robin. Ne se contentant pas de théories, il créa un orphelinat, à Cempuis, dans l'Oise, que des âmes pieuses prirent aussitôt pour cible, le condamnant à la fermeture, car la mixité y régnait ! Mais Robin ne baissa pas les bras.

Un esprit sain dans un corps sain ?

Il fut relayé par Eugène Humbert, convaincu, comme lui, du caractère hautement subversif du contrôle des naissances. Les poursuites engagées à l'encontre des deux hommes par diverses ligues de "protection de la famille" ou de "sauvegarde de la morale" étaient d'ailleurs révélatrices... La contraception, l'avortement, mettaient en danger la cohésion de la famille, cette première structure de l'ordre social. Paul Robin, Eugène Humbert, furent l'objet de vives attaques. L'inlassable propagande que mena ce dernier, les journaux qu'il publia, lui valurent plusieurs peines d'emprisonnement.

Il rencontra un jour une jeune militante anarchiste, Jeanne Rigaudin, qu'il épousa bientôt. Dès lors, le couple ne cessera pas de lutter en faveur de l'éducation sexuelle. Communément admise aujourd'hui, bien que provoquant encore des réticences dans certains milieux particulièrement rétrogrades, l'éducation sexuelle (on pouvait mettre sous ce terme, pêle-mêle, le nudisme, l'interruption volontaire de grossesse, les pratiques anticonceptionnelles, l'amour libre, etc.) soulevait l'indignation des "bien-pensants".

Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin citent, par exemple, ce docteur J. Baillol, qui, dans ses *Conseils aux hommes affaiblis* (1877), tenait à avertir ses lecteurs des risques que l'activité sexuelle, selon lui, leur faisait courir :

"L'agitation, les contractions involontaires des muscles, les spasmes dont ils sont pris au moment de l'éjaculation, le sentiment général de douleur, de brisure, de faiblesse, qui suit le coït avec une fatigue toujours plus prononcée dans les lombes et les parties inférieures du corps indiquent assez l'impression profonde que la moelle épinière éprouve d'un acte aussi perturbateur".

Inquiétant, sans aucun doute! Mais le plus inquiétant était que l'opinion de cet étrange docteur (il serait bien difficile de qualifier ce M. Baillol d'esprit sain dans un corps sain!) reflétait celle de nombre de ses contemporains. Après la guerre franco-prussienne de 1870, le repeuplement de la France laissait espérer le retour des deux provinces perdues à l'Est : il n'était donc pas question de priver de chair à canon notre glorieuse armée. Sénario semblable après la Première guerre mondiale, lorsque le développement industriel prit son essor : pas question de priver le pays de ces bras qui allaient en faire l'une des plus grandes puissances du globe... Les prétextes pour lutter contre les partisans du contrôle des naissances abondaient, à en croire les lapinistes, réunis dans la sainte alliance du sabre et du goupillon, de l'industrie et de la finance. Les réactionnaires, emportés par un élan émouvant, n'en finissaient pas d'accuser les disciples de Robin de tous les maux, les traitant tour à tour de "pornographes", de "défaitistes", voire d'anarchistes! Les procès se succédaient. Aborder publiquement un sujet tel que la contraception était un délit passible de prison. De l'ignorance sexuelle comme haute vertu morale !

Un grand combat

Heureusement, l'intelligence triomphe quelquefois. Paul Robin et Eugène Humbert, morts trop tôt, n'eurent pas le temps de percevoir l'évolution qui s'amorçait. Mais au lendemain de la Seconde guerre mondiale, alors que les réactionnaires ne désarmaient pas et réclamaient de nouvelles lois destinées à frapper quiconque prônait les méthodes contraceptives, la relève fut assurée. Jeanne Humbert militait toujours, infatigable. Des organisations se mettaient en place, comme le Mouvement français pour le planning familial. Elle les observait parfois d'un mauvais oeil, car ces organisations passaient fréquemment sous silence le caractère subversif de l'éducation sexuelle. Pour Jeanne Humbert, il s'agissait avant tout d'un grand combat pour la liberté, la justice. Vers la fin de sa vie, en compagnie de May Picqueray, autre figure valeureuse de l'anarchisme, elle fonda *Le Réfractaire*, accordant une large place à l'antimilitarisme et à l'écologie.

"Historien de la vie quotidienne", Roger-Henri Guerrand a publié *L'aventure du métropolitain, C'est la faute au profs !* et *Les lieux, histoires des commodités* (éditions La Découverte). Francis Ronsin est connu pour son étude sur *La grève des ventres* (éditions Aubier), qui était d'ailleurs dédiée à Jeanne Humbert et Michelle Perrot. Avec *Le sexe apprivoisé*, ces deux auteurs signent non seulement une biographie de Jeanne Humbert (1890-1986), mais encore, grâce, en partie, aux documents qu'elle leur a remis peu de temps avant sa mort, une passionnante histoire de "la lutte pour le contrôle des naissances". Souhaitons que les efforts prodigués par Paul Robin, Eugène et Jeanne Humbert, et quelques autres, n'aient pas à être recommencés, un prochain jour. Oui, souhaitons vraiment que ceux qui cherchent à interdire l'avortement,

les sinistres pères lapins qui nous assènent leurs sermons au nom de la nation, de la race ou de la tradition, ou d'autres balivernes encore, ne reprennent pas, demain, le dessus.

Editions de La Découverte.

T. Maricourt

Nous avons reçu :



Les Vikings
par Gilles Ragache illustrations de Marcel Laverdet

Et de dix ! La collection "Mythes et légendes", dirigée par Gilles Ragache chez *Hachette Jeunesse*, nous propose un nouvel album consacré aux Vikings, dans lequel l'histoire est confrontée à la légende. Ces intrépides marins sur leurs fiers drakkars partent à la conquête des océans, bravant les tempêtes et s'installent sur les côtes de l'Amérique du Nord cinq siècles avant Christophe Colomb ! Quoi de plus naturel que leur histoire ait suscité autant de légendes où cohabitent nains, géants, serpents de mer, sous l'oeil attentif du Dieu borgne Odin et du vaillant Heimdall qui monte la garde au sommet d'un arc-en-ciel.

Comme dans les albums précédents, les dessins hauts en couleur et la présentation soignée en justifient parfaitement le prix.

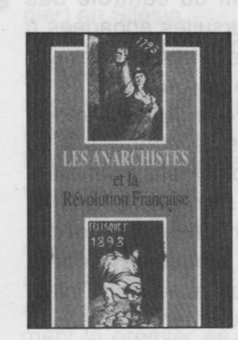
Editions Hachette-Jeunesse, 59.50 F
Disponible à la librairie de **Gavroche.**

Histoires vraies
Collection pour enfants à partir de 9 ans

A croire que cette collection remporte le succès qu'elle mérite, puisque nous recevons quatre nouveaux titres que nous nous empressons de mettre dans *La librairie de Gavroche*. Il s'agit des histoires suivantes :

- **Le cadeau d'Adrienne,** *une histoire de porcelainiers,* par Pascale Engel.
- **Voyage au bout de la Loire,** *une histoire de mariniers,* par Jean-Luc Defromont.
- **L'audace de Nicolas,** *une histoire de cheminots,* par Gérard-Hubert Richou.
- **Fleur d'ajonc,** *une histoire de petite bonne,* par Nicole Vidal.

Editions ouvrières. 30 F.

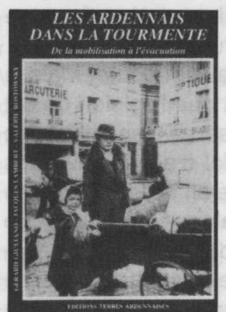


Les Anarchistes et la Révolution française

Il s'agit d'un ouvrage collectif réalisé par des historiens, chercheurs, universitaires, spécialisés dans l'étude des mouvements sociaux et de l'anarchisme. Cet ouvrage ne se limite pas à traiter de la Révolution française à proprement parler mais accorde un intérêt tout particulier à ses filiations idéologiques et au débat actuel autour de ses héritages.

"Rappelons que la Révolution, que cela plaise ou non, a bien marqué l'entrée des masses dans l'histoire, écrit Gaetano Manfredonia dans la préface. *Pour la première fois, d'une manière consciente et intentionnée, des hommes et des femmes savaient que par leur action ils pouvaient maîtriser leur destin. (...) Mais surtout, la Révolution française a ouvert des perspectives nouvelles à l'action des hommes; perspectives qui sont loin d'être épuisées et - dans certains cas - qui demeurent à peine ébauchées....*

Editions du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.



Les Ardennais dans la tourmente
par Gérard Giuliano, Jacques Lambert et Valérie Rostowsky

Il s'agissait, pour les auteurs, de retracer les terribles événements qui bouleversèrent la vie des Ardennais entre 1939 et 1941. C'est la mobilisation, en septembre 1939, et la "vraie" guerre, le 10 mai 1940, date à laquelle les habitants de cette région réputée infranchissable vont devoir "évacuer". Puis, disséminés dans plusieurs régions de France, les exilés apprendront à vivre différemment avec leurs hôtes, qui deviendront par la suite, pour beaucoup, des amis.

Cette étude d'ensemble, réalisée par trois érudits locaux, a été faite à partir d'archives, mais surtout à partir de témoignages d'acteurs et de témoins, ce qui rend le texte plus "vivant".

Nous ferons paraître, dans un prochain numéro, un extrait de cet ouvrage afin que nos lecteurs puissent apprécier ce véritable outil pour la mémoire des Français. En attendant, vous pouvez vous procurer ce livre dans la librairie de **Gavroche.**

Editions Terres ardennaises, BP 71, 08002 Charleville-Mézières Cedex.

Mémoires d'un Réfractaire
par Jean-Pierre Nogaret

C'est le simple témoignage d'un homme qui a "subi" la guerre. Il a 16 ans en septembre 1939 quand ses parents accueillent les premiers réfugiés des zones frontalières qui rejoindront le pays messin après la débâcle. Elève du collège de Mende, il en est chassé, avec ses camarades, par les Allemands en novembre 1942. Il doit alors effectuer son service dans un chantier de la Jeunesse Française puis, pour échapper au STO, il choisi la clandestinité et devient Jean-Louis Cazes, bûcheron. Période d'angoisse, de fuite, de répression, de crimes jusqu'à la Libération. Mais la guerre continue et, sans enthousiasme, il revêt l'habit militaire puis de Rodez à Bayonne, de Carcassonne à Banyuls sur mer, il achève son périple et finit par retourner à la vie civile exercer le paisible métier d'instituteur. Mais la vorace armée continuera de le tracasser, même pendant les vacances...

120 pages, illustré, 110 F.
J.-P. Nogaret, "Faï-Fioc", 48100 Marvejols

Revues :

Le Mouvement social N° 152

Au sommaire de ce numéro :
Culture de masse et classe ouvrière :
- Apparences et cosmétiques aux Etats-Unis par K.Peiss.
- Du producteur au consommateur

par M.Debouzy.

- Les ethnologues et le terrain par N.Gérôme.

Le socialisme en question :

- 1880-1914 : Les ouvrières du Nord par D.Reid.

- 1918-1919 : L'Allemagne des conseils par C.Weill.

Les Editions ouvrières nous annoncent la parution, dans la série des dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier international, du *Dictionnaire Allemagne.*

Editions ouvrières, 47 rue Servan 75011 Paris. Le N° 63 F.

89 en Essonne

Nous recevons les deux derniers numéros (d'une série de 8) de cette revue lancée, il y a 18 mois dans le cadre de la commémoration du Bicentenaire de la Révolution. Limité au département de l'Essonne, chaque numéro traite d'un sujet particulier : Subsistances, Doléances, Religion, Fêtes... les deux derniers étant consacrés aux *Nouveaux pouvoirs et citoyenneté* et à *La justice et les prisons.* Agrémentés d'une bonne iconographie, les articles bien documentés sont à même d'avoir une audience dépassant le département.

On peut se renseigner auprès du rédacteur en chef, Serge Bianchi (bien connu des anciens de **Gavroche**), à l'adresse suivante :

BP 194 91006 Evry Cedex. Le numéro 35 F.

Les Alpes de Lumière N°103
Archéologie au pays de Forcalquier

Chacun sait la grande fragilité des traces de notre passé; des civilisations disparues. Or, le pays de Forcalquier, sur la rive droite de la Durance, pris entre la montagne de Lure au Nord et l'extrémité de la chaîne du Luberon au Sud possède une véritable richesse archéologique particulièrement étonnante. Réalisé à l'appui d'une exposition, ce numéro des Alpes de Lumière nous présente, du Paléolithique au Moyen-Age, les nombreux sites archéologiques de la région, avec un souci de la précision auquel les auteurs de cette revue nous ont habitués.

Alpes de Lumière, Salagon, Mane, 04300 Forcalquier.

Damoclès N°45

Numéro très documenté pour ceux qui désirent en savoir plus sur les événements du Golfe, ainsi que sur les mécanismes de la désinformation en matière d'essais nucléaires. Le numéro 20 F.

BP 1027, 69201 Lyon cedex 01.

Les enfants Tapori témoignent leur refus de la misère.

Le 17 octobre, place du Trocadéro à Paris, eut lieu la 4ème commémoration annuelle des victimes de la misère organisée par le mouvement international **ATD QUART MONDE**, sous la présidence de M. Perez Esquivel, prix Nobel de la Paix.

Loin de déplacer les foules comme un concert de Johny Haliday, cette manifestation, à laquelle **Gavroche** assistait, méritait une assistance plus nombreuse. Au centre du parvis, une dalle à été insérée à l'honneur des victimes de la misère sur laquelle on peut lire :"Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les Droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré".

Sont présents 250 enfants délégués du Mouvement Tapori (Mouvement international d'enfants de tous milieux qui s'unissent et refusent la misère) et représentant une trentaine de pays de quatre continents. Ces enfants ouvrent une valise fresque géante prête à voyager dans le monde et pleine de leurs confidences pour être les *Champions du Bonheur* et de la Paix.

Au moment où tous les pays membres de l'ONU sont invités à signer la **Convention des Droits de l'enfant** et où 80 chefs d'Etat ou de Gouvernement se réunissent à New-York à l'occasion du **Sommet mondial pour l'enfance**, Le Mouvement ATD Quart Monde a voulu faire écho à l'appel d'enfants de tous milieux qui refusent la misère. Qu'il soit entendu !

Mouvement international ATD Quart Monde, 107 Ae du Général Leclerc, 95480 Pierrelaye.

L'amateur de livres



L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages anciens ou d'occasion disponibles à la vente. Vous pouvez passer vos commandes après vous être assuré (de préférence) que ces livres sont encore disponibles. Merci !

Histoire

- Actes du colloque, Les mécanismes du fascisme. Comité d'information sur l'Holocauste. Bibl. centr.de prêt du Ht-Rhin 1981 .... 50 F.

- Anglade Jean, La vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours. Hachette 1976 .... 35 F.

- Bérard Armand, Un ambassadeur se souvient - au temps du danger allemand. Plon 1976 .... 30 F.

- Bourget P. et Lacretelle Ch., Sur les murs de Paris -1940-1944- Les affiches de la guerre. Hachette 1959 .... 100 F.

- Cameran Rondo, La France et le développement économique de l'Europe 1800-1914. *L'Univers historique* Seuil 1971 .... 40 F.

- Castex Henri, Les comités secrets 1917 - La paix refusée, un million de morts inutiles. Gedalge Documents de l'Histoire .... 40 F.

- Castries Duc de, La Vieille Dame du Quai Conti, *Une histoire de l'Académie Française.* Perrin 1978 .... 35 F.

- Danan Yves Maxime, La vie politique à Alger de 1940 à 1944. Bibliothèque de droit public, 1963 .... 50 F.

- Gimenez Valdivieso T., La suppression de la guerre. Valancia 1920 .... 50 F.

- Gontard Maurice, L'Enseignement Primaire en France de la Révolution à la loi Guizot (1789-1833). *Annales de l'Université de Lyon.* Les belles Lettres 1959 .... 100 F.

- Lavisse Ernest, Vue générale de l'Histoire politique de l'Europe. A.Colin 1894 .... 70 F.

- Milza Pierre, De Versailles à Berlin. Masson, Coll.Histoire Contemporaine Générale 1979 .... 60 F.

- Pierre-Henry, Histoire des Préfets. Nouvelles Editions latines 1950 .... 50 F.

- Romantisme et Politique 1815-1851. *Colloque de l'Ecole Normale de St-Cloud 1966.* A.Colin 1969 .... 60 F.

- Rossi-Landi Guy, La drôle de guerre. Thèse. Fondation Nationale des Sciences Politiques. A.Colin 1970 .... 80 F.

- Rozanov G., L'agonie du troisième Reich. Ed.de Moscou, sans date .... 30 F.

- Révolution de 1848 - Ouvrages édités à l'occasion du centenaire en 1948 par les PUF :

- Cassou Jean, Le quarante-huitard.

- Cuvillier Armand, P.-J.-B. Buchez et les origines du socialisme chrétien.

- Molinier Sylvain. Blanqui.

Chaque ouvrage .... 40 F.

Collection SUP - L'historien. PUF :
- **Corvisier André, Armées et Sociétés en Europe de 1494 à 1789.** (1976)
- **Livet Georges, L'équilibre européen de la fin du XVe à la fin du XVIIIe siècle.** (1976)
- **Meyer Jean, Les capitalismes.** (1981)
- **Petitfils J.-Ch. Les socialismes utopiques.** (1977)

Chaque ouvrage .... 40 F.

- Collection Fayard - Les grandes études historiques :
- **Bluche François, Le despotisme éclairé.** (1968).. 40 F.
- **Léon Paul, La guerre pour la paix 1740-1940.** (1950) .... 40 F.
- **Lucas-Dubreton, Madrid.** (1962) .... 30 F.
- **Maurois André, Histoire d'Angleterre.** (1937) (lég.défraîchi) .... 25 F.
- **Monnerville Gaston, Clémenceau.** (1968).. 40 F.
- **Sédillot René, Survol de l'Histoire de l'Europe.** (1967) .... 40 F.

- Collection Fayard - Les grandes études contemporaines :
- **Bonnet Georges, Le quai d'Orsay sous trois républiques - 1870-1961-** .... 40 F.
- **Chauvel Jean, Commentaires - De Vienne à Alger (1938-1944), D'Alger à Berne (1944-1952).** Deux volumes .... 70 F.
- **Elgey Georgette, La République des illusions 1945-1951 ou la vie secrète de la IVe République.** (1965) .... 50 F.
- **Fauvet Jacques, La IVe République.** (1959) .... 50 F.
- **Kronacker Paul, Souvenirs de paix et de guerre.** (1973) exempl. cartonné .... 50 F.
- **La Gorce Paul-Marie de, La République et son armée.** (1963) .... 45 F.
- **Pichon Charles, Le Vatican.** (1960) .... 45 F.

- Editions France-Empire :
- **Bloch-Morhange Jacques, La grenouille et le scorpion.** Mémoires d'un gaulliste non conformiste et obstiné. (1982) (défraîchi) .... 25 F.
- **Boualam Bachaga, Mon pays la France.** Histoire d'un chef musulman harki. (1962) ..... 35 F.
- **Debergh F. et Piquet J.,Carrefour des invasions.** Lille pendant les deux guerres (1966) .... 30 F.
- **Georis Michel, Nuts!... La bataille des Ardennes** (1969) .... 30 F.
- **Haupt Werner, La dernière bataille d'Hitler, Berlin 1945** (1966) .... 30 F.
- **Heller Deane et David, Le mur de Berlin** (1965) .... 40 F.
- **Jonchay R.du, La Résistance et les communistes** (1968) .... 30 F.
- **Muse Benjamin, La Révolution du Noir Américain.** De la non-violence au pouvoir Noir (1970) .... 40 F.
- **Saint-Paulien, La "contre-révolution" africaine.** (1967) .... 30 F.
- **Thibaut de Maisières, La clef des champs.** Evasion d'un camp de prisonniers. (1968) 30 F.

Editions sociales :
- **Badia Gilbert, Histoire de l'Allemagne contemporaine 1917-1962.** 2 vol.brochés (1962) 100 F.
- **Durand Pierre, Les Français à Buchenwald et à Dora.** (1977) .... 30 F.
- **Le Parti communiste français dans la Résistance.** (1967) .... 30 F.
- **Sève Lucien, Marxisme et théorie de la personnalité.** (1972) .... 30 F.

- Editions sociales - collection "Souvenirs" :
- **Cardon Ch.-M., Max Barel.** (1973)
- **Figuères Léo, Jeunesse militante.** (1971)
- **Gazagnaire Louis, Le peuple héros de la Résistance.** (1971)
- **Laffitte Jean, Une nuit sous l'occupation.** (1972)
- **Le Hyaric Roger, Les patriotes de Bretagne.** (1965)
- **Moine André, Déportation et résistance Afrique du Nord 1939-1944.** (1972)
- **Monjauvis Lucien, Jean Pierre Timbaud.** (1971)
- **Pestourie Roger, La resistance c'était cela aussi.** (1969)
- **Tollet André, La classe ouvrière dans la Résistance.** (1969)

Chaque ouvrage .... 25 F.

Livres scolaires
- **Bayet & Thouvenot. Histoire Romaine.** *Classe de 5ème.* A.Colin 1925. .... 40 F.
- **Bossuat A., Histoire contemporaine (1789-1875).** *Classe de 3ème.* Hatier 1940. .... 40 F.
- **Emery L., Devant la vie.** *Entretiens moraux à l'usage des classes du cours sup.et des cours compl.* SUDEL 1936. .... 40 F.
- **Emery L., Images du monde, aventures de deux enfants.** *Lecture courante C.M.,C.S.* PUF 1930. .... 45 F.
- **Gabet G., La grammaire par l'image.** *Premier livre.* Hachette 1947. .... 4O F.
- **D°**, *Cours élémentaire 1ère année.* .... 40 F.
- **D°**, *Cours Moyen.* .... 50 F.
- **Glay Emile, Recueil de Textes.** *Livre du maître.* Bibl.d'Education 1928. .... 40 F.
- **Grignon M., Des civilisations antiques à la France d'aujourd'hui.** *Fin d'études primaires.* SUDEL 1948. .... 40 F.
- **Maréchal P., L'Histoire vivante -Brie et Gâtinais.** Essai de méthode active. Bourrelier 1947. .... 40 F.
- **Moret & Cloché, Orient et Grèce.** *Cl. de 6ème.* A.Colin 1925. .... 40 F.
- **Nouvel E., Histoire contemporaine (1848 à nos jours).** *Mémento à l'usage du baccal.* Delagrave 1930. .... 35 F.
- **Pressard A., La classe de septième.** *Leçons, devoirs et exercices écrits et oraux.* Delagrave 1887. .... 50 F.
- **Seguin K., Mon beau village.** *Premier livre de lecture courante illustré.* Hachette 1948. .... 50 F.

Social
- **Damette & Scheibling, Pour une stratégie autogestionnaire.** *Entretiens avec G.Wasserman.* Ed. Soc.1979. .... 20 F.
- **Guy-Grant Georges, La philosophie syndicaliste.** Grasset 1911. .... 40 F.
- **Jouhaux Léon, La C.G.T. ce qu'elle est, ce qu'elle veut.** Gallimard 1937. .... 35 F.
- **Lime Maurice, Les syndicats américains dans un tournant.** *Etude critique du rapport Kennedy.*Ed. Synd. 1966. .... 25 F.
- **Marx Karl, Le Capital.** *Edition populaire par Julien Borchardt.* Ed. Rieder 1935 .... 50 F.
- **Marx Karl, Les luttes de classes en France (1848-1850).** Ed.Soc. 1970. .... 20 F.
- **Oussaïd Brick, Les coquelicots de l'Oriental.** Chronique d'une famille berbère marocaine. La découverte 1984 .... 30 F.
- **Poliakov Léon, Le racisme.** Seghers 1976 .... 30 F.
- **Voinea Serban, La morale et le socialisme.** La Flamme Gand 1953. .... 45 F.

-- ✂ --

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 32.33.22.33

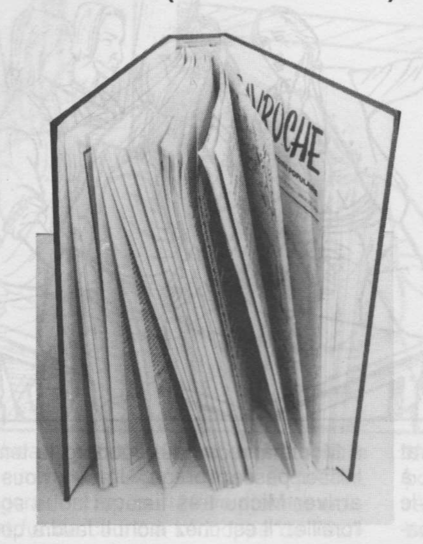
Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage forfaitaire	15,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à **Librairie Floréal**

Voici la reliure tant attendue qui vous permettra de relier vous-mêmes dix numéros de Gavroche (soit 2 années).



Son prix : ....48 F*
Par 2 : ....45 F soit 90*
Par 5 : ....39 F soit 195 F*

(*) Port compris

Je commande .... reliure(s)

Mon adresse..............................

....

....

Pour chaque abonnement nouveau, Gavroche vous offre une reliure en cadeau

J'abonne à partir du numéro 55 (je joins 150 F)

M., Mme, Mle .... Prénom..............................

Adresse..............................

Code postal .... Ville..............................

Veuillez m'adresser gratuitement une reliure à l'adresse suivante.

Mon adresse..............................

....

Pour vos cadeaux de fin d'année, nous vous proposons :

Deux années de Gavroche reliées pour 100 F.

Je commande les années suivantes (cocher d'une croix)

1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986 - 1987 - 1988 - 1989 - 1990

A adresser franco de port à l'adresse suivante : ....

....

....

Règlements à Editions Floréal — BP 872 — 27008 Evreux Cedex







Notre club était toujours fermé, cependant l'esprit révolutionnaire animait plus que jamais le faubourg. Maillard, Rossignol, Panis beau-frère de Santerre, Gonchon, brave ouvrier, étaient venus transporter parmi nous leur ardeur infatigable. Marat aussi se montrait de temps à autre : à chaque instant, la violence de ses articles le faisait décréter d'arrestation par la municipalité. Il disparaissait alors et trouvait un refuge à Montmartre ou au faubourg le temps de laisser passer l'orage. Un soir, nous vîmes arriver Michu très fier qui nous souffla à l'oreille: "Il est chez moi ! Il faudra que nous nous arrangions pour qu'il puisse continuer





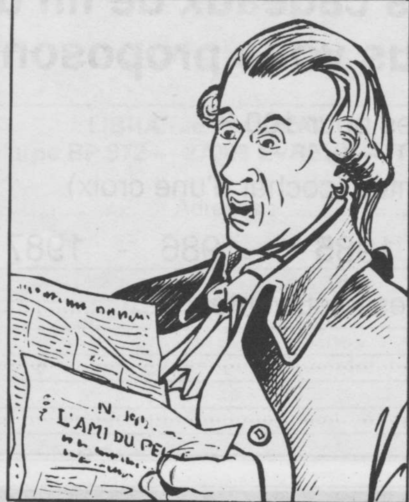


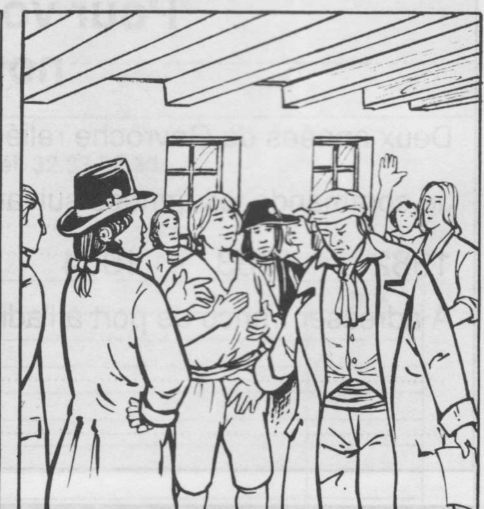


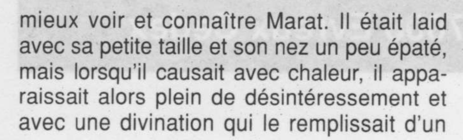
son journal". Tous, nous nous mîmes à la disposition de Marat.

Dans la chambre du père Maréchal, sous un épais tapis, s'ouvrait la trappe d'une cave. Ce fut là, dans ce local de dix pieds carrés, que, pendant la nuit, nous transportâmes la presse à imprimer et les ballots de papier. Un de ses fidèles partisans, typographe du Marais, venait le soir, composer l'Ami du Peuple et, au petit jour, Michu, Laurier et moi, partions chacun un ballot d'imprimés sous le bras, le remettre, en un endroit convenu à Laurent Basse, un colporteur tout dévoué à Marat, qui en assurait la distribution. Ainsi, pendant trois semaines, je pus

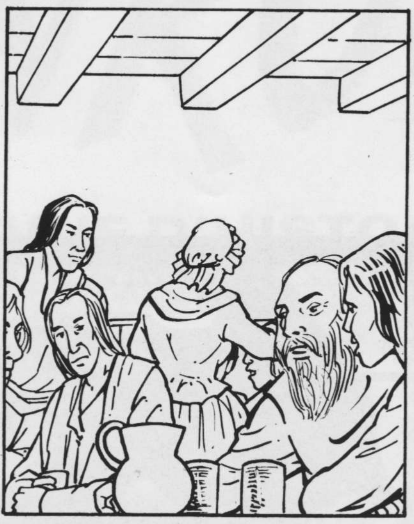


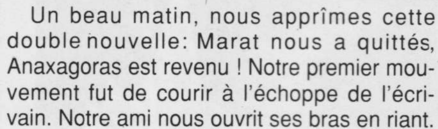






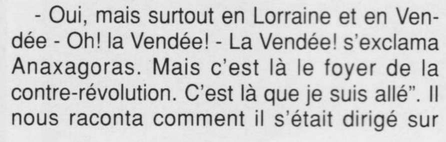
mieux voir et connaître Marat. Il était laid avec sa petite taille et son nez un peu épaté, mais lorsqu'il causait avec chaleur, il apparaissait alors plein de désintéressement et avec une divination qui le remplissait d'un orgueil un peu théâtral et ceci était, à mon avis, son défaut le plus saillant. Il était tourmenté de la manie de voir partout des traîtres, et ce fut ainsi qu'il osa accuser dans son journal Stanislas Maillard, devenu capitaine de la garde nationale, d'être un espion de Lafayette. Cela nous indigna tous et le brave huissier força l'ami du peuple à se rétracter publiquement. La franchise de cette rétractation rendit seule la sympathie publique à Marat.



Un beau matin, nous apprîmes cette double nouvelle: Marat nous a quittés, Anaxagoras est revenu ! Notre premier mouvement fut de courir à l'échoppe de l'écrivain. Notre ami nous ouvrit ses bras en riant. Nous entraînâmes Anaxagoras au cabaret pour célébrer son retour et lui demander le récit de ses aventures. "J'ai vu du pays, beaucoup de pays" nous dit-il,"J'avais appris que l'on voulait m'arrêter et, muni d'un peu d'argent, je quittai Paris au petit jour. Alors l'idée me vint de parcourir la province pour me rendre compte de l'état des choses où la Révolution est menacée. - Elle l'est partout, interrompit Lance






- Oui, mais surtout en Lorraine et en Vendée - Oh! la Vendée! - La Vendée! s'exclama Anaxagoras. Mais c'est là le foyer de la contre-révolution. C'est là que je suis allé". Il nous raconta comment il s'était dirigé sur Orléans, Tours, puis Saumur où, avec l'aide d'un petit comité patriote, il avait pu, pendant trois mois parcourir, étudier l'Anjou et le Bocage. Il nous dit combien les prêtres anti-constitutionnels étaient puissants dans cette région, le respect que les métayers conservaient pour leurs seigneurs. Mais c'étaient surtout les femmes qui possédaient à un degré égal l'amour du prêtre et la haine de la Révolution. Toutes les malheureuses






ignorantes, pour qui la vie n'avait que misère et brutalité, croyaient au prêtre comme elles croyaient au sorcier. Notre ami nous raconta les moyens par lesquels le clergé préparait la contre-révolution: les miracles, les apparitions de la vierge dans les halliers obscurs, les sermons furieux, les fausses nouvelles et les mots d'ordre colportés dans le pays par cinquante mille mendiants qui vivaient d'aumônes à la porte des églises. "Oui, conclut Anaxagoras, dans six mois ou un an vous pourrez avoir avec ces gaillards une insurrection plus formidable que la guerre".



Le travailleur et le politicien
Ne faites surtout pas de politique explique ce "chromo" du début de ce siècle, car la politique mène à la ruine, suivez plutôt l'exemple de cet homme qui trouve son confort dans le travail, la famille et la religion !...